

Université Paris I  
Panthéon-Sorbonne

Bulletin  
de  
l'Institut  
Pierre Renouvin

numéro 43  
Printemps 2016



BULLETIN DE L'INSTITUT PIERRE RENOUVIN

1, rue Victor Cousin

75005 Paris

Tél. : 01 40 46 27 90

Télécopie : 01 40 51 79 34

Courriel de l'IPR : [ipr@univ-paris1.fr](mailto:ipr@univ-paris1.fr)

Courriel du Bulletin: [bulletin\\_ipr@yahoo.fr](mailto:bulletin_ipr@yahoo.fr)

Site Internet : <http://ipr.univ-paris1.fr>

REDACTION :

Marie-Pierre Rey, Rédactrice en chef

Gisèle Borie, Secrétaire de rédaction

Marie de Rugy, Elvane Sahin, Secrétaires de rédaction adjointes

Alya Aglan, Farid Ameer, Houda Ben Hamouda, Laurence Badel, Anaïs Fléchet, Annick Foucrier, Robert Frank, Jean-Michel Guieu, Mathieu Jestin, Hélène Harter, Véronique Hébrard, Catherine Horel, Audrey Kichelewski, Annick Lempérière, Marie-Françoise Lévy, Antoine Marès, Florian Michel, Jean-Philippe Namont, François-Xavier Nérard, Céline Paillette, Jenny Raflik, Marie de Rugy, Pierre Singaravélou, Alain Soubigou, Hugues Tertrais, Nicolas Vaicbourdt.

© Institut Pierre Renouvin, 2016

ISSN 1775-4305 (version électronique depuis 2010)

ISSN 1276-8944 (numéros papier 1997 à 2009)

en ligne sur le site de l'Institut Pierre Renouvin :

<http://ipr.univ-paris1.fr/>

et sur CAIRN : <http://www.cairn.info/revue-bulletin-de-l-institut-pierre-renouvin.htm>





## SOMMAIRE

### MEILLEURS MEMOIRES

#### ÉDITORIAL/EDITORIAL

#### **L'HISTOIRE COMME KALEIDOSCOPE**

PIERRE SINGARAVELOU

p. 11

#### MATHILDE BOUVERET

- L'indianité dans l'œuvre de George Catlin  
*Indianness in George Catlin's work*

p. 15

#### VALENTINE GARNIER

- Les représentations des émeutes et leur appropriation dans la culture du ghetto aux États-Unis, 1992-2015  
*Portrayal of the Riots and their Cultural Appropriation in the Black Ghettos in the United States, 1992-2015*

p. 27

#### MARION ROUDY

- L'immigration yougoslave en France entre 1974-1981. Cadre international, politiques d'intégration et politiques migratoires ambiguës  
*Yugoslavian Immigration in France (1974-1981): International Framework, Ambiguous Migration and Integration Policies*

p. 40

#### ALEXIS LANDREAU

- Violences de guerre en Bosnie-Herzégovine. Approche typologique des criminels  
*War Crimes in Bosnia and Herzegovina: A Typological Approach on those Criminals*

p. 53

**GABRIEL GODEFFROY**

- Entre *Mitteleuropa* et *Paneuropa* : le projet d'Elemér Hantos dans l'entre-deux-guerres  
*Between Mitteleuropa and Paneuropa: Elemér Hantos' Project in the Interwar Period*

p.63

**CLÉMENT FABRE**

- Paris et la langue chinoise en 1867. L'histoire des relations internationales au prisme des confrontations  
*Paris and the Chinese Language in 1867. The History of International Relations through the Lens of Confrontations*

p. 75

**SARA LEGRANGJACQUES**

- Hanoi au cœur des mobilités étudiantes, 1880-1945  
*Hanoi at the heart of student mobilities, 1880-1945*

p. 89

**JEAN CHARTON**

- La France du Second Empire au Japon, 1858-1871. Un succès éphémère ?  
*The Second French Empire in Japan, 1858-1871: An Ephemeral Success?*

p. 103

**OLIVIER MARTZ**

- Les origines du Conseil de coopération du Golfe, 1979-1981  
*The origins of the Gulf Cooperation Council, 1979-1981*

p. 113

**IVAN RAKOTOVAO**

- Les consuls issus de la France d'outre-mer face à la décolonisation de Madagascar, 1958-1961  
*The French Consuls Facing Decolonisation in Madagascar, 1958-1961*

p. 123

**SYLVAIN DELPEUT**

- Des livres nazis ? Les romans de guerre recommandés par l'*Amt Rosenberg*  
*Nazi books? Amt Rosenberg's war novels*

p. 135

**MARWA EL BOUJEMI**

- La guerre civile libanaise : conflit civil ou guerre par procuration ? 1970-1982  
*The Lebanese War: Civil Conflict or Proxy War? 1970-1982*

p. 147

**COMPTES RENDUS DE THESE**

**SOPHIE MOMZIKOFF**

- « Voir en plus clair notre avenir radieux »  
La Nouvelle Pensée gorbatchévienne, origines et influences, hommes et réseaux, 1956-1992  
« *See Brighter our Beaming Future* »  
*Gorbachev's New Thinking, Origins and Influences, Men and Networks, 1956-1992*

p. 159

**VINCENT LANIOL**

- Entrer en paix ?  
Dynamiques internationales et phase préparatoire de la Conférence de la Paix : opinions, images de l'ennemi et dissensions interalliées, 4 octobre 1918 -18 janvier 1919  
*Peace Entering? International Dynamics and Preparatory Phase of the Peace Conference: Opinions, Enemy's Images and Inter-Allied Dissentions, 4<sup>th</sup> October, 1918-18<sup>th</sup> January, 1919*

p. 171



## **VIE DES CENTRES**

Toutes les informations concernant les centres sont disponibles sur le site <http://ipr.univ-paris1.fr>

Centre de recherches d'histoire nord-américaine  
Directrice : Annick FOUCRIER

Centre de recherches d'histoire de l'Amérique latine et du monde ibérique  
Directrice : Annick LEMPÉRIÈRE

Centre de recherches sur l'histoire de l'Europe centrale contemporaine  
Directeur : Antoine MARÈS

Centre de recherches sur l'histoire des Slaves  
Directrice : Marie-Pierre REY

Centre d'histoire de l'Asie contemporaine  
Directeur : Pierre SINGARAVELOU

Centre d'histoire des relations internationales contemporaines  
Directrice : Laurence BADEL

Guerre, politique et sociétés  
Directrice : Alya AGLAN



# L'histoire comme kaléidoscope

Éditorial

## Meilleurs mémoires

**PIERRE SINGARAVELOU**

Professeur Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne

Institut Pierre Renouvin – SIRICE UMR 8138

---

**Mots-clés :** Histoire – Sociétés plurielles – Dynamiques migratoires - Mondialisation culturelle - Nationalité.

### ***History as a Kaleidoscope Editorial***

**Keywords:** *History – Plural Societies – Migration dynamics – Cultural Globalization – Nationality.*

Le *Bulletin*, qui rassemble chaque année des extraits des meilleurs mémoires de Master 2, offre encore une fois un précieux kaléidoscope des travaux menés par les jeunes chercheurs de l'Institut Pierre Renouvin : on y croise pêle-mêle la culture littéraire nationale-socialiste dans les années 1930, l'histoire de la langue chinoise à Paris en 1867, l'immigration yougoslave en France dans la seconde moitié des années 1980, la guerre civile libanaise (1975-1990), les Français au Japon dans les années 1860, le Conseil de coopération du Golfe (1979-1981), les violences de guerre en Bosnie-Herzégovine (1992-1995), les administrateurs français à Madagascar pendant la décolonisation, les tribus amérindiennes dans l'œuvre picturale de George Catlin (années 1830), les mobilités étudiantes en Indochine sous la III<sup>e</sup> République, le projet d'intégration régionale centre-européenne dans l'entre-deux-guerres, et les représentations des émeutes de South Central à Los Angeles en 1992.

Quel point commun existe-t-il entre ces différentes études ? Apparemment aucun. Du début du XIX<sup>e</sup> siècle à l'aube du XXI<sup>e</sup> siècle, nous

voyageons d'un continent l'autre, en parcourant des terrains d'études dispersés aux quatre coins de la planète, et en empruntant des approches tantôt monographiques, tantôt historiographiques. La sociologie historique côtoie l'histoire des représentations, l'anthropologie ou l'histoire diplomatique.

Toutefois, cet inventaire à la Prévert révèle des lignes de force qui signent la singularité de la démarche historiographique collective des membres de l'Institut Pierre Renouvin : les recherches sur les sociétés plurielles, les guerres, les processus d'internationalisation, et la mondialisation culturelle figurent parmi ses principaux axes.

Ainsi ces contributions portent une attention commune aux sociétés plurielles en Amérique, en Asie et en Europe où coexistent populations autochtones et groupes ethniques de diverses origines. Ces sociétés procèdent de dynamiques migratoires très diverses, qui font l'objet d'un contrôle international et d'un traitement politique national différencié, en fonction non seulement de la nationalité des migrants (Yougoslave), mais également de leur appartenance ethnique (Croates, Serbes), de leur secteur d'activité (confection, etc.), et de leur statut (migrants économiques ou politiques) (Marion Roudy). Les interactions sociales au sein de ces sociétés complexes peuvent être saisies à travers l'étude des productions artistiques (la peinture comme le hip hop), précieuses ressources pour rendre compte de la situation de groupes invisibilisés ou stéréotypés par les archives d'État. L'étude de l'œuvre du peintre George Catlin, qui a visité dans les années 1830 48 tribus et réalisé plus de 500 toiles, pose la question de la place des Amérindiens dans la construction nationale des États-Unis à travers l'invention d'une tradition folklorique (Mathilde Bouveret). Ces sociétés plurielles favorisent de nouvelles formes de cultures urbaines (« culture du ghetto ») qui peuvent mettre en scène les tensions communautaires à l'image des émeutes de South Central qui ont opposé, en 1992, population afro-américaine pauvre, immigrants latino-américains sans papiers et commerçants coréens (Valentine Garnier).



Ces confrontations inter-ethniques prennent exceptionnellement la forme de violences paroxystiques que l'on peut appréhender à travers une approche sociologique : le chercheur peut alors, dans le cas de la guerre en Bosnie-Herzégovine entre 1992 et 1995, démontrer à travers l'étude des dossiers de 95 accusés qu'il n'existe pas de profil type expliquant le passage à l'acte criminel (Alexis Landreau). Ces formes particulières de guerre civile s'inscrivent souvent dans des logiques internationales qui nécessitent un changement d'échelle d'analyse : le Liban (1975-1990) a ainsi été le théâtre d'un jeu d'influences et d'interventions croisées d'Israël et de la Syrie alliée aux Palestiniens (Marwa El Boujemi). L'histoire de la guerre se prolonge en temps de paix notamment au travers des œuvres littéraires. Ainsi en Allemagne, la Grande Guerre suscite la construction d'une mémoire possédant sa logique propre comme en témoignent les romans de guerre nationalistes recommandés par les Nazis dans les années 1930 (Sylvain Delpout).

Plusieurs contributions envisagent des formes de coopération internationale, économique et diplomatique. Cette historiographie peut être renouvelée par l'histoire de périodes négligées et de projets oubliés : Léon Roches promeut une action ambitieuse de la France au Japon au milieu des années 1860 (Jean Charton) tandis qu'Elemér Hantos imagine dans l'entre-deux-guerres un plan d'intégration économique régionale des pays d'Europe centrale (Gabriel Godeffroy). L'historien peut décentrer son regard en se focalisant sur les organisations régionales non occidentales comme le Conseil de coopération du Golfe, fondé en 1981, pour assurer la sécurité ainsi que la stabilité politique et économique des pétromonarchies sunnites (Olivier Martz). Il peut examiner la période de la décolonisation comme un moment de transition entre la domination coloniale et l'instauration d'une relation bilatérale (Ivan Rakotovo). Enfin il est possible d'analyser le processus collectif de définition d'une politique étrangère. Ainsi Mikhaïl Gorbatchev s'est non seulement inspiré de l'intelligentsia internationale du parti communiste mais également des cadres de l'Armée

et des Premiers secrétaires du Comité central pour élaborer son projet de Nouvelle Pensée (Sophie Momzikoff).

Enfin, cette dernière livraison du *Bulletin* offre de nouvelles perspectives sur un phénomène transnational méconnu : la mondialisation culturelle au cours du long XIX<sup>e</sup> siècle jusqu'aux années 1930. Au-delà de l'histoire de la sinologie en Europe, il convient d'étudier les circulations de la langue chinoise, sous toutes ses formes (langue écrite, parlée, dialectes, etc.) à Paris et son appropriation par des groupes sociaux et professionnels très divers (Clément Fabre). Parallèlement, en Asie, de nouveaux lieux d'interactions culturelles et scientifiques, à l'instar de l'Université indochinoise fondée à Hanoi, constituent à la fois un instrument de la domination coloniale française et un outil d'émancipation pour une partie des élites vietnamiennes (Sara Legrandjacques).

Ce foisonnement réjouissant ne propose ni une synthèse ni une simple juxtaposition d'objets. Comme dans un tube de miroirs réfléchissants, ces différents articles peuvent se combiner et s'éclairer mutuellement. Ce faisant, le *Bulletin de l'Institut Pierre Renouvin* favorise les croisements et comparaisons entre ces fragments d'histoire, resitués dans un contexte régional et global.

# L'indianité dans l'œuvre de George Catlin

MATHILDE BOUVERET

---

## Résumé

George Catlin est un artiste peintre américain. Dans les années 1830, il prend la décision d'aller peindre les populations amérindiennes sur leurs lieux de vie afin de sauvegarder une trace de leurs cultures. Cet article présente les résultats de l'analyse des tableaux de George Catlin. Cette analyse est axée sur la façon dont sont représentées et mises en scènes les tribus amérindiennes dans les toiles et lors des expositions, et sur l'*indianité* ainsi transmise par l'artiste à ses contemporains.

**Mots-clés** : Indianité – Amérindiens – Peinture – George Catlin – Européanisation.

## Abstract

### *Indianness in George Catlin's work*

*George Catlin is an American painter. In the 1830's, he decided to portray the American Indian tribes in their lands. His announced ambition was to safeguard their culture. The object of this article is to present the way George Catlin represented the populations he had lived with during his travels, and to look into the indianness created by the painter, through his paintings, but also through the organization of his exhibitions.*

**Keywords:** *Indianness – Native Americans – Paintings – George Catlin – Europeanization.*

George Catlin naît en Pennsylvanie en 1796 au sein d'une famille aisée<sup>1</sup>. Dès son plus jeune âge, il se montre intéressé par l'art, mais son père le pousse à embrasser une carrière d'avocat. En 1821, le jeune Catlin vend

---

<sup>1</sup> Le présent article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, « L'Indian Gallery de George Catlin (1796-1872) – Étude de l'indianité dans l'œuvre du peintre, 1830-1845 », sous la direction d'Annick Foucrier, soutenu en 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

ses livres de droit, s'installe comme peintre à Philadelphie où il tente de se faire un nom en tant que portraitiste, mais se heurte à une vive concurrence. Bien vite, il annonce vouloir entreprendre un autre projet, plus ambitieux : celui de se faire l'historien des Indiens en réalisant des toiles montrant leurs cultures<sup>2</sup>. Dans son livre *Life Among the Indians*<sup>3</sup>, il explique que sa fascination pour les Indiens remonte à son enfance, mais que c'est une délégation d'Indiens de passage à Philadelphie qui le convainc d'en faire le sujet de ses tableaux<sup>4</sup>. George Catlin n'est pas le premier peintre à représenter les populations amérindiennes ; néanmoins, il se distingue de ses collègues en se déplaçant directement au cœur des territoires indiens, afin de saisir au mieux les détails de la vie indienne.

Entre 1830 et 1836, George Catlin réalise ainsi cinq voyages dans l'Ouest des actuels États-Unis. Depuis Saint-Louis, qui constitue son point de départ, il remonte les rivières Mississippi et Missouri et s'arrête chez les tribus vivant à proximité de ces cours d'eau. Ces voyages sont de véritables expéditions : Catlin part plusieurs mois et s'appuie sur ses connaissances, notamment William Clark qui l'accompagne en 1830 (William Clark a entrepris un voyage dans le Grand Ouest avec Meriwether Lewis en 1804-1806), et le réseau de forts militaires qui constituent des étapes au sein des territoires indiens. Durant ces six années, il visite 48 tribus indiennes, et peint plus de 500 toiles représentant ces populations. À son retour dans l'Est, il organise des expositions afin de montrer aux

---

<sup>2</sup> George Catlin, *Letters and Notes on the Manners, Customs and Conditions of the North American Indians, Written during Eight Years' Travel (1832-1839) Amongst the Wildest Tribes of Indians in North America*, New York, Dover Publication, vol. 1, 1973, p. 2 : « [...] nothing short of the loss of my life, shall prevent me from visiting their country, and of becoming their historian », [rien de moins que la perte de ma vie ne m'empêchera de parcourir leur pays et de me faire leur historien]. Traduction de Danièle et Pierre Bondil in George Catlin, *Les Indiens d'Amérique du Nord*, Paris, Albin Michel, coll. Terre Indienne, 1992, p. 28].

<sup>3</sup> George Catlin, *Life Among the Indians*, Londres, Gall & Inglis, s.d.

<sup>4</sup> George Catlin, *Letters and Notes ...*, *op. cit.*, vol. 1, p. 2.

populations euro-américaines ce qu'il appelle son *Indian Gallery*, c'est-à-dire ses œuvres et les objets indiens récupérés lors de ses différents voyages.

Le projet de George Catlin intervient dans un contexte spécifique de l'histoire des États-Unis. Dans les années 1830, les hommes politiques et intellectuels sont en effet persuadés de la disparition imminente des populations amérindiennes. Ils considèrent que les Amérindiens ne partagent pas la même chronologie que les Euro-Américains, mais vivent à une période antérieure, à la préhistoire. Les États-Unis sont ainsi conçus comme un lieu où se juxtaposent ces deux chronologies et comme un cadre d'observation privilégié pour étudier et comprendre le passé<sup>5</sup>. George Catlin, comme ses contemporains, pense que la population amérindienne va disparaître, du fait des guerres, des maladies (une épidémie de variole a réduit à une centaine de membres la tribu mandan en 1837) ou des ravages de l'alcool, et que leurs cultures vont être progressivement modifiées par les contacts avec la civilisation occidentale. L'objectif du peintre est d'immortaliser les individus et leurs cultures à travers ses tableaux afin que les générations futures puissent avoir un aperçu de cet univers.

Une des questions sur lesquelles se sont penchés les historiens concerne la démarche philanthropique de l'artiste : Brian Dippie<sup>6</sup> ou John Hausdoerffer<sup>7</sup> insistent sur le caractère opportuniste du projet de Catlin et sa volonté de se démarquer dans la peinture. Ils présentent le récit de

---

<sup>5</sup> Sur cette question, voir Steven Conn, *History's Shadow: Native Americans and Historical Consciousness in the Nineteenth Century*, Chicago, University of Chicago Press, 2004.

<sup>6</sup> Sur la question indienne, voir notamment Brian Dippie, *The Vanishing American: White Attitudes and U.S. Indian Policy*, Lawrence, University Press of Kansas, 1983. Sur George Catlin, voir Brian Dippie, *Catlin and his Contemporaries: The Politics of Patronage*, Lincoln, University of Nebraska Press, 1990.

<sup>7</sup> John Hausdoerffer, *Catlin's Lament: Indians, Manifest Destiny, and the Ethics of Nature*, Lawrence, University Press of Kansas, 2009.

l'artiste à propos de sa fascination ancienne pour les Indiens davantage comme un prétexte que comme une réelle motivation. Quoi qu'il en soit, la démarche de George Catlin met en évidence les problématiques liées à la préservation et à la représentation de ces populations : en se déplaçant pour les peindre, il sanctuarise les coutumes, les territoires, les populations et transforme par-là même une réalité en un objet historique. La démarche de Catlin illustre la prise de conscience euro-américaine de la singularité des peuples amérindiens, et de leur lien particulier à leur lieu de vie.

Notre étude permet de faire la synthèse entre les différents travaux historiographiques menés sur George Catlin. Elle met en regard les productions artistiques du peintre et les réflexions sur le contexte dans lequel le projet est entrepris, afin d'interroger l'*indianité* transmise par l'artiste à travers ses toiles. Elle repose notamment sur les récits de voyage de George Catlin, publiés en 1841, sa correspondance<sup>8</sup> et près de 400 de ses toiles.

### La notion d'*indianité* et son étude

Au XIX<sup>e</sup> siècle, la notion d'indianité apparaît comme un concept exogène aux populations amérindiennes : ce sont les personnes d'origine européenne qui sont alors les plus à même de définir et désigner cette indianité, qualifiant ainsi ce qui est alors considéré comme étant radicalement différent des mœurs européennes. Peu à peu, l'indianité est revendiquée par les populations indiennes elles-mêmes (le concept est employé aussi bien par les populations d'Inde, d'Amérique du Sud et d'Amérique du Nord), afin de correspondre à l'image exotique attendue d'elles<sup>9</sup>, ou est invoquée pour se démarquer des Blancs et réclamer des

---

<sup>8</sup> Marjorie Catlin Roehm, *The Letters of George Catlin and his family. A Chronicle of the American West*, Berkeley, University of California Press, 1966.

<sup>9</sup> Jean-Pierre Lavaud, Françoise Lestage, « Les redéfinitions de l'indianité : historique, réseaux, discours, effets pervers », *Esprit*, n°1, 2006, p. 42-64.

droits spécifiques, précisément en lien avec cette identité particulière<sup>10</sup>. Il y a donc un glissement et une multiplication de l'emploi de la notion.

Le terme indianité est ici employé pour désigner tout ce qui se rapporte à la culture amérindienne et participe à montrer comme « indien » un individu, une habitation ou une pratique sociale ou culturelle. L'indianité peut se manifester de différentes manières : la présence de tipis, de tomahawks<sup>11</sup>, la présentation de scènes de chasse sur une toile ou la mise en scène de la danse du soleil lors d'une exposition sont autant de témoignages de l'indianité, en relation avec l'identité indienne élaborée par l'homme blanc au cours du XIX<sup>e</sup> siècle.

L'étude de l'indianité dans l'œuvre de George Catlin est fondée sur les résultats tirés d'une base de données, élaborée à partir de 391 tableaux de l'artiste, soit deux tiers de l'ensemble de l'*Indian Gallery*. Ces tableaux sont ceux répertoriés sur le site internet du *Smithsonian American Art*<sup>12</sup> et exposés à Washington. Cet outil de travail permet de tirer des conclusions d'après des données chiffrées, objectives, et de croiser les informations de manière fiable. Les critères retenus pour cette base de données sont précisément en lien avec les représentations des Indiens par les Occidentaux (présence de tipi, de bison, scène de chasse, de danse...).

---

<sup>10</sup> Voir en particulier les articles de Marie-Pierre Bousque, « Visions croisées : les Amérindiens du Québec entre le Musée de la Civilisation et les musées autochtones », *Ethnologie française*, tome 26, 1996, p. 520-539, de Kristy A. Holmes, « Imagining and Visualizing "Indianness" in Trudeauvian Canada: Joyce Wieland's "The Far Shore and True Patriot Love" », *Canadian Art Review*, vol. 35, 2010, p. 47-64, et de Christian Gros, « Identités indiennes, identités nouvelles : quelques réflexions à partir du cas colombien », *Caravelle*, n°63, 1994, p. 129-159.

<sup>11</sup> Les tomahawks sont des haches de guerres.

<sup>12</sup> <http://americanart.si.edu/collections/search/artwork/results/index.cfm?rows=10&=george+catlin&page=1&start=0&x=-433&y=-400&fq=-date:%221790s%22&fq=-date:%221820s%22&fq=-date:%221870s%22&fq=date:%221830s%22> [consulté le 27.01.2016].

## L'indianité transmise par Catlin

L'indianité transmise par George Catlin dans ses tableaux est globalement fidèle à la réalité qu'il rencontre. Les travaux des ethnologues et anthropologues le confirment<sup>13</sup>, de même que l'utilisation fréquente de ses toiles pour illustrer les encyclopédies ou les articles portant sur le monde amérindien. Mais cette indianité est également multiple et varie selon le type de tableaux de l'artiste.

### *Les portraits*

Les portraits insistent sur la grandeur de l'individu, sa prestance, sa fierté. Ils renvoient une image positive des Indiens, mis en valeur par le pinceau de George Catlin. Les 244 portraits du corpus soulignent différents aspects de l'indianité. D'une part, les portraits d'hommes (soit près de 85% des portraits) permettent de mettre en évidence le rôle prépondérant des chefs et des guerriers au sein des tribus, et leur statut honorifique. Ces hommes sont souvent peints par Catlin avec leurs armes (tomahawk, lance), et parés de leurs plus beaux vêtements. L'artiste prend soin de présenter avantageusement ces hommes, comme il l'explique à propos du chef mandan Mäh-to-tóh-pa, dont il a voulu transmettre la « grâce et la simplicité<sup>14</sup> » de la silhouette.

Les portraits de Catlin révèlent également l'adaptation des cultures indiennes aux cultures occidentales : près de 18% des individus immortalisés par les portraits de Catlin présentent des signes d'eupéanisation, c'est-à-dire des objets ou des attitudes témoignant de l'influence de la civilisation occidentale sur les populations indiennes. Cela se traduit par la présence de fusils ou de pistolets à la place des

---

<sup>13</sup> Voir notamment Sharon Malinowski, *The Gale Encyclopedia of Native American Tribes*, 4 vol., Detroit, Gale, 1998.

<sup>14</sup> George Catlin, *Letters and Notes ...*, *op. cit.*, vol. 1, p. 147 : « the grace and simplicity of the figure », URL : <http://americanart.si.edu/collections/search/artwork/?id=4064> [consulté le 31/01/2016].



traditionnels tomahawks, des chemises de coton à la place des peaux de bisons ou de croix illustrant la christianisation de ces tribus. Un portrait en particulier représente un Indien, Lay-lóo-ah-pee-ái-shee-kaw, en train de tenir un morceau de papier, signe de son adaptation à la culture euro-américaine<sup>15</sup>. On constate également que les signes de cette européanisation sont davantage présents dans les portraits concernant les tribus proches de la frontière états-unienne, comme les Cherokees, les Oneidas, les Choctaws ou les Senecas. Les portraits de Mandans, de Blackfeet, de Comanches, d'Osages ou de Crows, qui occupent des territoires plus reculés dans l'Ouest, ne présentent aucun signe d'européanisation.

George Catlin a en revanche peu effectué de portraits de femmes indiennes (seulement 15%). L'indianité peinte par Catlin est donc avant tout masculine, ce qui correspond à l'image que les Euro-Américains se font des peuples amérindiens (ce sont les hommes qui se déplacent dans les grandes villes nord-américaines, qui se battent, qui ont des rôles dirigeants dans les villages, etc., tandis que les femmes s'occupent davantage de l'intendance au sein des villages, de la gestion de la nourriture et des récoltes). Ces portraits de femmes insistent également sur la maternité : les femmes ne posent pas avec des objets honorifiques ou des armes comme les hommes, mais avec leur enfant, souvent en bas âge. Seule une femme est présentée avec un outil agricole, Chin-cha-pee, l'épouse d'un chef assiniboine<sup>16</sup>. La plupart des femmes peintes par Catlin sont liées au chef de la tribu, par des relations de sang (sa mère, sa fille) ou de mariage. Cela témoigne de la difficulté rencontrée par Catlin de représenter les femmes dans certaines tribus.

Les portraits de Catlin permettent de mettre en avant l'individu, et le respect qu'il porte aux Indiens. Les Indiens y sont représentés de façon

---

<sup>15</sup> URL : <http://americanart.si.edu/collections/search/artwork/?id=4071> [consulté le 31/01/2016].

<sup>16</sup> URL : <http://americanart.si.edu/collections/search/artwork/?id=4054> [consulté le 31/01/2016].

méliorative. En valorisant la singularité de chaque individu, en peignant les détails de leurs parures, ces tableaux apportent des informations sur les cultures amérindiennes : leurs points communs (l'utilisation du tomahawk ou des lances dans plusieurs tribus), mais également leurs différences (différences capillaires selon les groupes, influence plus ou moins forte de la culture euro-américaine selon la distance à la frontière...).

### *Les autres tableaux de Catlin*

L'indianité transmise par les autres tableaux de Catlin est plus complexe, et l'on peut distinguer deux grandes catégories de toiles. D'une part, des tableaux insistent sur les savoir-faire indiens : l'art de la chasse, la maîtrise équestre ou le travail de la peau notamment. Dans une vingtaine de toiles, George Catlin met en avant la maîtrise de ces techniques par les Amérindiens, et n'hésite pas dans ses écrits à en faire l'éloge<sup>17</sup>. Ces savoir-faire sont d'autant plus mis en avant qu'ils contrastent avec les maladresses de Catlin et de ses camarades blancs lorsqu'ils s'aventurent à chasser le bison : dans la toile *Batiste and I Running Buffalo, Mouth of the Yellowstone*, il se met en scène avec un de ses compagnons de voyages. Ce dernier est représenté en train de tomber de cheval après avoir été bousculé par un bison.

---

<sup>17</sup> George Catlin, *Letters and Notes ...*, *op. cit.*, vol. 1, p. 24 : « The mode in which these Indians kill this noble animal is spirited and thrilling in the extreme [...]. They are all (or nearly so) killed with arrows and the lance, while at full speed; and the reader may easily imagine, that these scenes afford the most spirited and picturesque views of the sporting kind that can possibly be seen. » Traduction de Danièle et Pierre Bondil: « La façon dont les Indiens tuent ce noble animal est extrêmement passionnante et fouguese [...]. Tous ou presque sont tués par la flèche ou la lance décochées par des chasseurs lancés au grand galop, et le lecteur peut facilement imaginer que ces cavalcades donnent les scènes de chasse les plus pittoresques et les plus enlevées qui se puissent rencontrer. »



George Catlin, *Batiste and I Running Buffalo, Mouth of the Yellowstone*, 1832, 61 x 74 cm, *National Museum of American Art, Smithsonian Institution, Washington*.

D'autre part, certaines toiles soulignent davantage la cohésion du groupe et les plaisirs simples des Indiens. Une vingtaine de toiles les représentent ainsi en train de pratiquer des danses rituelles. De la même façon, des tableaux sont consacrés aux jeux des Amérindiens. Ces jeux sont souvent organisés pour que les jeunes garçons s'entraînent au maniement des armes, ce qui témoigne de l'importance de la guerre au sein des populations indiennes.

À travers ces toiles, Catlin nous montre une indianité plus quotidienne, moins formelle et moins grandiose que celle transmise dans ses portraits. Néanmoins, sa démarche didactique et sa volonté d'exhaustivité permettent de révéler les conditions de vie des Indiens et d'immortaliser la diversité de leurs cultures. L'ensemble de ces tableaux est représentatif de nombreux aspects de la vie indienne et permet de prendre conscience de la réalité indienne.

### *L'indianité mise en scène lors des expositions*

Après son retour définitif de l'Ouest en 1836, Catlin expose tout d'abord ses toiles sur la côte Est des États-Unis (New York et Washington jusqu'en 1839) puis part avec son *Indian Gallery* en Europe, notamment à Londres, Paris et Bruxelles. Certains auteurs, comme Don Hill, considèrent que ces expositions constituent les premier *wild west shows*, ces spectacles itinérants organisés à la fin du XIX<sup>e</sup> siècle et mettant en scène des Indiens.

Les biographes du peintre ont mis en évidence les problèmes financiers auxquels il doit faire face (il est emprisonné pour dettes à Londres en 1852) et on constate que la façon dont est mise en scène l'indianité lors de ces expositions évolue en fonction de ses soucis pécuniaires. Ainsi, lors des premières expositions, George Catlin tient des conférences au cours desquelles il explique l'utilisation des différents objets et raconte des anecdotes à son auditoire dans le but de le sensibiliser à son message (à savoir la préservation des populations amérindiennes). Même s'il n'hésite pas à brandir un scalp lors d'un de ses discours afin de choquer son public et manifeste déjà un sens du spectacle et de la mise en scène, ces expositions lui servent avant tout de tribune pour défendre l'idée que les cultures amérindiennes sont dignes d'être préservées. Il espère avant tout inciter le gouvernement américain à prendre des mesures afin que les peuples de l'Ouest soient reconnus comme partie intégrante du territoire des États-Unis en construction. L'indianité est alors mise au service d'un message politique en faveur des Indiens.

Lorsqu'il arrive en Europe, la nécessité de rembourser les frais avancés pour l'organisation de ses expositions le pousse à insister davantage sur les aspects spectaculaires des cultures amérindiennes : il installe ainsi par exemple un tipi au milieu de la salle Valentino à Paris. Lorsque des délégations d'Indiens Ojibwas et Iowas arrivent à Londres et à Paris, il leur demande de reproduire leurs danses traditionnelles. En leur absence, il va jusqu'à se faire passer pour un Indien : c'est notamment le cas au Louvre, où il a été invité par Louis-Philippe (roi des Français de 1830 à 1848). L'indianité est alors instrumentalisée par George Catlin afin d'attirer du monde à ses expositions. La volonté de favoriser le spectacle est bien visible à travers les témoignages de ceux qui fréquentent l'exposition, comme George Sand, qui évoque l'effroi ressenti en entendant les cris de guerres des Indiens, leurs objets « effrayants », ou leur « expression farouche »<sup>18</sup>. L'écrivain a conscience des revendications de George Catlin, mais son récit montre l'importance de la mise en scène dans les expositions parisiennes, racontée par ailleurs par Catlin lui-même dans *Catlin's notes of Eight Years' Travels and residence in Europe*<sup>19</sup>.

### Une œuvre révélatrice des problématiques liées à la place des Amérindiens dans la société euro-américaine en construction

Cette étude de la vie et des œuvres de George Catlin permet également de souligner les relations existant entre les Euro-Américains et les Amérindiens dans les États-Unis du XIX<sup>e</sup> siècle. En érigeant les Indiens comme des membres à part entière de la culture et de l'histoire américaine,

---

<sup>18</sup> George Sand, « Relation d'un voyage chez les sauvages de Paris », *Le diable à Paris*, Paris, J. Hetzel, 1846, p. 186-212.

<sup>19</sup> George Catlin, *Catlin's Notes of Eight Years' Travels and residence in Europe with his North American Indian collection: with anecdotes and incidents of the travels and adventures of three different parties of American Indians whom he introduced to the courts of England, France and Belgium*, New York, Burgess, Stringer & Co., 1848.

George Catlin va à l'encontre des choix des hommes politiques qui veulent escamoter l'importance de ces cultures et leur préexistence sur le sol américain afin de construire une nation américaine blanche, d'origine européenne. En insistant sur la beauté de ces hommes et leurs interactions avec leur environnement, George Catlin interroge indirectement le recul incessant de la frontière des États-Unis vers l'ouest du continent américain et le déplacement de ces populations. Montrer les Indiens comme des hommes dignes d'une collection nationale semble alors incompatible avec leur non-intégration à la nation américaine en construction, ce qui explique les refus consécutifs du Congrès d'acheter les toiles de l'*Indian Gallery* entre 1836 et 1839. C'est finalement un riche industriel de Philadelphie, Joseph Harrison, qui achète sa collection en 1852. L'artiste meurt aux États-Unis vingt ans plus tard, après avoir effectué un périple en Amérique du Sud, où il réalise quelques toiles, sans jamais retrouver la relation privilégiée nouée avec les Indiens des Plaines.

L'indianité transmise par George Catlin est multiple. S'il rend avec justesse la réalité indienne, il la met également en scène de façon spectaculaire pour en tirer profit. Cette indianité s'appuie sur le folklore de ces peuples et leur environnement. Le folklore est ce qui lie entre elles les toiles de Catlin, en lui permettant d'allier sa volonté de plaire à un public américain et européen averti, et sa volonté de rendre compte de la réalité indienne qu'il a rencontrée et veut défendre.

Outre ces conclusions sur l'indianité transmise à travers ses toiles, l'étude des œuvres de George Catlin ainsi que du contexte de leur réalisation permet de prendre conscience de l'importance du lien pouvant exister entre les représentations artistiques et la sphère politique, dans un État en plein débat sur la construction de sa nationalité.

# Les représentations des émeutes et leur appropriation dans la culture du ghetto aux États-Unis, 1992-2015

VALENTINE GARNIER

---

## Résumé

Les émeutes de South Central à Los Angeles sont déclenchées au printemps 1992 par l'annonce du verdict innocentant les quatre policiers accusés, vidéo à l'appui, d'avoir brutalisé un automobiliste noir, Rodney King. South Central est en 1992 un quartier précaire qui se partage entre une population afro-américaine pauvre, des migrants hispaniques souvent sans papiers, et les commerçants coréens. La situation politique, économique et sociale y est difficile et les tensions entre les différentes minorités sont telles que le quartier est une véritable poudrière. L'affaire Rodney King est l'élément déclencheur de ces émeutes sociales et multiethniques. Ces événements ont été marqués par une intense couverture médiatique qui joue un rôle important dans les représentations de ces émeutes dans l'opinion publique américaine, révélant un véritable malaise au sein de la société américaine.

**Mots-clés :** Gangsta'rap – Émeutes – États-Unis – Violence – Police.

## Abstract

### ***Portrayal of the riots and their cultural appropriation in the black ghettos in the United States, 1992-2015***

*The South Central riots in Los Angeles started in the spring of 1992 at the end of the trial involving four police officers in the beating of an African American motorist, Rodney King. The four officers were found not guilty by the jury, despite a video filmed by a witness, causing the anger of the black population in the neighborhood. In 1992, South Central was a precarious place where lived a part of the poor African American population. In the 1980's, Hispanic migrants settled there and Korean Americans owned the shops in the area. The poverty and precarity of the population and the social and political context stirred tensions between the different communities. The Rodney King case was the trigger of social and racial riots. These events have received a heavily media coverage which played a critical part in the way the public opinion viewed the riots, shedding light on a deep social unease within the American society.*

**Keywords:** *Gangsta'rap – Riots – United States – Violence – Police.*

Le 29 avril 1992, l'acquittement de Stacey Koon, Timothy Wind, Lawrence Powell et Theodore Briseno, quatre officiers de la police de Los Angeles, accusés d'usage abusif de la force face à l'automobiliste afro-américain Rodney King provoque des contestations dans tout le pays<sup>1</sup>. Des émeutes éclatent ; elles sont d'une telle violence qu'elles sont immédiatement comparées aux troubles qui ont eu lieu lors de la lutte pour les droits civiques au cours des années 1950 et 1960. Depuis 1991, l'affaire Rodney King est largement exploitée par les médias : une vidéo de son arrestation, diffusée sur les chaînes de télévision locales et nationales, montre les images difficilement soutenables d'un homme, afro-américain, à terre, sur lequel des policiers blancs semblent s'acharner à coups de pied et de matraque. La vidéo, présentée par les médias comme une énième preuve de la brutalité raciste des forces de police, renvoie la population américaine à ses heures sombres, relançant le débat sur les violences racistes. Déjà, ces images, relayées par les journaux, avaient, avant le procès fait monter la tension, notamment au sein de la communauté noire. Le jour du verdict, le nom de Rodney King se trouve définitivement associé aux troubles qui ont causé la mort de 58 personnes à Los Angeles, qui ont provoqué plus d'un milliard de dollars de dégâts et qui ont détruit le quartier de South Central<sup>2</sup>. Depuis cette affaire, d'autres émeutes ont éclaté aux États-Unis, toujours au prétexte de violences contre des Afro-Américains : à Cleveland en 2001, à Oakland, en Californie, en 2009 à Ferguson, en banlieue de Saint-Louis, Missouri, en 2014, et tout récemment, à Baltimore en mai 2015.

---

<sup>1</sup> Le présent article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Annick Foucrier, « "Rodney King Riots", les émeutes de South Central, Los Angeles, en 1992 et leurs représentations aux États-Unis », soutenu en juin 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<sup>2</sup> Warren Christopher (dir.), *Report of the Independent Commission of the Los Angeles Police Department*, Los Angeles, R. R. Donnelley Financial International Printing Services, 1991.



Dans *City of Quartz, Los Angeles, capitale du futur*, publié en 1990, Mike Davis faisait le pari risqué de prévoir des émeutes imminentes dans le quartier de South Central, et ce, en raison des lourdes difficultés économiques et sociales, des bouleversements démographiques et de fortes tensions interethniques<sup>3</sup>. Par ailleurs, le gangsta'rap dont le berceau est Los Angeles livre un autre type de représentation des émeutes tout en s'affirmant comme un genre musical revendicatif propre à une « culture du ghetto ».

C'est cet enchevêtrement local des bouleversements économiques, sociaux, démographiques et culturel que nous proposons d'analyser afin de mieux saisir la manière dont les émeutes qui ont secoué les communautés afro-américaines et plus largement les États-Unis ont été façonnées et représentées. Les quartiers de Los Angeles comme South Central sont le berceau à la fois de violentes émeutes et du gangsta'rap engagé dans les années 1990. Une vingtaine d'années plus tard, après une forme de parenthèse à la fois sur la scène médiatique et musicale sur les violences commises à l'encontre de la communauté afro-américaine, l'affaire de Ferguson marque, entre rupture et continuité, le retour d'un gangsta'rap engagé et renouvelé.

La population afro-américaine de South Central à l'aune des bouleversements démographiques, économiques et sociaux

Les recensements effectués par le gouvernement américain d'une part, leur analyse par des historiens et des géographes d'autre part, nous ont été très utiles pour interroger, à partir des transformations démographiques

---

<sup>3</sup> Mike Davis, *City of Quartz, Los Angeles, capitale du futur*, Paris, Éditions La Découverte, 2006 (1<sup>re</sup> éd. 1990).

à Los Angeles, les représentations de South Central comme quartier « historiquement noir ». À partir des travaux de Philip Ethington et Cynthia Ghorra-Gobin<sup>4</sup>, nous avons pu souligner que la population afro-américaine ne s'installe à South Central qu'à partir des années 1940, dans des rues jusqu'alors habitées par des populations juives et italiennes. Peu nombreuse au départ, la population afro-américaine s'étend les décennies suivantes, jusqu'aux émeutes de Watts en 1965. La fin des années 1960 voit l'interdiction de la ségrégation raciale, certains des habitants du quartier qui en ont les moyens quittent alors cette partie de la ville, illustrant le phénomène de *Black Flight*<sup>5</sup>. En revanche, la population afro-américaine la plus pauvre se trouve localement davantage marginalisée. Les statistiques montrent une accentuation de la précarité dans le quartier tandis que les liens qui structuraient cette communauté afro-américaine s'amenuisent en raison de l'éloignement géographique.

Dès le début des années 1970, la population afro-américaine de South Central souffre particulièrement de la désindustrialisation de Los Angeles. Sans accès aux études supérieures, cette population doit se contenter d'emplois peu qualifiés, difficilement compatibles avec le secteur des hautes technologies en plein développement dans les années 1980. Le quartier qui compte 750 000 habitants perd 70 000 emplois entre 1980 et 1990. 13,7 % des habitants de South Central sont au chômage et 31 %

---

<sup>4</sup> Voir les travaux de Philip J. Ethington, notamment ses cartes montrant l'évolution de la démographie de la population noire à partir des recensements, « Animated demography: Percent African American 1940-1990 », en ligne <http://www.usc.edu/dept/LAS/history/historylab/LAPUHK/index.html> [consulté le 12 octobre 2015]. Cynthia Ghorra-Gobin, « Los Angeles 1992. La première émeute multi-ethnique aux États-Unis », *Hérodote*, juin 1992, p. 326-337 ; Cynthia Ghorra-Gobin, *Los Angeles, Le Mythe Américain Inachevé*, Paris, CNRS Éditions, 1997 ; Cynthia Ghorra-Gobin, « Multiculturalisme et marginalisation à Los Angeles. De Watts (1965) à South Central (1992) », *Vingtième Siècle*, n° 40, octobre-décembre 1993.

<sup>5</sup> Grâce à l'invalidation de la Proposition 14 en 1966 et le *Fair Housing Act* en 1968.

vivent sous le seuil de pauvreté<sup>6</sup>. Le quartier doit aussi faire face à la diminution générale des aides sociales mises en place sous les administrations républicaines de Ronald Reagan et George Bush<sup>7</sup>.

En outre, South Central connaît une transformation de son paysage démographique due principalement à deux phénomènes migratoires. D'une part, le quartier voit l'installation de nouveaux immigrants latino-américains – traditionnellement accueillis à East Los Angeles –, très majoritairement sans papiers et venus d'Amérique centrale. Cette population, qui représente une main d'œuvre très bon marché, illégale et peu qualifiée, est très vite perçue comme une menace par la population afro-américaine de South Central. Cela ajoute à un sentiment de marginalisation et d'exclusion. D'autre part, les migrants coréens tiennent désormais les épiceries et les petits commerces locaux. Exprimant une vive méfiance vis-à-vis des Afro-Américains, les Coréens, n'emploient que les membres de leur communauté, privant encore les habitants d'une source d'emploi. Les trois communautés cohabitent difficilement dans South Central, les tensions sont nombreuses. Entre les Afro-Américains et les hispaniques, elles se traduisent souvent par la guerre entre les gangs, en compétition pour le commerce de la drogue. Avec les Coréens, les conflits tournent autour des commerces. Rodney King lui-même est en probation au moment de son arrestation en 1991 pour avoir braqué un de ces commerces et violemment battu le gérant<sup>8</sup>. Les incidents se multiplient au

---

<sup>6</sup> « Statistical Appendix », *An Atlas of South Central Los Angeles*, Los Angeles, The Rose Institute of State and Local Government, 1992.

<sup>7</sup> Kevin Philips, *The Politics of Rich and Poor: Wealth and the American Electorate in the Reagan Aftermath*, New York, Random House, 1990.

<sup>8</sup> Phil Reeves, « Profile: An icone anxious and shy: Rodney King - As he awaits a new trial of the police who beat him, Rodney King has become a hero, a demon, and a gold mine », *The Independent*, Londres, 21 février 1993.

cours des années 1980 et 1990, poussant souvent les commerçants coréens à se munir d'une arme<sup>9</sup>.

### Le gangsta' rap des années 1990 : Los Angeles, violence du ghetto, violence des émeutes

Les difficultés économiques et sociales, les tensions avec la police, les guerres de gangs, tous ces thèmes font partie intégrante du gangsta' rap. Le rap est né dans les ghettos afro-américains dans les années 1970. Il est issu d'autres genres musicaux associés à la culture afro-américaine, comme le blues, le jazz, mais aussi le reggae. Son instrumentalisation découle de la musique funk, disco et Rn'b. Le gangsta'rap, assimilé à un sous-genre, est quant à lui né au début des années 1980 dans les ghettos de Los Angeles : les quartiers de Compton, Long Beach, South Central en sont le berceau. Snoop Dogg, Tupac, Ice-T, les membres du groupe Niggaz Wit Attitude (NWA) avec Dr Dre et Ice-Cube en sont des figures emblématiques. Tous ces artistes afro-américains, nés dans ces quartiers, revendiquent leur appartenance au ghetto :

Clip in the strap, dippin' through hoods (what hoods ?)  
Compton, Long Beach, Inglewood !  
South Central out to the Westside (wessyde)  
It's California Love, this California bud got a nigga gang of pub<sup>10</sup>.

Au cours des années 1990, le Gangsta'rap traduit la difficulté de la vie dans des quartiers comme South Central. Il fait aussi l'apologie de la violence, de la consommation de drogue, de la haine envers les autres communautés, de l'appartenance à un gang : « Straight outta Compton (...)

---

<sup>9</sup> Nancy Abelman, John Lie, *Blue Dreams, Korean Americans and the Los Angeles Riots*, Cambridge, Harvard University Press, 1995.

<sup>10</sup> « Il attache sa ceinture, entre dans les quartiers, quels quartiers ? Compton, Long Beach, Inglewood ! De South Central à Westside, C'est l'amour californien, ce gars de Californie appartient à un gang de nègres », Dr Dre, Nate Dogg, Snoop Dogg, « The Next Episode », 2001, 1999.

From the gang called “Niggaz With Attitudes” (...). Squeeze the trigger, and bodies are hauled off<sup>11</sup> ».

Afro-américain, le gangsta’rap est présenté comme une musique qui ne peut être comprise et revendiquée que dans le cadre restreint des quartiers les plus pauvres. En quelque sorte, il témoigne de la disparition des liens qui structuraient la communauté noire jusque dans les années 1970. Cela montre l’écart social, économique et géographique qui s’est creusé entre ceux qui sont restés dans ces quartiers et ceux qui en sont partis<sup>12</sup>.

En novembre 1991, le rappeur Ice-Cube sort le morceau *Black Korea* qui évoque le conflit entre les Afro-Américains et les Coréens dans ces quartiers. Les paroles sont les suivantes : « So pay respect to the black fist, or we’ll burn your store, right down to a crisp, and then we’ll see ya ! Cause you can’t turn the ghetto into Black Korea<sup>13</sup> ». La chanson est une réponse à l’affaire Latasha Harlins, une jeune afro-américaine tuée par une commerçante coréenne qui l’a prise en flagrant délit de vol d’une bouteille de jus de fruit le 16 mars 1991. Les tensions dans le quartier s’accroissent parce que non seulement la commerçante n’est condamnée qu’à une faible amende, mais aussi parce que son procès a lieu quelques jours avant celui des quatre policiers accusés d’avoir battu Rodney King<sup>14</sup>. En 1997, le rappeur Tupac fait lui aussi ouvertement référence à l’affaire Latasha Harlins dans « Hellrazor ». Ces chansons témoignent d’un racisme violent à l’égard de la communauté coréenne, ouvertement menacée. Or, au cours

---

<sup>11</sup> « Tout droit sorti de Compton (...) d’un gang appelé “les nègres qui ont la classe” (...). Je presse la gâchette et les cadavres sont trainés hors d’ici ».

<sup>12</sup> Cynthia Ghorra-Gobin, « Multiculturalisme... », *op. cit.*

<sup>13</sup> Paroles de la chanson « Blackorea » de Ice-Cube : « Alors respecte le poing noir, ou on brulera ta boutique jusqu’à ce qu’il n’en reste que de la poussière et ensuite on se reverra ! Car vous ne pouvez pas changer le ghetto en une Corée noire », Los Angeles, novembre 1991.

<sup>14</sup> « US looks into Korean Grocer’s slaying of Black », *New York Times*, 26 novembre 1992.

des émeutes, ces menaces se concrétisent : parmi les bâtiments détruits, nombreux sont les commerces coréens.

Les émeutes en elles-mêmes sont aussi immédiatement le sujet des chansons des rappers de la côte ouest. Ice-Cube y fait référence tout au long de son album *The Predator*<sup>15</sup> qui sort l'année des émeutes : il évoque la brutalité policière, la vidéo prise par George Holliday, la violence des émeutes et les difficultés de vivre à South Central. Dr Dre, dans « The Day the Niggaz Took Over », littéralement « le jour où les nègres ont pris le contrôle » réalise un morceau aux paroles extrêmement violentes. L'artiste utilise aussi des extraits de commentaires de présentateurs de talkshows, de reportages réalisés en direct pendant les émeutes, décrivant les scènes des troubles comme s'il s'agissait d'une véritable guerre civile. L'ancien membre de NWA a grandi à South Central, il y a fait une partie de sa scolarité et a fréquenté les membres des gangs locaux. Le refrain de sa chanson « I put the finger on the trigger so niggaz wonder why, 'cause livin' in the city it's do or die<sup>16</sup> » exprime la violence des émeutes mais aussi plus largement celle de la vie dans ce quartier pour la population afro-américaine.

Au cours des années 2000, le gangsta'rap abandonne ces thématiques pour aller vers des sujets moins propres à la population pauvre afro-américaine, mais toujours aussi provocateurs : l'argent, le luxe, le sexe, la drogue, l'insouciance de la jeunesse, se rapprochant notamment de chanteurs pop. Leur public s'étend mais éloigne le gangsta'rap du ghetto et de ses revendications initiales. Cet abandon des thématiques propres au ghetto s'explique tout d'abord par la volonté de ces artistes d'élargir leur public, à une période où le rap devient de plus en plus populaire dans la jeunesse américaine, peu importe sa couleur de peau. C'est aussi à ce

---

<sup>15</sup> En français « Quand vont-ils tirer ? », « J'ai peur », « Le conte de fées des gangs », « Qui a la caméra ? ».

<sup>16</sup> La traduction littérale serait « Je mets le doigt sur la gâchette et les nègres se demandent pourquoi, car vivre dans la ville [South Central, Los Angeles] c'est agis ou meurs ».

moment qu'Eminem, se revendiquant « White trash » – terme péjoratif de l'argot américain, qualifiant la population blanche pauvre délinquante – réussit sur la scène rap. C'est aussi un moment où les affaires de violences policières à l'encontre d'Afro-Américains se trouvent beaucoup moins relayées par les médias.

Toutefois, en 2009, l'affaire Oscar Grant relance le débat sur la brutalité policière envers les Afro-Américains. Au Nouvel An, dans la station du BART<sup>17</sup> Fruitvale, suite à une altercation avec d'autres individus, Oscar Grant, un jeune Afro-Américain, est arrêté, puis tué par un officier, Johannes Mehserle, qui explique au cours de son audition avoir confondu son taser avec son arme à feu. La scène filmée par de nombreux témoins est très vite diffusée par les médias et sur internet, provoquant de nombreuses réactions de la part de l'opinion publique, des manifestations à Oakland – sans pour autant prendre les mêmes proportions qu'en avril 1992 à Los Angeles<sup>18</sup>. En février 2012, c'est la mort de Trayvon Martin, un adolescent afro-américain qui fait la une des journaux. Il est tué par George Zimmerman au cours d'une surveillance de voisinage à Sumont en Floride<sup>19</sup>. Toutefois, si ces deux affaires choquent l'opinion publique américaine, si elles sont largement relayées par les activistes de la cause des Afro-Américains aux États-Unis, elles ne provoquent pas de réaction importante de la part de la communauté afro-américaine. C'est suite à l'affaire Michael Brown, à Ferguson, Missouri, en août 2014, que la communauté afro-américaine se mobilise de nouveau avec ampleur. Cette affaire relance aussi la musique afro-américaine engagée.

---

<sup>17</sup> *Bay Area Railway Transportation*.

<sup>18</sup> « Web videos of Oakland shooting fuel protests », *CNET*, 9 janvier 2009 [consulté le 12 avril 2015]: <http://www.cnet.com/news/web-videos-of-oakland-shooting-fuel-protests/>.

<sup>19</sup> « Affaire Trayvon Martin : vague d'indignation après l'acquittement de George Zimmerman », *RFI*, 15 juillet 2013.

## De South Central à Ferguson : le retour du gangsta'rap engagé dans les années 2010

Le 9 août 2014, Michael Brown est tué par un policier blanc. Un témoin assure que Michael Brown aurait alors crié au policier « Don't shoot », en se retournant, en levant les mains en l'air et en commençant à se baisser lorsque le policier a tiré. La version donnée par la police de Ferguson est très différente. D'après le chef de la police du comté de Saint-Louis, Joe Bemar, et le rapport rendu par Darren Wilson, l'officier impliqué dans l'affaire, Michael Brown aurait été blessé mortellement après avoir agressé le policier et tenté de lui dérober son arme. Cette version est confirmée par les scientifiques chargés de l'affaire qui ont trouvé l'ADN de Michael Brown dans la voiture du policier et par les rapports d'autopsie<sup>20</sup>.

Des manifestations sont organisées par la communauté afro-américaine à Ferguson en soutien à la famille de Michael Brown. Après une veillée aux chandelles organisée le dimanche 10 août 2014, des fauteurs de troubles cassent des voitures et pillent de nombreux magasins. Au cours de la nuit, 32 personnes sont arrêtées<sup>21</sup>. L'affaire présente de nombreuses similarités avec l'affaire Rodney King et l'histoire récente de cette banlieue de Saint-Louis est aussi similaire à celle de South Central. Le paysage démographique a été bouleversé au cours des années précédentes : en 1990, il y a 73,8% de Blancs non-hispaniques à Ferguson pour 25,1% d'Afro-Américains. En 2010, le rapport a complètement changé. Les Blancs ne représentent plus que 29,3% de la population alors que les Afro-Américains représentent 67,4% des habitants<sup>22</sup>. Suite cette fois-ci à un phénomène de *White Flight*, les deux communautés vivent proches l'une

---

<sup>20</sup> « Autopsy Report for Michael Brown », Office of the Medical Examiner, Saint Louis County Health, 21 octobre 2014. [consulté le 12 avril 2015] : [http://www.stltoday.com/online/pdf-autopsy-report-for-michael-brown/pdf\\_ce018d0c-5998-11e4-b700-001a4bcf6878.html](http://www.stltoday.com/online/pdf-autopsy-report-for-michael-brown/pdf_ce018d0c-5998-11e4-b700-001a4bcf6878.html).

<sup>21</sup> Frances Robles, Michael S. Schmidtaug, « Shooting Accounts Differ as Holder Schedules Visit to Ferguson », *The New York Times*, 19 août 2014.

<sup>22</sup> Census Bureau, Recensements de 1990 et 2010.



de l'autre mais dans des banlieues différentes. Au moment de l'affaire, il existe une opposition claire entre les Afro-Américains de Ferguson défendant Michael Brown en le présentant comme un jeune homme sur le point de rentrer à l'université et les populations blanches des banlieues alentours, décrivant le jeune Afro-Américain comme un voyou, et défendant avec ferveur le policier<sup>23</sup>. Cette affaire est aussi particulièrement médiatisée. Les journaux nationaux, tels que le *Time*, internet notamment à travers les réseaux sociaux, *Facebook*, *Twitter* et la télévision, sur les chaînes locales et nationales reprennent les slogans des manifestants, tels que « Don't Shoot » ou bien « Black Lives Matter<sup>24</sup> ». La chanson du rappeur Common et de John Legend, *Glory* mêle des références au mouvement des droits civiques, avec des figures comme Rosa Parks et Martin L. King et aux événements de Ferguson :

(...) Resistance is us  
That's why Rosa sat on the bus  
That's why we walk through Ferguson  
When it go down we woman and man up  
They say « Stay down » and we stand up  
Shots, we on the ground, the camera panned up King pointed to the  
mountain top and we ran up<sup>25</sup>.

C'est la sortie en mars 2015 de *To Pimp A Butterfly* du rappeur Kendrick Lamar qui sonne le retour du rap engagé. Né à Compton en 1987, il n'est pas de la même génération que les membres de NWA, mais se revendique

---

<sup>23</sup> Richard Rothstein « The Making of Ferguson, Public Policy at the roots of its troubles », Economic Policy Institute, Washington DC, octobre 2014.

<sup>24</sup> Alex Altman, « Black lives matter, A new civil right movement is turning a protest cry into a political force », *Time*, New York, avril 2015.

<sup>25</sup> Common et John Legend, « Glory », *Selma*, novembre 2014, « Nous sommes la résistance. C'est pour cette raison que Rosa s'est assise dans le bus. C'est pour cette raison que nous avons manifesté à Ferguson. Quand ça tourne mal, nous agissons en adultes, ils nous disent de rester à terre mais nous nous levons. Des coups de feu, nous sur le sol, la caméra se lève. King a montré le haut de la montagne et nous y avons couru. ».

du gangsta'rap. Le morceau *The Blacker the Berry* reprend les thèmes de la fierté d'être afro-américain, s'adressant clairement à la population blanche : « I'm African American, I'm African (...) You hate my people, your plan is to terminate my culture<sup>26</sup> ». L'artiste multiplie les références aux émeutes de Watts de 1965. Dans les trois derniers vers, Kendrick Lamar évoque l'affaire Trayvon Martin : « Why did I weep when Trayvon Martin was in the street when gang banging make me kill a nigger blacker than me ? Hypocrite<sup>27</sup> ! ». Ici le propos est assez original. S'adressant à la communauté noire des ghettos, Lamar fait de la population afro-américaine des quartiers défavorisés, de ces jeunes qui entrent dans les gangs et participent aux émeutes, non pas des victimes passives mais les acteurs de la violence. En appelant à la fierté et à l'estime de soi, le rappeur entend leur faire comprendre qu'ils sont acteurs des représentations auxquelles ils sont associées dans leur quartier, qu'ils ne peuvent accuser les Blancs de les tuer alors qu'ils s'entretuent dans les guerres de gangs. Le morceau *Alright* dans lequel Lamar reprend les thématiques du combat des Afro-Américains contre les violences policières est repris dans les manifestations et par le collectif *Black Lives Matter*<sup>28</sup>.

Ainsi, depuis 2014, le gangsta'rap se réapproprie les revendications propres au ghetto et à une certaine forme d'activisme afro-américain<sup>29</sup>. Le film NWA, *Straight Outta Compton* sorti au cours de l'été 2015 aux États-

---

<sup>26</sup> Kendrick Lamar, « The Blacker the Berry », *To Pimp a Butterfly*, mars 2015 : « Je suis Africain-Américain, je suis Africain (...) Vous me détestez n'est-ce pas ? Vous détestez mon peuple, votre plan est de détruire ma culture ».

<sup>27</sup> « Pourquoi est-ce que je pleurais quand Trayvon Martin était dans la rue quand les guerres de gangs me font tuer un nègre plus noir que moi ? Hypocrite ! ».

<sup>28</sup> Henry Dusty, « Cleveland State University conference attendees chant Kendrick Lamar's 'Alright' in a protest against the police », *Consequence of Sound*, 28 juillet 2015 ; James Hendicott, « Kendrick Lamar 'Alright' chanted at Million Man March for Racial Equality », *NME*, 11 octobre 2015.

<sup>29</sup> Greg Tate, « How #BlackLivesMatter Changed Hip-Hop and RnB in 2015 », *Rolling Stone*, 16 décembre 2015.

Unis confirme cette tendance. Le film reprend les débuts du groupe historique de Dr Dre, Ice-Cube et de ses autres membres, replongeant dans l'histoire des ghettos noirs des années 1980, avec les mêmes thématiques, comme la violence de la guerre des gangs, de la brutalité policière et la volonté de sortir du ghetto et de réussir. Le retour du rap engagé montre l'importance qu'ont prise une nouvelle fois des affaires comme celle de Michael Brown ou Freddy Gray pour l'opinion publique, affaires particulièrement exploitées par les médias.



# L'immigration yougoslave en France, 1974-1981

Cadre international, politiques d'intégration  
et politiques migratoires ambiguës

MARION ROUDY

---

## Résumé

De 1974 à 1981, la France de Valéry Giscard d'Estaing et la Yougoslavie de Tito mènent toutes deux des politiques extérieures indépendantes dans un contexte de luttes d'influence entre l'Ouest et l'Est. Depuis le XIX<sup>e</sup> siècle, des Yougoslaves immigrent en France ; les politiques migratoires mises en place dans les années 1970 freinent la politique d'accueil française et entraînent des relations complexes entre les différentes générations de migrants. Les stéréotypes produits par la société française ignorent la diversité des identités yougoslaves et participent à une stigmatisation des migrants.

**Mots-clés** : Migration yougoslave – Relations diplomatiques – France-Yougoslavie – Processus d'assimilation – Identités.

## Abstract

***Yugoslavian immigration in France (1974-1981): international framework, ambiguous migration and integration policies***

*From 1974 to 1981, Valéry Giscard d'Estaing's France and Tito's Yugoslavia both pursued independent foreign policies in the context of West and East power struggles. Since the nineteenth century, Yugoslavs have immigrated to France; migration policies implemented in the 1970s continue to hamper French policies toward migrants and produce complex relationships between the different generations of immigrants. Stereotypes produced by the French society disregard the diverse Yugoslav identities and contribute to the stigmatization of migrants.*

**Keywords:** *Yugoslavian migration – Diplomatic relations – France-Yugoslavia – Assimilation process – Identities.*

Au début des années 1970, la Yougoslavie de Tito a affirmé son indépendance à l'égard de l'Union soviétique<sup>1</sup>. Non alignée, elle mène depuis 1948 une politique originale à l'intérieur de ses frontières : socialiste et autogestionnaire. À la même époque, le président français Valéry Giscard d'Estaing affirme l'émancipation de la France au sein du camp occidental grâce à une politique culturelle et économique indépendante des États-Unis, héritée de De Gaulle. Étudier les mobilités franco-yougoslaves dans le contexte historico-économique des années 1970 permet de remettre en perspective les représentations et les binarités qui ont marqué ces années de construction d'une communauté européenne : le partage Ouest-Est, la société de départ et celle d'arrivée, l'émigration et l'ascension sociale ; autant de réflexions qui sont au cœur de l'actualité. La question migratoire récente met sur le devant de la scène internationale européenne l'espace balkanique. Les frontières dont la disparition était promue par l'idée d'une union européenne, ressurgissent de façon violente par l'édification de murs et la mise en œuvre au niveau national de politiques migratoires restrictives.

Pierre Sebilliau, ambassadeur de France en Yougoslavie de 1974 à 1976, rappelle, dans un de ses courriers, que l'émigration des Yougoslaves en France s'est faite en trois vagues<sup>2</sup>. Au XIX<sup>e</sup> siècle, les paysans et éleveurs slaves du Sud quittaient leur pays natal pour venir travailler dans les bassins miniers en France<sup>3</sup>. Cette première vague d'émigration,

---

<sup>1</sup> Cet article a été conçu à partir du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2 réalisé sous la direction d'Antoine Marès, « Les relations franco-yougoslaves sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing (1974-1981) », soutenu en 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<sup>2</sup> AMAE (Nantes), Série B, Belgrade Légation et ambassade, versement des années 1976-1981, carton 129. Courrier de Pierre Sebilliau, ambassadeur de France en Yougoslavie à Jean Sauvagnargues, ministre des Affaires étrangères, intitulé : « Le double visage de l'émigration yougoslave » datant du 14 mai 1975.

<sup>3</sup> Sanja Boskovic, « L'émigration yougoslave à Paris : entre intégration et exclusion », *Les Cahiers du MIMMOC* [en ligne], janvier 2006, p. 2.

économique, s'est achevée au tournant du siècle. Puis, une deuxième, davantage politique, a débuté dès le début du xx<sup>e</sup> siècle pour s'étendre jusqu'aux premières années de l'établissement du régime titiste. À cette époque, la France jouait « un rôle important dans la vie politique et culturelle de la Yougoslavie<sup>4</sup> », ce qui explique son attractivité notamment chez les intellectuels et artistes yougoslaves. Par exemple, Ivan Meštrović (1883-1962), sculpteur d'origine croate, a travaillé auprès de Rodin à Paris de 1907 à 1909 et a exposé dans les grands salons parisiens. Au total, 1 250 000 ressortissants yougoslaves ont quitté leur pays d'origine dans l'entre-deux-guerres pour s'installer en Europe, en Amérique ou en Océanie. À partir des années 1960, l'émigration yougoslave est à nouveau économique ; c'est la troisième vague d'émigration des Yougoslaves vers la France. Un chômage latent en Yougoslavie aurait provoqué le départ d'un million de travailleurs temporaires ou saisonniers à l'étranger dont 85 000 seraient arrivés en France<sup>5</sup>. L'analyse des archives diplomatiques et présidentielles de 1974 à 1981 relatives aux relations franco-yougoslaves démontre des disparités entre les différentes catégories d'immigrés yougoslaves installés en France. Certains bénéficieraient du statut de réfugié<sup>6</sup> (environ 15 000<sup>7</sup>) tandis que les travailleurs temporaires ou saisonniers seraient la cible des politiques migratoires restrictives françaises mises en place dès 1974. Comment la perception de l'identité yougoslave est-elle tributaire de la conjoncture économique et transparaît-elle dans le discours diplomatique des années 1970 ? Interroger la mise en

---

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 3

<sup>5</sup> *Ibid.*

<sup>6</sup> L'article 1 de la Convention de Genève relative au statut des réfugiés définit un réfugié comme une personne qui se trouve hors du pays dont elle a la nationalité ou dans lequel elle a sa résidence habituelle, et qui du fait de sa race, de sa religion, de sa nationalité, de son appartenance à un groupe social déterminé ou de ses opinions politiques craint avec raison d'être persécutée et ne peut se réclamer de la protection de ce pays ou en raison de ladite crainte ne peut y retourner.

<sup>7</sup> AMAE (Nantes), Courrier de Pierre Sebilleau..., *op. cit.*

place des politiques migratoires restrictives par la France permet de mettre en exergue leurs contradictions avec les déclarations d'intention d'ouverture des frontières au niveau européen et leur ancrage dans un modèle assimilationniste qui occulte les différentes migrations politiques et économiques des Yougoslaves.

### Lier discours politique libéral européen et applications législatives restrictives françaises

Les années 1970 en Europe sont marquées par une reconfiguration des flux migratoires. La crise économique et financière provoquée par les chocs pétroliers de 1973 et 1979 s'accompagne d'une hausse du chômage qui entraîne une migration économique des Yougoslaves vers les pays d'Europe occidentale, notamment l'Allemagne et la France. Les États d'immigration comme la France, renforcent leurs mesures protectionnistes, ce qui a pour conséquence le renvoi et le refoulement aux frontières de nombreux Yougoslaves.

Pourtant les dispositifs des Conférences sur la sécurité et la coopération en Europe (CSCE) à Helsinki en juillet 1975 et à Belgrade en octobre 1977 ont mis en place un premier cadre législatif relatif aux migrations européennes en vue de faciliter la mobilité et la circulation des hommes et surtout le respect des droits de l'homme et de la dignité humaine en Europe. Finalement, les mesures adoptées par l'Acte final ne sont jamais réellement appliquées par les pays d'immigration.

Les politiques migratoires menées par les pays d'Europe occidentale entrent en contradiction avec les dispositions prises à Helsinki et Belgrade. La France, par exemple, signataire de l'Acte final, prend dans le même temps des mesures visant à une réduction et une restriction légale de l'accueil des migrants. Un secrétariat d'État à l'immigration, confié à Paul



Dijoud<sup>8</sup>, est créé en juin 1974 avec l'objectif de maîtriser les flux migratoires. En juillet 1974, le Conseil des ministres « entérine la décision de suspendre l'immigration, et elle seule<sup>9</sup> ». De manière plus spécifique, quelques mois auparavant, le renvoi d'immigrants yougoslaves à la frontière française provoque un malaise. L'ambassadeur de France à Belgrade, Pierre Sebilleau, s'exprime aussi sur les dispositions de l'Acte final : « En effet, depuis l'été dernier, l'ambassade est saisie de nombreuses plaintes émanant de Yougoslaves refoulés à la frontière française dont la bonne foi ne peut être *a priori* suspectée<sup>10</sup> ». L'arrestation des Yougoslaves par les services de police français contrevient aux injonctions d'Helsinki.

La politique migratoire menée en France par Paul Dijoud de 1974 à 1977 poursuit deux objectifs qui mêlent l'insertion et la répression. D'une part, les immigrés résidant en France qui souhaitent repartir reçoivent une aide financière au retour. D'autre part, l'assimilation est favorisée pour ceux qui veulent rester, et paradoxalement compensée par le développement des cours de langue d'origine à l'école élémentaire et au collège<sup>11</sup> « destin[é]s à des élèves migrants<sup>12</sup> » supposés retourner dans leur pays d'origine. Dans les années 1970, ce système évolue « dans le cadre d'une politique d'inspiration européenne de développement de l'enseignement des

---

<sup>8</sup> Secrétaire d'État à l'Immigration auprès du ministre du Travail du 27 mai 1974 au 25 août 1976 au sein du gouvernement de Jacques Chirac sous la présidence de Valéry Giscard d'Estaing.

<sup>9</sup> Patrick Weil, *La France et ses étrangers. L'aventure d'une politique de l'immigration de 1938 à nos jours*, Paris, Éditions Calman-Lévy, 1991, p. 113.

<sup>10</sup> AMAE (Nantes), Série B, Belgrade Légation et ambassade, versement des années 1976-1981, carton 240. Courrier n° 005/EU de Pierre Sebilleau, ambassadeur de France en Yougoslavie à Michel Jobert, ministre des Affaires étrangères, intitulé : « La situation économique en Europe et l'émigration des travailleurs : réactions yougoslaves » datant du 17 janvier 1974.

<sup>11</sup> Patrick Weil, *La France et ses étrangers...*, *op. cit.*, p. 119.

<sup>12</sup> Marie-Madeleine Bertucci et Colette Corblin, « Présentation », *Le français aujourd'hui*, mars 2007, n°158, p. 3-6.

langues<sup>13</sup> », l'enseignement de la langue d'origine devient l'enseignement d'une langue vivante à part entière : « L'enseignement *dans* ou *de* la langue d'origine comme moyen de valoriser l'appartenance ethnique des enfants des minorités est incontestable : si on enseigne une langue, ou dans une langue, c'est qu'on lui attribue de la valeur<sup>14</sup> ». Trois circulaires sont promulguées par le ministère de l'Éducation nationale de 1977 à 1978 en faveur de l'enseignement des langues yougoslaves. La circulaire n° 76-128 du 30 mars 1976 prévoit pour les élèves qui le désirent, un enseignement de trois heures de cours par semaine en serbo-croate, slovène et macédonien. L'importance de l'enseignement de ces langues, ainsi que la valeur qui leur est accordée par les acteurs des relations culturelles franco-yougoslaves, participe à la diffusion des idées et à la connaissance de l'Autre tout en renforçant le lien entre langue et identité.

### L'émigration yougoslave et l'assimilation à la française : intégration, rejet et mise sous tutelle du pays d'accueil

Le processus d'assimilation favorisé par la France au xx<sup>e</sup> siècle correspond à une adhésion presque totale par les immigrants aux valeurs, aux normes et aux principes prônés par la société française au-delà de leurs groupes sociaux d'appartenance comme la religion, le politique, l'ethnie, la langue, etc. Il suppose l'adhésion des citoyens à un projet commun qui est défini par la communauté des citoyens elle-même représentée par la nation. Ce projet commun comprend l'identité nationale, le fait d'être français ou de se sentir français. Les relations sont complexes entre immigration et identité notamment pour la communauté yougoslave en France. L'identité yougoslave est hétérogène, à peine 2 % de la

---

<sup>13</sup> Silvia Lucchini, « L'enseignement des langues d'origine, à quelles conditions ? », *Le français aujourd'hui*, mars 2007/3 (n° 158), p. 11.

<sup>14</sup> *Ibid.*

population du pays y adhère selon les recensements<sup>15</sup>. En Yougoslavie, six peuples sont reconnus par le régime, appelés *narod* (nation) : Serbes, Croates, Slovènes, Monténégrins, Macédoniens, Musulmans (depuis 1968). Les *narodnost* (nationalités) sont considérées comme des peuples minoritaires : Hongrois, Roms, Valaques, Albanais, Kossovars, etc. L'exigence d'intégration par le modèle assimilationniste à la française bouscule les schémas d'appartenance identitaire des migrants. Tito valorise la coexistence de l'identité yougoslave et des identités nationales, au sens de *narod*, chez un même individu. En revanche, le statut d'immigré en France conduit l'individu à renoncer à ses identités d'origine au profit d'un sentiment d'appartenance à la société française. Les différents parcours migratoires de ces Yougoslaves sont facteurs de tensions dans la communauté. Gérard Noiriel considère la nation comme un espace d'« enjeux de lutte<sup>16</sup> ». Par exemple, les migrants économiques des années 1970 sont plutôt « méfiants et prudents<sup>17</sup> » vis-à-vis des émigrés politiques arrivés dans les années 1945-1950. Les uns comme les autres s'excluent. Pour les émigrés politiques notamment croates, les Serbes ont été « endoctrinés par l'idéologie officielle et envoyés contre les émigrés politiques<sup>18</sup> ». Certains s'imaginent même qu'ils ont émigré dans le but « de donner [à l'État yougoslave] des renseignements les concernant<sup>19</sup> ».

La distinction entre les différentes nationalités composant la Yougoslavie n'est pas perçue par les Français à l'époque. Pourtant leur immigration revêt des dimensions différentes suivant leur nationalité. Les immigrés économiques yougoslaves sont principalement serbes et les immigrés politiques yougoslaves sont majoritairement croates. Souvent hostiles au

---

<sup>15</sup> Muhamedin Kullashi, *Effacer l'autre. Identités culturelles et identités politiques dans les Balkans*, Paris, L'Harmattan, 2007, p. 17.

<sup>16</sup> Gérard Noiriel, *Population, immigration et identité nationale en France XIX<sup>e</sup>-XX<sup>e</sup> siècle*, Paris, Hachette, 1992, p. 36.

<sup>17</sup> Sanja Boskovic, « L'émigration yougoslave à Paris... », *op. cit.*, p. 4

<sup>18</sup> *Ibid.*

<sup>19</sup> *Ibid.*

régime titiste, les Croates installés en France sont associés aux partisans du mouvement oustacha dans l'imaginaire collectif français. Pourtant, un rapport de l'ambassade de France en Yougoslavie établi sur la base de données rassemblées par Radovan Stijacić, secrétaire fédéral de l'Intérieur yougoslave, évalue en 1970 leur nombre à « 5 000 ou 6 000 émigrés politiques réellement hostiles au régime de Tito en France<sup>20</sup> » sur un total de 15 000 émigrés politiques yougoslaves depuis 1945. Les Oustachis au pouvoir pendant la Seconde Guerre mondiale, avaient instauré un régime fasciste de 1941 à 1945. À la Libération, en 1945, une épuration massive des collaborateurs oustachis provoque l'exil de ces Croates. En effet, les Croates fascistes sont très minoritaires et se différencient clairement des nationalistes prônant l'indépendance de la Croatie. Une communauté de Croates en France organise la dissidence contre le régime titiste notamment par la diffusion de tracts politiques et lutte contre l'amalgame avec les Oustachis.

Si l'on parle volontiers en France de l'extrémisme et de l'irrédentisme des Croates, c'est parce qu'ils refusent toute oppression, toute discrimination et toute subordination idéologiques et nationales sur leur propre sol. Les Croates récusent la référence continuelle aux mouvements terroristes. L'actuelle dissidence croate est autochtone, nationale et attachée aux valeurs libérales, elle est la réponse actuelle à la dictature totalitaire et à la discrimination nationale, de générations nées sous le communisme, qui en ont mesuré la cruauté<sup>21</sup>.

Cependant, une tentative d'assassinat contre le vice-consul yougoslave, Mladen Djogović, à Lyon le 29 mars 1975, place les Oustachis et leurs actes terroristes de nouveau au cœur de l'actualité. En 1975, Radovan Stijacić évalue les actes de violences perpétrés par la communauté oustachie présente en France :

---

<sup>20</sup> AMAE (Nantes), *Courrier de Pierre Sebilleau...*, *op. cit.*

<sup>21</sup> Bibliothèque de documentation internationale contemporaine, tract croate de 1979.

Cette hostilité, surtout celle des Oustachis, s'est manifestée de façon quasi ininterrompue par des attentats à la bombe contre bureaux de voyages, consulats, missions et ambassades yougoslaves à l'étranger. Parmi les attentats les plus spectaculaires figurent l'assassinat d'un ambassadeur à Stockholm en 1971, l'explosion d'un avion de la JAT [compagnie aérienne yougoslave] et une prise d'otages à l'aéroport de Malmö en 1972, enfin le 29 mars dernier, la tentative d'assassinat à Lyon<sup>22</sup>.

Les luttes des Croates en France oscillent entre des revendications politiques violentes formulées par ceux qui se réclament des Oustachis et une forte volonté de créer une contestation politique qui soit autonome des mouvements fascistes. Ces luttes produisent une mutation de leur identité collective<sup>23</sup> prouvant que l'identité est mouvante et dynamique. Les identités croates, oustachies et yougoslaves sont différentes et contradictoires. Les discours diplomatiques occultent les nationalités minoritaires composant la Yougoslavie, elles sont amalgamées à l'identité unificatrice yougoslave.

Enfin, contrairement aux idées reçues, partir en migration n'est pas forcément synonyme d'autonomisation, de liberté et de réussite sociale et économique pour les Yougoslaves arrivés en France. Parfois, la libération de certaines contraintes comme le chômage ou la censure politique est corrélée avec de nouvelles mises sous tutelle des migrants. D'une part, le contrôle de l'État dans lequel ils se trouvent stigmatise et contraint par des lois migratoires restrictives (quotas, fermetures des frontières, etc.). Certains migrants se retrouvent dans l'irrégularité, c'est-à-dire sans papier administratif du pays d'accueil, et doivent « lutter pour avoir le droit à la

---

<sup>22</sup> AMAE (Nantes), Série B, Belgrade Légation et ambassade, versement des années 1976-1981, carton 129. Courrier de Pierre Sebilleau, *op. cit.*

<sup>23</sup> Concept développé par le sociologue et chercheur anglais Stuart Hall (1932-2014), fondateur des *British Cultural Studies* (avec Raymond Williams et Richard Hoggart).

mobilité internationale<sup>24</sup> ». D'autre part, si l'immigrant travaille, l'exploitation des employeurs s'ajoute à la crainte d'un retour forcé par les autorités. Les Yougoslaves représentent la deuxième part la plus importante des travailleurs clandestins. Ils sont, par exemple, très nombreux dans les confections parisiennes. Ainsi, lorsqu'en 1982, une vague de régularisation est entreprise par le ministère de l'Intérieur français : « Sur 1 020 régularisés 224 étaient des Yougoslaves derrière la Turquie avec 326 Turcs<sup>25</sup> ». Arrivés dans les années 1960 en France, ces Yougoslaves ont connu le « stage de clandestinité le plus long<sup>26</sup> ». Par conséquent, les migrants passent d'une domination à une autre dans le sens où ils se situent entre « restrictions légales et quête d'autonomie<sup>27</sup> ».

Les rapports et les courriers échangés entre l'administration centrale et l'ambassade de France mettent en exergue les différences entre les migrants économiques serbes et les migrants politiques croates. Afin de justifier la fermeture des frontières françaises aux Yougoslaves, l'administration française s'appuie sur cette dichotomie. Tout en affirmant qu'une immigration économique yougoslave est insoutenable face à la crise économique et financière que subit la France entre 1974 et 1981, elle régularise certains travailleurs yougoslaves (ceux des confections de Paris) et en renvoie d'autres à la frontière. De plus, les autorités yougoslaves accusent les immigrés croates présents en France de fomenter des activités terroristes et s'en servent afin d'exercer une pression sur l'administration française dans le but de juger certains immigrés politiques

---

<sup>24</sup> Nasima Moujoud, « Effets de la migration sur les femmes et sur les rapports sociaux de sexe. Au-delà des visions binaires », *Les cahiers du CEDREF*, n° 16, 2008, p. 57-79.

<sup>25</sup> Mirjana Morokvasic, « Le recours aux immigrés dans la confection à Paris : éléments de comparaison avec la ville de Berlin-Ouest », *Études réalisées pour le ministère du Travail et de la Formation professionnelle et la Mission de Liaison interministérielle pour la lutte contre les trafics de main-d'œuvre*, Paris, La Documentation française, 1986, p. 9.

<sup>26</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>27</sup> Nasima Moujoud, « Effets de la migration... », *op. cit.*, p.11.

considérés comme dangereux pour l'État yougoslave, voire de les renvoyer. Ainsi, la construction des identités au sein de la communauté yougoslave en France doit-elle prendre en compte les raisons du départ en migration, le processus d'intégration dans le pays d'accueil et les luttes sociales, politiques, administratives pour comprendre les revendications et la place des Yougoslaves en France dans les années 1970.





# Violences de guerre en Bosnie-Herzégovine

## Approche typologique des criminels

ALEXIS LANDREAU

---

### Résumé

Les violences de guerre en Bosnie-Herzégovine ont longtemps été perçues comme un retour des atrocités que connut le pays durant la Seconde Guerre mondiale ou comme un résultat du contexte de délitement de la Yougoslavie. Pourtant, une étude des profils des criminels responsables, aujourd'hui absente de l'historiographie, paraît indispensable pour comprendre pleinement ces violences.

**Mots-clés** : Bosnie-Herzégovine – Violence – Guerre – Tribunal – Criminel.

### Abstract

#### *War Crimes in Bosnia and Herzegovina*

#### *A Typological Approach on those Criminals*

*The war crimes in Bosnia and Herzegovina have been perceived as a revival of the violences that took place in the country during the Second World War or as a result of the fragmentation of Yugoslavia. However, a study of the criminal's profiles, now completely missing in the historiography, appears essential to fully understand those violences.*

**Keywords**: *Bosnia-Herzegovina – Violence – War – Court – Criminal.*

La Bosnie-Herzégovine représente un carrefour entre l'Europe, le Proche-Orient et le monde méditerranéen<sup>1</sup>. Par cette position stratégique, la région est un kaléidoscope de cultures et d'identités, où Musulmans, Serbes orthodoxes et Croates catholiques forment les peuples constitutifs

---

<sup>1</sup> Le présent article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction d'Antoine Marès, « Les sentiers de la haine : violences de guerre en Bosnie-Herzégovine, 1992-1995 », soutenu en 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

principaux selon la terminologie titiste<sup>2</sup>. La guerre, qui déchira le pays entre le 6 avril 1992 et le 14 décembre 1995, connut un vaste retentissement car elle marqua le retour d'une violence de masse en Europe. Durant ces quatre années, près de cent mille personnes périrent sur le territoire bosniaque et près de deux millions d'individus furent déplacés, soit respectivement près de 2 % et 50 % de la population de 1991<sup>3</sup>. Cette politique délibérée, faite de meurtres, de persécutions et de déplacements forcés, fut qualifiée par la communauté internationale de nettoyage ethnique. Les habitants de Bosnie-Herzégovine entretenaient pourtant, sous le régime titiste, des relations amicales, professionnelles ou politiques *via* des lieux de vie en commun, tels que les écoles, les usines ou les clubs sportifs. Le *Komšilik*, où l'ensemble des règles de bon voisinage, reliait alors ces différentes communautés. Aussi est-il difficile de concevoir un nettoyage ethnique succédant à ces pratiques sociales de mixité. Certes, un passé de conflits en Yougoslavie, l'existence de logiques communautaires en Bosnie-Herzégovine et une importante militarisation de la société ont favorisé l'apparition des violences mais si ces éléments sont caractéristiques d'un certain contexte, ils ne disent rien des hommes qui le composent ni de leurs motivations profondes.

À la manière de Christopher Browning qui s'interrogea sur la participation « d'hommes ordinaires » aux crimes du régime nazi<sup>4</sup>, ou de Christian Ingrao qui étudia les trajectoires personnelles des intellectuels qui

---

<sup>2</sup> L'appellation « Musulman » avec un M majuscule est consécutive au recensement de 1971 en Yougoslavie qui permit aux musulmans de Bosnie (m minuscule) de se déclarer comme un peuple à part entière.

<sup>3</sup> Xavier Bougarel, *Bosnie. Anatomie d'un conflit*, Paris, La Découverte, 1996, p. 140.

<sup>4</sup> Christopher Browning, *Des hommes ordinaires : le 101<sup>e</sup> bataillon de réserve de la police allemande et la Solution finale en Pologne*, Paris, Les Belles Lettres, 2002.

théorisèrent ces crimes<sup>5</sup>, il paraît pertinent de s'intéresser aux profils psychologiques des acteurs des violences en Bosnie-Herzégovine afin de comprendre les ressorts intimes de leur passage à la criminalité. « Si la guerre est licite aux yeux du droit international, elle voit cependant certains de ses actes prohibés par des Conventions »<sup>6</sup>. Aussi, le Tribunal pénal international pour l'ex-Yougoslavie (TPIY), considérant ces violences comme des crimes « mis en application par une bureaucratie et une chaîne de commandement », place-t-il *ipso facto* les responsables dans la catégorie des criminels<sup>7</sup>. De plus, dans le cadre de la désintégration yougoslave, un phénomène de « privatisation du pouvoir de coercition à travers un ensemble d'acteurs-combattants » se met en place : les belligérants sont alors tout autant des militaires en droit d'exercer une violence légitime et légale que des groupes armés, et potentiellement criminels, se proclamant nationaux mais n'ayant aucune légitimité étatique. Notre article est donc tributaire de cette dénomination<sup>8</sup>.

Pour la seule guerre en Bosnie-Herzégovine, le TPIY a mis en accusation quatre-vingt-quinze individus. Les comptes rendus d'audiences de l'institution représentent la somme vertigineuse d'un million six cent mille pages et sont donc tout à fait pertinents pour mener notre analyse. Ces hommes étaient-ils prédisposés à exercer ces violences ? Si les violences ne peuvent être uniquement expliquées par leur contexte, est-il possible d'en trouver l'origine chez leurs acteurs ? Existe-t-il un profil type qui prédisposerait au crime ou si non, quels sont les mécanismes psychologiques qui ont rendu de tels actes possibles ?

---

<sup>5</sup> Christian Ingrao, *Croire et détruire : les intellectuels dans la machine de guerre SS*, Paris, Fayard, 2010.

<sup>6</sup> Élisabeth Claverie, « Démasquer la guerre », *L'Homme*, 2012, n° 203-204, p. 38.

<sup>7</sup> Tanner Samuel, « Saisir la violence de masse : le nettoyage ethnique en Bosnie et l'apport d'une perspective locale et d'une approche de réseau », *Déviance et Société*, 2007, vol. 31, p. 251.

<sup>8</sup> *Ibid*, p. 252.

## À la recherche du dénominateur commun

Les archives du TPIY nous livrent des informations essentielles sur les accusés. La quasi-totalité d'entre eux sont des hommes. La seule femme jugée fut Biljana Plavšić, ancienne représentante des Serbes à la présidence collégiale de la Republika Srpska (République serbe). Elle fut condamnée à onze ans d'emprisonnement pour « persécutions pour des raisons politiques, raciales et religieuses »<sup>9</sup>. Les informations concernant l'âge des accusés fournissent peu d'indications : en 1992, celui-ci variait de dix-neuf à soixante-deux ans. Concernant les lieux de naissance, il est intéressant d'observer qu'une large majorité des accusés, soixante-dix-sept exactement, est originaire de Bosnie-Herzégovine : les criminels sont peu mobiles et les violences sont principalement commises à proximité de leur lieu de résidence. Par ailleurs, près de soixante-treize personnes étaient en âge d'avoir déjà effectué leur service militaire : seul le plus jeune, Esad Landžo, pouvait faire exception. Les professions des accusés nous fournissent quelques indications supplémentaires. Parmi eux, vingt-et-un sont militaires de formation et treize autres sont membres des forces de police, de la police secrète ou du renseignement. Plus d'un tiers des accusés possède donc, au-delà de la formation élémentaire du service militaire, une connaissance précise de l'usage de la force. La facilité d'accès aux armes, grâce au principe de la Défense territoriale, et la capacité de nombreux accusés à manier celles-ci ont pu sensiblement aggraver les violences.

Les informations professionnelles concernant les autres accusés sont également intéressantes dans la mesure où elles permettent d'affaiblir certains clichés. Selon Jacques Semelin<sup>10</sup>, les tueurs sont présentés à tort comme de jeunes marginaux sans emploi et sans qualification. Ce profil se retrouve chez certains criminels, tels Dražen Erdemović et Milan Lukić,

---

<sup>9</sup> Biljana Plavšić, *Fiche informative*, La Haye, 2009, p. 1.

<sup>10</sup> Jacques Semelin, *Purifier et détruire : usages politiques des massacres et génocides*, Paris, Le Seuil, 2012, p. 437.

pour qui la guerre est un moyen de subsistance *via* le recrutement dans une unité milicienne, de police ou militaire. Mais l'immense majorité exerçait des emplois divers et ordinaires. Les civils sont des ouvriers ou des employés, mais il existe aussi des chefs d'entreprise, des commerçants, des professeurs, des médecins, des ingénieurs ainsi que des membres de l'administration de l'État. Ces hommes ont tout autant participé aux violences. L'enseignant Milorad Krojelic et le médecin Blagoje Simić, par exemple, ont tous deux été condamnés pour tortures et traitements cruels sur des civils musulmans. L'éducation, la culture ou les emplois qualifiés ne constituent donc pas des remparts suffisants.

Finalement, il apparaît que les accusés sont principalement des hommes dont les caractéristiques de naissance, d'âge, ou de profession ne les distinguent en rien du reste de la population bosniaque. Il n'y a pas de profil type permettant d'expliquer le passage à l'acte criminel.

### Goran Jelisić : l'exception qui confirme la règle ?

Pour autant, le groupe des accusés n'est pas totalement homogène : il existe des exceptions au profil neutre évoqué précédemment. De ce point de vue, un criminel contraste véritablement dans cet ensemble. Goran Jelisić est un Serbe de Bosnie, né le 7 juin 1968 dans la municipalité de Bijeljina. Durant la guerre, il fut membre des forces de police serbes et commanda, au mois de mai 1992, le camp de Luka, près de Brčko. Pendant cette période, Goran Jelisić exécuta douze personnes, infligea des sévices à trois autres et commit de nombreux vols au préjudice de détenus du camp. Après son arrestation et son transfert au TPIY, au début de l'année 1998, il fut inculpé pour trente-deux chefs d'accusation : quinze pour crimes contre l'humanité, seize pour violations des lois ou coutumes de la guerre et un pour génocide. Il plaida d'abord non coupable lors de sa comparution immédiate, puis coupable de l'ensemble des chefs d'accusation à l'exception du génocide. Le 14 décembre 1999, le TPIY le

condamna à quarante années de prison, qu'il purge encore aujourd'hui en Italie. Le cas du criminel serbe est particulier puisque son dossier est accompagné d'une expertise médico-psychologique. La conclusion des deux psychiatres néerlandais, est d'ailleurs particulièrement éclairante sur la personnalité du tueur.

Le patient ne souffre d'aucune maladie mentale, mais de trouble profond de la personnalité. En effet, le patient présente une personnalité limite, et ce probablement depuis l'adolescence. Il a des tendances narcissiques et antisociales venues vraisemblablement se greffer sur un trouble du comportement préexistant<sup>11</sup>.

Il semble que sa disposition psychologique, sa personnalité « marquée à la fois par l'immatunité, la soif de remplir un "vide" et le souci de plaire à des supérieurs »<sup>12</sup> ait contribué à son passage à l'acte criminel. De plus, il est fort probable que son apparente position de supériorité et d'autorité sur les détenus, à laquelle rien ne le préparait, ait facilité l'expression de sa violence. Lors de sa comparution immédiate devant le TPIY, ses premiers mots sont les suivants : « Je m'appelle Goran Jelisić et je suis plus connu sous mon surnom Adolf »<sup>13</sup>. Ce surnom, en référence directe au dirigeant du Troisième Reich, témoigne d'une certaine proximité du Serbe, avec la politique génocidaire nazie. Cette attitude n'est ni liée aux circonstances ni destinée à l'autorité judiciaire : l'accusé aimait déjà à se faire appeler ainsi lorsqu'il était à Brčko :

En effet, l'un des témoins cite Goran Jelisić disant la chose suivante : « Hitler était le premier Adolf, je suis le second ». [...] Les témoignages montreront que, quelle que soit l'origine de ce surnom, Goran Jelisić a tiré une fierté perverse de ce nom devenu symbole de génocide<sup>14</sup>.

---

<sup>11</sup> Tribunal Pénal International pour l'ex-Yougoslavie, *Affaire n° IT-95-10-PT*, La Haye, 30 novembre 1998, p. 4-5.

<sup>12</sup> Goran Jelisić, *Jugement*, La Haye, 14 décembre 1999, p. 36-37.

<sup>13</sup> Goran Jelisić, *Affaire n° IT-95-10-PT*, La Haye, 26 janvier 1998, p. 1.

<sup>14</sup> Goran Jelisić, *Affaire n° IT-95-10-PT*, La Haye, 30 novembre 1998, p. 33.

La relation avec le génocide ne se limite pas au surnom : le Serbe accompagne celui-ci de propos qui ne laissent guère de doute sur ses pensées et son désir d'éliminer les Musulmans. La Témoin K, victime du Serbe, rapporte ses propos :

Il a dit qu'il haïssait les Musulmanes, [...] qu'il voulait les stériliser toutes, mais avant tout les femmes, de façon à empêcher leur multiplication, qu'il fallait les exterminer. Il a dit qu'il commencerait par les hommes de façon à éviter cette prolifération, pour nettoyer<sup>15</sup>.

Ces paroles furent accompagnées de multiples violences, reconnues par le criminel lui-même. Par son aspect exceptionnel, le cas du Serbe est révélateur puisque le caractère pathologique de sa personnalité a été clairement démontré et que « ces personnalités sadiques ou perverses sont une infime minorité par rapport au tout-venant des exécutants, qu'ils soient gardiens ou tueurs »<sup>16</sup>.

Les différentes personnes déferées devant le TPIY semblent donc largement s'apparenter à des hommes ordinaires. Seuls quelques individus, dont Goran Jelisić est la figure de proue, se détachent de cet ensemble car ils tirent une certaine « fierté perverse »<sup>17</sup> de leurs actes. Finalement, l'étude des différents profils des accusés ne permet pas de conclure à une quelconque prédisposition pour un passage à l'acte violent.

## Entre jeunes influençables et professionnels endoctrinés

Les archives du TPIY révèlent deux catégories d'accusés intéressantes. La première correspond à la définition de Jacques Semelin de « jeunes sinon adolescents, célibataires, et de sexe masculin »<sup>18</sup>. L'anthropologue

---

<sup>15</sup> Goran Jelisić, *Affaire n° IT-95-10-PT*, La Haye, 9 septembre 1999, p. 1104.

<sup>16</sup> Bruno Bettelheim, *Le Cœur conscient*, Paris, Éd. R. Laffont, 1972.

<sup>17</sup> Goran Jelisić, *Affaire n° IT-95-10-PT*, La Haye, 30 novembre 1998, p. 33.

<sup>18</sup> Jacques Semelin, *Purifier et détruire...*, *op. cit.*, p. 436.

croate Ivan Čolović explique notamment qu'une partie d'entre eux est recrutée parmi les hooligans des clubs de football serbes ou croates. Željko Ražnatović, dit Arkan, était le président du club des supporters de l'Étoile Rouge de Belgrade, qu'il transforma par la suite en une organisation paramilitaire dénommée *Les Tigres d'Arkan*. Il est ainsi le symbole de « la présence importante et confirmée de hooligans venant des stades [...] parmi les "héros" des guerres qui viennent de sévir sur le sol de l'ex-Yougoslavie »<sup>19</sup>.

L'accusé le plus représentatif de cette catégorie est Dražen Erdemović. Ce Croate, né le 25 novembre 1971 à Tuzla, était âgé de dix-neuf ans au début de la guerre. Le TPIY nous apprend qu'il était serrurier de formation, mais sans emploi avant la guerre. Il était également jeune marié et père de famille. Durant le conflit, il intégra un détachement de sabotage de l'Armée serbe de Bosnie qui opérait dans la région de Zvornik. En juillet 1995, il fit partie d'un peloton d'exécution responsable de la mort de centaines de civils musulmans originaires de Srebrenica. Il abattit à lui seul environ soixante-dix personnes au cours de ces exécutions. Lors de sa comparution immédiate, le procureur exprima l'idée que l'accusé avait obéi à des ordres de ses supérieurs hiérarchiques.

Il a reçu l'ordre d'accueillir des autocars remplis d'hommes musulmans qui avaient été arrêtés ou appréhendés au moment où ils fuyaient Srebrenica [...]. Les soldats ont reçu pour tâche d'exécuter sommairement les hommes amenés à bord de ces autocars. [...] Il a fait ce qu'il avait été chargé de faire et a pris part à l'exécution de ces hommes dont le nombre exact est inconnu<sup>20</sup>.

L'accusé suivit cette ligne de défense : « Monsieur le Président, j'ai été contraint d'agir de la sorte, si j'avais refusé de le faire, on m'aurait tué en

---

<sup>19</sup> Ivan Čolović, « Le football, les hooligans et la guerre », in Nebojša Popov (dir.), *Radiographie d'un nationalisme : les racines serbes du conflit yougoslave*, Paris, les Éditions de l'Atelier, Les Éditions Ouvrières, 1998, p. 180.

<sup>20</sup> Dražen Erdemović, *Affaire n° IT-96-22-PT*, La Haye, 31 mai 1996, p. 28-29.



même temps que ces hommes. Lorsque j'ai refusé de travailler, on m'a dit : "Fais attention, si tu regrettes, mets-toi avec eux et on te tuera" »<sup>21</sup>.

Chez les accusés, le principe d'obéissance passive aux ordres constitue l'argument le plus fréquemment utilisé pour expliquer leur comportement<sup>22</sup>. Le Croate ne semble donc pas correspondre à la représentation type du tueur fanatisé entretenant une relation étroite avec la violence. Finalement, le TPIY a jugé qu'il correspondait davantage à un jeune homme « malléable psychologiquement et vigoureux physiquement [...], volontiers idéaliste, à la recherche de repères que peut lui procurer une autorité qui sait le prendre en main »<sup>23</sup>. De nombreux autres accusés, tels que Predrag Banović, Radovan Stanković ou Esad Landžo se rangent dans cette catégorie.

Néanmoins, à la lecture des transcriptions des procès, il apparaît un second profil d'exécutants dont Enver Hadžihasanović et Amir Kubura sont tous deux représentatifs. Le premier est né le 7 juillet 1950 à Zvornik et le second le 4 mars 1964 à Kakanj. Les deux hommes étaient donc plus âgés que les accusés précédemment étudiés lorsque débute la guerre. Officiers supérieurs de l'Armée de Bosnie-Herzégovine, ils furent respectivement commandant et commandant adjoint du 3<sup>e</sup> Corps. Ils faisaient véritablement partie de ces hommes instruits, ayant effectué des études supérieures au sein d'académies militaires. Par-là même, ces Musulmans se distinguent des autres accusés précités par leur expérience de la guerre : elle leur est familière. Au TPIY, les deux hommes furent accusés de ne pas avoir pris les mesures nécessaires et raisonnables afin d'empêcher des violences commises par les Moudjahidines<sup>24</sup> du Corps. La

---

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 30.

<sup>22</sup> Voir Christopher Browning, *Des hommes ordinaires...*, *op. cit.*

<sup>23</sup> Jacques Semelin, *Purifier et détruire...*, *op. cit.*, p. 436.

<sup>24</sup> Ces soldats, originaires du Maghreb, du Proche et Moyen-Orient mais aussi de certains pays européens, arrivèrent en Bosnie en 1992 en tant que membres

défense des accusés consista uniquement à prétendre qu'il y avait un doute sur l'existence même de ces actes, sans pour autant nier en avoir été informés<sup>25</sup>. Le procès montra que les crimes étaient réels et que les accusés ne s'y opposèrent tout simplement pas. Durant la guerre, ces hommes ont donc toléré des actes en opposition avec le droit. Dans leur cas, l'absence de réaction n'est due ni à l'obéissance aveugle à un supérieur ni à un profil psychologique influençable. Le principe d'obéissance directe, qui pouvait être invoqué par le premier profil d'exécutants, ne peut être retenu ici. C'est davantage le principe général du respect absolu de l'autorité, profondément enraciné chez ces hommes de par leur formation, ainsi que la déférence à cette autorité, même violente, qui aboutissent à la notion de contrainte supposée. Celle-ci pouvant expliquer que des individus ignorent, sciemment ou non, le caractère illégal de certains actes. Le zèle absolu fut ici à l'origine d'un processus de socialisation et d'endoctrinement profond.

### Basculer dans la violence...

Par leur âge, leur origine, leur milieu social ou leur profession, et à de très rares exceptions près, les acteurs ne se distinguent en rien des autres Yougoslaves. L'étude de leur profil ne peut éclairer le mécanisme du basculement vers la violence extrême. Ces hommes ont été amenés à tomber dans l'illégalité et la criminalité soit à la suite d'ordres directs, soit par un mécanisme de subordination aveugle et instinctive à l'autorité. La dialectique de la socialisation et de l'endoctrinement de ces individus semble alors être la problématique centrale de cette bascule et mérite d'être affinée afin de comprendre ces phénomènes.

---

d'organisations humanitaires. Leurs activités furent tout d'abord concentrées sur l'aide humanitaire et l'éducation. En 1993, ils devinrent des combattants au sein de l'unité *El Moudjahidin*, intégrée au 3<sup>e</sup> Corps de l'ABiH.

<sup>25</sup> Enver Hadžihasanović, Amir Kubura, *Jugement*, La Haye, 15 mars 2006, p. 401.

# Entre *Mittleuropa* et *Paneuropa* : le projet d'Elemér Hantos dans l'entre-deux-guerres

GABRIEL GODEFFROY

---

## Résumé

Pendant l'entre-deux-guerres, Elemér Hantos (1880-1942) élabore un projet ambitieux d'intégration centre-européenne pour lutter contre les problèmes économiques des pays successeurs de la monarchie habsbourgeoise nouvellement créés. Hantos développe également une approche régionaliste de l'intégration européenne. Les pays partageant des intérêts culturels et économiques communs devraient intégrer leurs économies nationales pour devenir des groupes régionaux, avant de fusionner en une communauté économique, puis politique, couvrant l'Europe tout entière.

**Mots-clés** : Elemér Hantos – *Mittleuropa* – *Mittleuropäische Wirtschaftstagung* – *Paneuropa* – Union paneuropéenne

## Abstract

### ***Between Mittleuropa and Paneuropa: Elemér Hantos' Project in the Interwar Period***

*During the interwar period, Elemér Hantos (1880-1942) elaborated an ambitious Central European integration project to tackle the economic problems of the newly created successor states of the Habsburg monarchy. Hantos also developed a regionalist approach to European integration. Countries sharing common cultural and economic interests should amalgamate their national economies to become regional groups, before merging into an economic and later political community covering the whole of Europe.*

**Keywords:** *Elemér Hantos* – *Mittleuropa* – *Mittleuropäische Wirtschaftstagung* – *Paneuropa* – *Pan-European Union*.

Penseur hongrois aujourd'hui méconnu<sup>1</sup>, né sous le nom d'Elemér Hecht le 12 novembre 1880 à Budapest, d'une famille de la bourgeoisie juive magyarisée, Elemér Hantos (1880-1942) fait des études de droit à l'Université de Budapest et obtient son doctorat en 1903. Après ses études, il se fait un nom en tant qu'expert en finances à Budapest, en participant à l'organisation des institutions financières hongroises<sup>2</sup>. En 1910, Hantos entame une carrière politique et devient membre du Parlement hongrois pour le parti centriste *Nemzeti Munkapárt* (le Parti national du travail). Au sein du Parlement hongrois, il joue un rôle prédominant dans toutes les questions économiques et financières.

La fin du libre-échange avec le déclenchement de la Première Guerre mondiale et la situation économique pendant l'entre-deux-guerres stimulent le développement de projets d'intégration régionale, notamment en Europe centrale. Ces projets centre-européens ont pour objectif de créer *Mitteleuropa*, un espace économique unifié et libéral en Europe centrale, dont il existe différentes conceptions idéologiques ainsi que plusieurs définitions géographiques. Par ailleurs, de nombreux mouvements européistes sont créés au lendemain de la Première Guerre mondiale : l'unification de l'Europe devait permettre d'éviter une nouvelle guerre et de rivaliser, économiquement et politiquement, avec les autres puissances mondiales émergentes. Le plus connu est le mouvement paneuropéen du comte Richard Coudenhove-Kalergi qui vise à l'unification politique de l'Europe (en excluant la Grande-Bretagne, de la Russie et de la Turquie), afin de créer *Panuropa*. Membre actif du mouvement paneuropéen, ainsi que chef de file de l'unification économique des pays successeurs de la

---

<sup>1</sup> Le présent article est le compte-rendu du mémoire de Master 2 « Le projet d'intégration centre-européenne et européenne d'Elemér Hantos », réalisé sous la direction du professeur Éric Bussière (Université Paris-Sorbonne) et de Catherine Horel, directrice de recherche au CNRS (Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne), soutenu en septembre 2015 à l'Université Paris-Sorbonne.

<sup>2</sup> « Staatssekretär a.D. Dr. Elemér Hantos gestorben », *Pester Lloyd*, Budapest, 30 juillet 1942.

monarchie austro-hongroise, partisan de *Mitteleuropa* sans l'Allemagne, Elemér Hantos influence les débats idéologiques dans l'entre-deux-guerres. Comment a-t-il su combiner ses engagements au sein de deux mouvements poursuivant des objectifs différents, en l'occurrence l'unification politique de l'Europe et l'unification économique de l'Europe centrale, et faire le lien entre *Mitteleuropa* et *Paneuropa* ?

Les objectifs de ce mémoire de Master 2 étaient, d'une part, de mettre en avant un personnage historique oublié auquel peu d'historiens se sont intéressés jusqu'à présent et, d'autre part, de rappeler la place de l'Europe centrale dans le débat européen de l'entre-deux-guerres. La littérature secondaire sur les mouvements européistes et les projets d'intégration centre-européenne après 1918 ont permis de situer Elemér Hantos dans son époque. Les ouvrages d'Elemér Hantos en langue allemande ainsi que d'autres sources primaires consultées dans les Bibliothèques et Archives nationales à Vienne, Budapest et Leipzig ont formé l'essentiel des sources de ce mémoire.

Nous étudierons tout d'abord la genèse du projet d'intégration centre-européenne d'Elemér Hantos, avant d'analyser les deux visions concurrentielles de *Mitteleuropa*, pour finalement voir comment son approche régionaliste de l'intégration européenne s'intègre dans le projet paneuropéen.

## La genèse d'un projet

Pendant la Première Guerre mondiale, Elemér Hantos publie plusieurs ouvrages sur les finances publiques austro-hongroises en temps de guerre. Pour Hantos, les pays liés par la guerre ont vocation à se rapprocher par le biais de contrats commerciaux, afin de faciliter leurs échanges économiques. Tandis qu'une union douanière entre les trois empires

semble impossible à réaliser, l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne devraient malgré tout former une alliance commerciale<sup>3</sup>.

L'idée d'un rapprochement économique des pays d'Europe centrale n'est pas nouvelle mais elle connaît un renouveau pendant la Première Guerre mondiale, comme en témoigne le succès de l'œuvre programmatique de l'homme politique allemand Friedrich Naumann, *Mitteuropa*, dont la première édition de 1915 se vend à plus de 100 000 exemplaires<sup>4</sup>. Si l'ouvrage controversé de Naumann, décrivant un plan impérialiste allemand, est accueilli plutôt favorablement en Allemagne, la situation est plus contrastée au sein de l'Autriche-Hongrie : dans l'ensemble, les *Deutschösterreicher* sont enthousiastes mais la réception auprès des autres nationalités, notamment auprès des Hongrois et des Tchèques, qui redoutent une domination culturelle germano-autrichienne, est plus négative<sup>5</sup>. Elemér Hantos n'a certainement pas de sympathie pour l'impérialisme allemand mais partage avec Naumann la volonté de créer en Europe centrale un espace économique unifié et libéral, pouvant rivaliser avec les autres grandes puissances mondiales.

En raison de son expertise et de ses publications, Elemér Hantos est nommé secrétaire d'État au ministère du Commerce et des Transports de Hongrie en 1916. Il est chargé de la planification économique en temps de guerre et participe également aux négociations entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne en vue d'une union douanière. Comme le prévoyait Hantos dès

---

<sup>3</sup> Elemér Hantos, *Volkswirtschaft und Finanzen im Weltkriege: mit besonderer Rücksicht auf Österreich-Ungarn*, Göttingen, Berlin, O. Hapke, 1915, p. 28.

<sup>4</sup> Friedrich Naumann, *Mitteuropa: Volksausgabe mit Bulgarien und Mitteleuropa*, Berlin, G. Reimer, 1916, p. III, *Vorwort*.

<sup>5</sup> Jürgen Fröhlich, « Friedrich Naumanns "Mitteleuropa": ein Buch, seine Umstände und seine Folgen », in Rüdiger vom Bruch (dir.), *Friedrich Naumann in seiner Zeit*, Berlin ; New-York, W. de Gruyter, 2000, p. 262.

1915, les négociations aboutissent non à une union, mais à un accord douanier, signé à Salzbourg pendant l'été 1918<sup>6</sup>.

Au tournant de la guerre, Elemér Hantos est nommé président de la *Postatakarékpénztár* (la Caisse d'épargne postale), qui sert de banque centrale hongroise pendant la République démocratique hongroise de 1918-1919. Après sa destitution pendant le régime communiste de la République des conseils, Hantos se retire définitivement de la vie politique hongroise. Entre 1919 et 1923, nous disposons de très peu d'informations sur la vie d'Elemér Hantos. C'est pourtant à cette époque qu'il décide de se consacrer au rapprochement économique de l'Europe centrale. Hantos expose pour la première fois l'ébauche de son projet d'intégration dans une série d'articles publiés dans le quotidien viennois *Neue Freie Presse* en 1923.

## Deux visions concurrentielles de *Mitteleuropa*

Pendant l'entre-deux-guerres, le protectionnisme et les nouvelles frontières imposées par le traité de Trianon de 1919 accentuent les difficultés économiques de l'Europe centrale. C'est pour remédier à la crise centre-européenne, non seulement conjoncturelle mais aussi structurelle, qu'Elemér Hantos propose de créer un espace économique des pays successeurs de la monarchie austro-hongroise (Autriche, Hongrie, Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie), sans cependant restaurer l'ordre politique d'avant-guerre. Alors qu'il défendait un accord douanier entre l'Autriche-Hongrie et l'Allemagne pendant la Première Guerre mondiale, Hantos décide d'écarter délibérément l'Allemagne des premières étapes de son projet d'intégration centre-européenne : les pays

---

<sup>6</sup> Elemér Hantos, *Die Handelspolitik in Mitteleuropa*, Jena, G. Fischer, 1925, p. 99.

successeurs devraient d'abord s'unifier, avant d'entamer des négociations d'égal à égal avec l'Allemagne<sup>7</sup>.

La première étape de son plan était la stabilisation des monnaies, sans laquelle un rapprochement économique était, pour lui, impensable. La mise en place d'un système monétaire, afin de fixer les taux de change, éventuellement assorti d'une monnaie unique, supervisé par un cartel de banques centrales, devait permettre de régler les problèmes monétaires des pays successeurs de la monarchie habsbourgeoise<sup>8</sup>. La deuxième étape consistait à réduire progressivement les barrières douanières, afin de créer un marché intérieur des pays successeurs<sup>9</sup>. Dans le but de parfaire le marché intérieur et d'optimiser les échanges commerciaux entre les pays successeurs, Hantos prévoyait d'uniformiser les systèmes ferroviaires, fluviaux et postaux en les dotant d'institutions transnationales<sup>10</sup>. En outre, un organisme transnational de vente de produits agricoles devait être créé, afin de peser davantage sur le marché mondial<sup>11</sup>. Hantos a également soutenu les initiatives du secteur privé, notamment sous la forme de

---

<sup>7</sup> Hantos utilise (maladroïtement mais consciemment) le terme *Mittleeuropa*, fortement connoté, notamment depuis la parution du *bestseller* de Friedrich Naumann en 1915, pour désigner un espace économique couvrant les territoires des pays successeurs de la monarchie habsbourgeoise. C'est seulement à partir des années 1930 qu'il remplace progressivement le terme *Mittleeuropa* par *Donauraum* (espace danubien) ou *Donaeuropa* (Europe danubienne) dans ses publications pour désambigüiser ses propos.

<sup>8</sup> Elemér Hantos, *Das Geldproblem in Mittleeuropa*, Jena, G. Fischer, 1925.

<sup>9</sup> Elemér Hantos, *Die Handelspolitik...*, *op. cit.*

<sup>10</sup> Elemér Hantos, *Mittleeuropäischer Postverein*, Wien ; Leipzig, W. Braumüller, 1929 ; Elemér Hantos, *Mittleeuropäische Eisenbahnpolitik*, Wien ; Leipzig, W. Braumüller, 1929 ; Elemér Hantos, *Mittleeuropäische Wasserstrassenpolitik*, Wien ; Leipzig, W. Braumüller, 1929.

<sup>11</sup> Elemér Hantos, *Das mitteleuropäische Agrarproblem und seine Lösung*, Wien ; Berlin, S. Hirzel, 1931.



lobbys, de cartels et autres groupes d'intérêt, qui devaient cependant être supervisées par un organisme international pour éviter les dérives<sup>12</sup>.

Expert du Comité économique de la Société des Nations (SDN) dès 1924, Elemér Hantos publie de nombreux ouvrages et articles, non seulement dans la presse généraliste internationale mais aussi dans des revues spécialisées, et donne des conférences dans des universités, *gentlemen's clubs* et autres organisations partout en Europe.

La *Mitteleuropäische Wirtschaftstagung* (MEWT : le Congrès économique de l'Europe centrale) qu'il fonde avec l'industriel viennois Julius Meinl et d'autres défenseurs du libre-échange en 1925, devient l'instrument principal de la promotion de ses idées<sup>13</sup>. L'objectif de la MEWT est clairement énoncé dans la résolution du premier congrès de septembre 1925 : « la création d'un espace économique étendu » en Europe centrale<sup>14</sup>. L'organisation de la MEWT en comités nationaux met cependant en exergue deux conceptions divergentes de *Mitteleuropa*. La question de la définition géographique de l'espace économique centre-européen divise les membres de la MEWT : tandis qu'Elemér Hantos et ses sympathisants défendent l'idée du rapprochement économique des pays successeurs de la monarchie habsbourgeoise, donc *Mitteleuropa* sans l'Allemagne, la *Deutsche Gruppe*, dirigée par l'homme politique allemand Georg Gothein, et plusieurs délégués autrichiens, s'offusquent de

---

<sup>12</sup> Elemér Hantos, *Mitteleuropäische Kartelle im Dienste des industriellen Zusammenschlusses*, Wien ; Berlin, S. Hirzel, 1931.

<sup>13</sup> En 1928, la *Mitteleuropäische Wirtschaftstagung* prend le nom de *Mitteleuropäischer Wirtschaftstag* (MWT), afin de marquer sa pérennité, selon Carola Sachse, « "Mitteleuropa" und "Südosteuropa" als Planungsraum: der Mitteleuropäische Wirtschaftstag im Kontext », in Carola Sachse (dir.), *"Mitteleuropa" und "Südosteuropa" als Planungsraum: Wirtschafts- und kulturpolitische Expertisen im Zeitalter der Weltkriege*, Göttingen, Wallstein-Verlag, 2010, p. 13-45, ici p. 24.

<sup>14</sup> Arbeitskomitee der Mitteleuropäischen Wirtschaftstagung, *Bericht über die Mitteleuropäische Wirtschaftstagung am 8. und 9. September 1925*, Wien, 1925, p. 14.

l'exclusion de l'Allemagne. Très rapidement, ces derniers s'engagent en faveur d'un rapprochement entre l'Allemagne et l'Autriche, sous la forme d'un *Anschluss*.

À la fin des années 1920, Elemér Hantos perd le soutien de la direction du MWT qui considère que ses aspirations pourraient sceller définitivement l'éclatement de l'Europe centrale. Le MWT s'engage dès lors progressivement en faveur de l'*Anschluss*<sup>15</sup>. Pour contrebalancer sa perte d'influence face à la *Deutsche Gruppe*, Hantos décide de fonder, en 1929 et 1930, les *Mittleuropa-Institute* à Vienne, Brno et Budapest ainsi que le Centre d'études de l'Europe centrale à Genève. Ces institutions, concurrentes du MWT, deviennent une tribune pour les partisans du rapprochement économique des pays successeurs. En 1932, Elemér Hantos brise définitivement les liens avec le MWT, désormais dirigé par la *Deutsche Gruppe* à Berlin<sup>16</sup>.

### *Mittleuropa* au cœur de *Paneuropa*

L'Union paneuropéenne (UPE) est fondée à Vienne par le comte Richard Coudenhove-Kalergi en 1925, sur la base de son œuvre programmatique *Pan-Europa*<sup>17</sup>. Coudenhove-Kalergi envisage initialement la création de *Paneuropa* par le biais de la politique, avant que s'opère progressivement un changement idéologique vers l'économie à partir de la fin des années 1920. L'UPE s'organise en sections nationales, coordonnées par le bureau central viennois, également chargé d'organiser des congrès et des conférences. Au sein de la section hongroise de l'UPE, Elemér Hantos, un de ses membres fondateurs, est contesté par certains de ses confrères en

---

<sup>15</sup> Carl Freytag, *Deutschlands "Drang nach Südosten": der Mitteleuropäische Wirtschaftstag und der "Ergänzungsraum Südosteuropas" 1931-1945*, Göttingen, V&R Unipress, 2012, p. 38.

<sup>16</sup> Carola Sachse, *"Mittleuropa" und "Südosteuropa"...*, *op. cit.*, p. 28.

<sup>17</sup> Richard Coudenhove-Kalergi, *Pan-Europa*, Wien, Paneuropa-Verlag, 1923.

raison de son engagement pour le rapprochement économique des pays d'Europe centrale. Ses détracteurs hongrois envoient une lettre au bureau central de l'UPE à Vienne en juin 1929 pour se plaindre de ses idées, jugées incompatibles, voire en opposition, avec celles du mouvement paneuropéen. Ils critiquent également son projet qu'ils considèrent comme une tentative dissimulée de restauration de la monarchie austro-hongroise<sup>18</sup>.

En 1928, Elemér Hantos explique sa vision du lien entre *Mitteleuropa* et *Paneuropa* en développant une approche régionaliste de l'intégration européenne dans son ouvrage *Europäischer Zollverein und mitteleuropäische Wirtschaftsgemeinschaft*<sup>19</sup>, publié à la demande de l'Union douanière européenne (UDE), autre mouvement européiste dont il est un des membres fondateurs. Les pays ayant des intérêts économiques et culturels communs auraient intérêt à intégrer leurs économies nationales<sup>20</sup>. La première étape serait le regroupement des pays successeurs de la monarchie habsbourgeoise pour devenir *Mitteleuropa*. Dans une deuxième étape, d'autres groupes régionaux pourraient se former, notamment un bloc occidental, composé de la France, de l'Allemagne, de la Belgique et du Luxembourg, et un groupe baltique avec la Finlande, l'Estonie, la Lettonie et la Lituanie<sup>21</sup>. Dans des circonstances favorables, les groupes régionaux pourraient ensuite fusionner pour devenir *Paneuropa*.

Coudenhove-Kalergi concevait la réalisation de *Paneuropa* à travers la réconciliation franco-allemande, il était donc initialement peu favorable à cette approche. Mais après la mort du chancelier Gustav Stresemann en

---

<sup>18</sup> Anita Ziegerhofer-Prettenthaler, *Botschafter Europas: Richard Nikolaus Coudenhove-Kalergi und die Paneuropa-Bewegung in den zwanziger und dreißiger Jahren*, Wien, Böhlau Verlag, 2004, p. 286-287.

<sup>19</sup> Elemér Hantos, *Europäischer Zollverein und mitteleuropäische Wirtschaftsgemeinschaft*, Berlin, S. Hirzel, 1928.

<sup>20</sup> *Ibid.*, p. 21.

<sup>21</sup> *Ibid.*, p. 39.

octobre 1929, la détérioration des relations franco-allemandes et l'échec du projet d'union fédérale européenne du ministre des Affaires étrangères français, Aristide Briand, en 1931, Coudenhove-Kalergi doit trouver une alternative. Influencé par Elemér Hantos, le mouvement paneuropéen se focalise alors sur la région danubienne. Sans surprise, Coudenhove-Kalergi remet à Hantos la présidence de la commission pour la coopération économique des pays danubiens lors du quatrième congrès paneuropéen de mai 1935<sup>22</sup> et lui confie la direction de la première conférence danubienne de l'Union paneuropéenne en janvier 1936<sup>23</sup>.

### L'échec d'un projet

Dans les années 1920, les politiques nationalistes et la crainte d'une tentative de restauration de la monarchie austro-hongroise, notamment de la part des pays de la Petite Entente (Tchécoslovaquie, Yougoslavie et Roumanie) ne permettent pas aux idées d'Elemér Hantos d'entrer dans la sphère politique. Au début des années 1930, alors que la crise économique s'aggrave, les gouvernements centre-européens prennent finalement conscience de la nécessité de coopérer. Dans ce contexte, le président du Conseil français, André Tardieu, présente à la SDN, en mars 1932, un plan danubien visant à mettre en place un système de tarifs préférentiels entre l'Autriche, la Hongrie et les pays de la Petite Entente. Le plan Tardieu s'inspire des résolutions d'une conférence organisée par Pál Auer, le président de la section hongroise de l'UPE, à Budapest en février 1932<sup>24</sup>. Les idées d'Elemér Hantos qui imprègnent les résolutions de cette conférence, à laquelle il participe activement, sont appréciées des

---

<sup>22</sup> Anita Ziegerhofer-Prettenthaler, *Botschafter Europas...*, *op. cit.*, p. 312.

<sup>23</sup> *Ibid.*, p. 316.

<sup>24</sup> Pál Auer, « Initiatives toward cooperation in the Danubian basin in the 19th and 20th centuries », in Francis Wagner (dir.), *Toward a new Central Europe*, Astor Park, Florida, Danubian Press, 1970, p. 186-194, ici p. 191.

diplomates français parce que l'unification des pays danubiens représenterait un rempart face aux ambitions impérialistes de l'Allemagne dans la région. Le plan Tardieu est une réponse au projet d'union douanière germano-autrichienne de mars 1931. À la conférence de Londres d'avril 1932, l'Allemagne et l'Italie rejettent le plan danubien, et l'Autriche s'y montre également hostile<sup>25</sup>.

Elemér Hantos est tombé dans l'oubli parce que son projet ne s'est jamais réalisé par la suite. Le nazisme interrompt le débat paneuropéen et, au lendemain de la Seconde Guerre mondiale, le rideau de fer rend impossible l'intégration centre-européenne. Elemér Hantos est mort le 28 juillet 1942 à Budapest et n'a pas pu participer aux premières étapes de la construction européenne des années 1950. Il est pourtant possible de trouver des parallèles entre les idées d'Elemér Hantos et la méthode « Monnet-Schuman » suivie pour la construction européenne dans les années 1950, fondée sur l'économie plus que sur la politique. Les idées d'Elemér Hantos auraient-elles influencé les « pères de l'Europe » ?

Après la chute du communisme, les initiatives régionalistes centre-européennes, notamment le Groupe de Visegrád (Pologne, République tchèque, Slovaquie et Hongrie) formé en février 1991, font un écho lointain aux idées d'Elemér Hantos. Curieusement, la spécificité centre-européenne réapparaît aujourd'hui dans le cadre du débat autour de la crise migratoire de l'Union européenne. Aujourd'hui, la solidarité régionale en Europe centrale est cependant dirigée contre le fonctionnement de l'Union européenne, pensée par, et pour, six pays d'Europe occidentale il y a plus de soixante ans. En raison du nombre croissant des États membres, les idées régionalistes d'Elemér Hantos pourraient-elles offrir une nouvelle source d'inspiration pour faire fonctionner, et durer, l'Union européenne ?

---

<sup>25</sup> Elemér Hantos, *Denkschrift über die Wirtschaftskrise in den Donaustaaten*, Wien, St. Norbertus, 1933, p. 8-9.



# Paris et la langue chinoise en 1867

L'histoire des relations internationales au prisme des confrontations

CLEMENT FABRE

---

## Résumé

Plusieurs visions en apparence contradictoires de la langue chinoise coexistent dans le Paris de 1867. Cette pluralité tient aux circonstances dans lesquelles les différents acteurs se retrouvent confrontés à cette langue : ils ne jouissent pas tous du même accès au chinois, ne sont pas soumis aux mêmes influences à son sujet et ne s'y intéressent pas avec le même objectif. L'étude de ces regards divergents portés sur un même objet offre un exemple de l'intérêt qu'il y a à mener une histoire des relations internationales par le bas, en restituant toute leur place aux expériences et aux conceptions individuelles.

**Mots-clés** : Langue chinoise – Sinologie – Paris – Représentation – Confrontation.

## Abstract

### **Paris and the Chinese Language in 1867**

#### ***The History of International Relations through the Lens of Confrontations***

*Several conceptions of the Chinese language, and even contradictory ones, can be found in 1867 Paris. Those discrepancies can be explained by the circumstances in which people are confronted with that language: everyone does not enjoy the same access to Chinese, everyone does not experience the same influences about it, nor is everyone interested in Chinese for the same reasons. Studying those different conceptions of the same thing proves how interesting it can be to study the history of international relations from below and to focus on individual experiences and conceptions.*

**Keywords:** *Chinese language – Sinology – Paris – Representation – Confrontation.*

Un effet, d'un charme très original, et qui n'appartient, celui-là, qu'aux vers chinois, résulte de la nature idéographique des caractères ; il vous frappe, par le seul aspect de l'écriture, il vous donne une vision de l'ensemble du sujet : les fleurs, les forêts, les eaux, les clairs de lune vous apparaissent, avant qu'on ait commencé de lire<sup>1</sup>.

En 1867, alors que Judith Gautier prête ainsi une vertu esthétique particulière à la langue chinoise<sup>2</sup>, c'est avec une froide objectivité scientifique que le sinologue Stanislas Julien aborde cette même langue dans son rapport sur les progrès de la sinologie en France<sup>3</sup>. Il n'est pas question chez lui de s'inspirer de la poésie chinoise mais uniquement de la traduire et, s'il s'intéresse aux « expressions figurées » et « métaphores »<sup>4</sup> de cette langue, c'est uniquement pour proposer un dictionnaire qui en facilite la compréhension. L'objet théorique auquel le savant professeur a voué sa vie et l'objet exotique dans lequel la poétesse espère puiser l'inspiration ne sont d'ailleurs pas les seuls rapports à la langue chinoise qui coexistent à Paris en 1867. M. d'Ormant reprend ainsi, dans un article du journal *L'Avenir* daté de la même année, le leitmotiv du XVIII<sup>e</sup> siècle sur la bizarrerie et la difficulté de la langue chinoise : « Seule, cette langue n'a aucune ressemblance avec les autres, mortes ou vivantes<sup>5</sup>. » Et l'auteur d'énumérer les milliers de caractères qu'elle compte, les dizaines de significations qu'une même syllabe peut y prendre et les imperceptibles

---

<sup>1</sup> Judith Gautier, *Le livre de Jade*, Paris, Alphonse Lemerre, 1867, p. 23.

<sup>2</sup> Le présent article se fonde sur un mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2 dirigé par le Professeur Hugues Tertrais, « Idéogrammes, caquetages et ornements. Paris et la langue chinoise (1814-1900) », soutenu en 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<sup>3</sup> Stanislas Julien, « Langue et littérature chinoise », in *Recueil de rapports sur les progrès des lettres et des sciences en France*, Paris, Imprimerie Impériale, 1867.

<sup>4</sup> *Ibid.*, p. 181-182.

<sup>5</sup> M. d'Ormant, cité dans « Paris au jour le jour », *Le Figaro*, 12 février 1867, p. 2.



variations de ton qu'elle impose aux sinisants<sup>6</sup>. Alors même qu'un professeur l'enseigne à Paris à de futurs traducteurs, professeurs ou interprètes du Quai d'Orsay, il est encore des individus pour faire de la langue chinoise « le paradigme de l'incompréhensibilité »<sup>7</sup> et c'est sans surprise qu'en 1867 – comme tout au long du siècle – on trouve des individus pour manifester leur incompréhension par une expression demeurée célèbre. Dans la pièce *Les lutteuses*, représentée pour la première fois le 17 novembre 1867, lorsque Painrassis évoque à Merlandier « ses paphernaux » que sa fille tient de lui « par avancement d'hoirie », son interlocuteur, hébété, glisse au public : « C'est du chinois<sup>8</sup> ! ».

## Les langues chinoises à Paris en 1867

### *Rencontrer la langue chinoise à Paris*

Comment trois visions si contradictoires d'une même langue peuvent-elles coexister, la même année, au sein de la même ville ? Pour répondre, il importe de revenir sur les conditions de rencontre de la langue chinoise à Paris dans cette période d'intensification des relations franco-chinoises : en effet, la présence diplomatique de la France en Chine s'accroît depuis la fin de la deuxième Guerre de l'opium en 1860, et 1867 voit croître la présence de la Chine en France à l'occasion de l'Exposition universelle de Paris.

---

<sup>6</sup> *Ibid.*

<sup>7</sup> Denis Thouard, « Humboldt, Abel-Rémusat et le chinois : la recherche de la correspondance », in Jean Rousseau et Denis Thouard (dir.), *Lettres édifiantes et curieuses sur la langue chinoise : Humboldt/Abel Rémusat (1821- 1831)*, Paris, Presses universitaires du Septentrion, 1999, p. 12.

<sup>8</sup> MM. Marquet et Delbès, *Les lutteuses, folie en un acte*, Paris, E. Dentu Éditeur, 1867, p. 18-19.

Dans le Paris de 1867, la langue chinoise se rencontre sous forme écrite – dans des ouvrages importés ou imprimés à Paris même, mais également sur des objets d'art – et sous forme orale – dans des cours de langue ou grâce à la présence de Chinois.

Pour ce qui est des ouvrages importés depuis la Chine, on n'en trouve plus guère – hormis les collections privées – que dans la Bibliothèque impériale où les manuscrits concernés des autres bibliothèques parisiennes ont été rassemblés au début des années 1860<sup>9</sup>. Toutefois, ce ne sont pas les seuls livres chinois disponibles à Paris : même si le sinologue Guillaume Pauthier déplore en 1867 que « le plus ancien grand établissement typographique de l'Europe, l'Imprimerie impériale de France, en [soit] réduite à ne pas pouvoir imprimer une page de chinois<sup>10</sup> », les éditeurs disposent, dans la capitale, de plusieurs jeux de caractères ainsi que de presses lithographiques permettant la reproduction d'ouvrages et l'impression d'ouvrages pédagogiques pour l'étude de cette langue<sup>11</sup>. Outre les publications de l'Imprimerie impériale, plusieurs d'entre eux – tels Dondey-Dupré, Firmin Didot ou Maisonneuve et C<sup>ie</sup> – mettent ainsi les lecteurs aux prises avec cette graphie. Enfin, alors que Paris ne dispose pas encore, en 1867, de ses grands musées asiatiques<sup>12</sup>, la langue chinoise se trouve sur les objets d'art des collectionneurs privés (achetés le plus souvent à l'Hôtel Drouot) et des boutiques spécialisées (À la porte chinoise<sup>13</sup> et La Porte chinoise<sup>14</sup>).

---

<sup>9</sup> Un arrêté ministériel du 15 novembre 1860 oblige les bibliothèques Mazarine, de l' Arsenal, Sainte-Geneviève et de la Sorbonne à transférer leurs collections orientales vers la Bibliothèque impériale. Voir Henry Martin, *Histoire de la Bibliothèque de l' Arsenal*, Paris, Librairie Plon, 1900, p. 579.

<sup>10</sup> Guillaume Pauthier, *Dictionnaire étymologique chinois-annamite latin-français*, Paris, Typographie de Firmin Didot frères, fils et C<sup>ie</sup>, 1867, p. 17-18.

<sup>11</sup> Georg Lehner, *Der Druck chinesischer Zeichen in Europa. Entwicklungen im 19. Jahrhundert*, Wiesbaden, Harrasowitz Verlag, 2004.

<sup>12</sup> Le musée Guimet et le musée Cernuschi, ouverts respectivement en 1889 et en 1898.

<sup>13</sup> Marie-Hélène Girard, « La Chine des Expositions universelles (1851-1855) », in

Quant à la langue chinoise parlée, elle résonne dans les salles du Collège de France<sup>15</sup> et de l'École spéciale des langues orientales vivantes<sup>16</sup>, mais parvient également aux oreilles des Parisiens grâce aux voyageurs qui parcourent les rues de la ville. Paris accueille ainsi en 1867 de nombreux Chinois en raison de l'Exposition universelle – un pavillon dédié est dressé sur le Champ-de-Mars, un café-concert est installé sur la Seine dans un « bateau-fleur<sup>17</sup> » et une délégation de six ressortissants du Céleste-Empire arrive pour l'occasion à Paris<sup>18</sup> – et de la mission militaire envoyée par Pékin<sup>19</sup>. Outre ces visiteurs, la capitale française connaît déjà un embryon de communauté chinoise<sup>20</sup>, dont seuls quelques membres nous sont connus : le lettré Tin-Tun-Ling, arrivé à Paris en 1861<sup>21</sup>, Tching-Yang qui tient un magasin de thé et de laque rue Tronchet<sup>22</sup> et une certaine

---

Marie Dollé et Geneviève Espagne (dir.), *Idées de la Chine au XIX<sup>e</sup> siècle : entre France et Allemagne*, Paris, Les Indes savantes, 2014, p. 211.

- <sup>14</sup> Yvonne Thirion, « Le japonisme en France dans la seconde moitié du XIX<sup>e</sup> siècle à la faveur de la diffusion de l'estampe japonaise. Introduction à une étude sur l'influence de l'estampe japonaise sur la peinture française à cette époque », *Cahiers de l'Association internationale des études françaises*, 1961, n° 13, p. 120.
- <sup>15</sup> Une chaire de langues et littératures chinoises et tartares-mandchoues y est inaugurée le 16 janvier 1815 par Jean-Pierre Abel-Rémusat.
- <sup>16</sup> Un cours de chinois vulgaire confié à Antoine Bazin y est ouvert en 1841 et officialisé en 1843.
- <sup>17</sup> Anonyme, « Arrivée d'un bateau-fleur à Paris », *Le Figaro*, 10 mars 1867, p. 3.
- <sup>18</sup> *Ibid.*
- <sup>19</sup> Jean de Paris, « Nouvelles diverses », *Le Figaro*, 12 juin 1867, p. 3.
- <sup>20</sup> Nous ne disposons pas d'estimations de cette population chinoise en 1867, mais un article de 1872 évoque une colonie de « cinq ou six sujets ». Voir Punch, « Nos informations », *Le Figaro*, 30 décembre 1872, p. 3.
- <sup>21</sup> William Leonard Schwartz, *The Imaginative Interpretation of the Far East in Modern French Literature, 1800-1925*, Paris, Librairie ancienne Honoré Champion, 1927, p. 21-23.
- <sup>22</sup> Gaston Vassy, « Informations », *Le Figaro*, 3 février 1875, p. 2.

Madame Tsen qui s'installe dans une mercerie à l'occasion de l'Exposition de 1867<sup>23</sup>.

Tous les individus, toutefois, ne jouissent pas des mêmes capacités d'accès à la langue chinoise. Les cours de langue chinoise, théoriquement ouverts à tous, semblent demeurer méconnus, quand bien même les journaux se plaisent à raconter qu'ils sont peuplés de mendiants venus s'y réchauffer<sup>24</sup> ou s'y protéger de la pluie<sup>25</sup> : on lisait ainsi en 1831 qu'« il y a bien des gens qui se couchent à Paris, sans se douter qu'à l'autre bout de la ville [...] un homme existe, un homme sachant le chinois et le professant régulièrement trois fois par semaine<sup>26</sup> ». La Bibliothèque impériale est plus fermée encore : un étudiant allemand relevait ainsi au début du siècle le « sultanisme bibliothécaire<sup>27</sup> » d'Abel-Rémusat, alors conservateur de la collection chinoise de la Bibliothèque, qui ne prête les ouvrages dont il a la charge qu'à ses seuls étudiants et amis.

La présence de Chinois à Paris offre en revanche un accès plus ouvert à la langue chinoise. Soirées et spectacles sont l'occasion de rencontrer ces visiteurs : *Le Figaro* évoque en 1867 les deux Chinoises qui assistent chaque jour aux représentations du théâtre chinois de l'Exposition<sup>28</sup>, l'émoi que suscite chez le public féminin, lors d'une soirée chez la comtesse de Noé, la présence d'un « Chinois authentique<sup>29</sup> », ou encore la présence

---

<sup>23</sup> *Ibid.*

<sup>24</sup> Philippe Gairaud, « Le hère. Étude parisienne », *Le Monde illustré*, 19 octobre 1861, p. 670.

<sup>25</sup> Pierre Véron, « Courrier de Paris », *Le Monde illustré*, 5 mai 1888, p. 279.

<sup>26</sup> Anonyme, « Un professeur de chinois », *Le Figaro*, 26 janvier 1831.

<sup>27</sup> Konrad Dietrich Haßler, *Lettres concernant l'évolution des études asiatiques à Paris*, p. 25, cité dans Hartmut Walravens, « Les recherches sur l'Extrême-Orient au début du XIX<sup>e</sup> siècle ou Paris, Mecque des orientalistes allemands », *Revue germanique internationale*, n° 7 : « Itinéraires orientalistes », 2008, p. 38.

<sup>28</sup> « L'Exposition – chronique quotidienne du *Figaro* », *Le Figaro*, 6 mai 1867, p. 2.

<sup>29</sup> *Le Figaro*, 15 avril 1867, p. 2.

des membres de la mission militaire dans diverses salles parisiennes<sup>30</sup>. La présence d'une communauté chinoise à Paris accroît encore cette accessibilité : en 1868, on peut ainsi lire dans *Le Figaro* que « tout Paris connaît Tin-Tun-Ling »<sup>31</sup>.

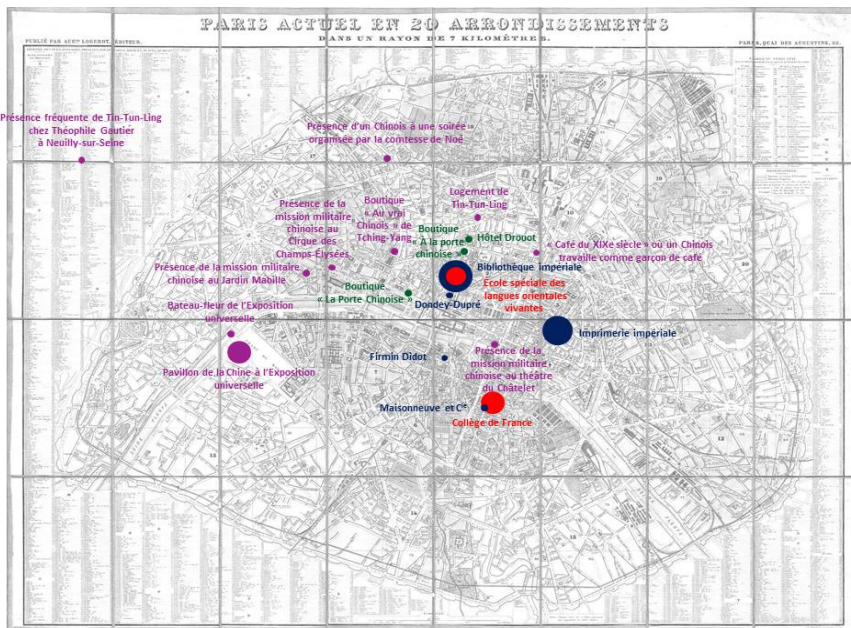
La carte ci-dessous permet de mieux saisir les modalités d'accès à la langue dans le Paris de 1867. Le chinois semble à première vue assez dispersé dans l'espace parisien, en raison notamment de la diversité de statut social des Chinois qui peuplent la capitale. Toutefois, la fréquentation plus ou moins grande des différents lieux du Paris de la langue chinoise entraîne des inégalités d'accès à cet idiome. Ces inégalités tiennent à des critères autant socio-professionnels que géographiques. Les savants jouissent ainsi d'un accès privilégié aux livres de la Bibliothèque impériale, et les habitants des I<sup>er</sup>, II<sup>e</sup> et VIII<sup>e</sup> arrondissements semblent quant à eux particulièrement privilégiés pour rencontrer les Chinois de la capitale ou les objets chinois qui y sont vendus.

---

<sup>30</sup> Jean de Paris, « Nouvelles diverses », *op. cit.*, p. 3.

<sup>31</sup> Georges Maillard, « Hier – Aujourd'hui – Demain », *Le Figaro*, 7 mars 1868, p. 1.

### Le Paris de la langue chinoise en 1867



- Présence de langue chinoise écrite
- Présence de langue chinoise parlée
- Présence de langue chinoise sur des objets d'art
- Présence d'enseignements de la langue chinoise

Chacun de ces lieux véhicule également une vision spécifique de la langue chinoise susceptible d'influencer ceux qui le fréquentent. L'auditeur d'un cours du Collège de France voit ainsi la langue chinoise comme un objet de connaissance, tandis que celui qui admire un objet présenté comme artistique est plus disposé à voir dans les caractères qui le couvrent de simples ornements. Les différents accès à la langue chinoise

dont jouissent nos cinq auteurs permettent ainsi de rendre compte en partie des conceptions différentes qu'ils ont de cet idiome. Stanislas Julien a assisté aux cours d'Abel-Rémusat au Collège de France, il a accès au fonds chinois de la Bibliothèque impériale dont il est le conservateur, et les lettrés et diplomates venus en France viennent souvent à sa rencontre<sup>32</sup>. Judith Gautier, de son côté, étudie la langue avec Tin-Tun-Ling<sup>33</sup>, grâce auquel elle obtient de consulter et d'emprunter des manuscrits de la Bibliothèque impériale<sup>34</sup>. Quant à M. d'Ornant et à MM. Marquet et Delbès, même s'ils peuvent avoir rencontré des Chinois dans la capitale, ils ne semblent pas avoir étudié le chinois, et s'en tiennent à son sujet aux préjugés répandus depuis le XVIII<sup>e</sup> siècle.

### *Appréhender la langue chinoise*

Ces différences d'accès, si elles permettent de rendre compte du contraste entre les auteurs ayant étudié le chinois et ceux n'ayant eu avec lui qu'un contact minimal, n'expliquent pas en revanche toutes les différences entre ces trois discours. Aussi faut-il également prendre en compte la perspective dans laquelle les auteurs la replacent, ce qui invite à se pencher à la fois sur les stratégies personnelles avec lesquelles ils abordent cette langue, et sur les discours relatifs à cette langue auxquels ils sont exposés. Ainsi la stratégie de Stanislas Julien consiste à s'imposer comme une figure scientifique éminente par sa maîtrise de la langue, Judith Gautier y cherche l'inspiration, tandis que M. d'Ornant tente de susciter l'intérêt par la description d'une langue exotique, et que les auteurs des *Lutteuses* n'y voient qu'un ressort comique.

---

<sup>32</sup> André Lévy, *Nouvelles lettres édifiantes et curieuses d'Extrême-Occident par des voyageurs lettrés chinois à la Belle Époque (1866-1906)*, Paris, Seghers, 1986, p. 91-92.

<sup>33</sup> William Leonard Schwartz, *The Imaginative Interpretation...*, *op. cit.*

<sup>34</sup> Judith Gautier, *Le collier des Jours. Second Rang du Collier*, Paris, Félix Fuyen, 1900, p. 205.

Quant aux autorités qui s'exercent sur ces différents auteurs, on peut tout d'abord relever une différence majeure sur le plan de l'autorité sinologique. Stanislas Julien s'inscrit dans le fonctionnement de la discipline sinologique : il cherche à établir sa légitimité en reprenant à son compte les critères de scientificité établis par Abel-Rémusat et en investissant les lieux de pouvoir mis en place depuis le début du siècle – notamment les chaires d'enseignement et les principaux postes de la Société Asiatique. L'autorité disciplinaire de ces institutions semble toutefois vite s'estomper à l'extérieur du monde savant. L'année 1867 fournit ainsi plusieurs indices de la légitimité relative dont jouissent les institutions sinologiques : deux articles, publiés respectivement dans *Le Figaro* et dans le journal satirique *Tintamarre* brocardent au cours de l'année les cours de chinois parisien, à travers ce qui s'impose comme une boutade récurrente tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle. Le premier, mentionnant un projet d'enseignement fantaisiste, signale que « le professeur aurait au moins la certitude d'avoir du monde à son cours, ce qui ne se produit pas toujours, notamment au cours de chinois du Collège de France, où il n'est jamais venu personne »<sup>35</sup>, tandis que le second rapporte l'expérience d'un journaliste ayant pénétré dans le cours de chinois de Stanislas Julien :

Quand j'arrivai près de la salle où M. Julien enseigne le chinois à la France, la porte était muette, rien ne s'entendait au-dehors. J'avoue que je fus ému en tournant le bouton. M. Julien était assis devant une longue table, et devant lui deux hommes, immobiles et silencieux, écoutaient. Je me dis alors qu'il y a bien des dévouements inconnus et qui restent, hélas ! sans récompense<sup>36</sup>.

Toute une partie de la population parisienne ne connaît ainsi ces cours que par le biais de tels articles, et l'idée qu'elle en a ne fait que renforcer le ridicule qu'elle attache à la langue. Autre influence perceptible dans notre corpus : celle du Parnasse qui, autour de Théophile Gautier, prête des

---

<sup>35</sup> Henri Rochefort, « Chronique parisienne », *Le Figaro*, 1<sup>er</sup> mai 1867, p. 1.

<sup>36</sup> Anonyme, « Caquets », *Tintamarre*, 24 février 1867, p. 4.



vertus spécifiques aux langues orientales, et notamment au chinois<sup>37</sup>. Notons d'ailleurs que cette influence, si elle s'exerce pleinement sur Judith Gautier, connaît elle aussi ses limites et ses détracteurs : en 1867 paraît ainsi *Le Parnassiculet contemporain*, recueil parodique singeant l'intérêt des poètes du Parnasse pour cette langue. L'introduction du recueil dépeint l'arrivée du lettré Si Tien-Li à une soirée organisée par les Parnassiens et rapporte les termes par lesquels il y est accueilli : « Fils de la Lune et du Soleil, [...], Con-Fut-Zeu parle par ta bouche en métaphores blanches comme le nénuphar et harmonieuses comme le chant de l'oiseau Li... ».

Les divergences entre les conceptions de la langue chinoise manifestées en 1867 par Stanislas Julien, Judith Gautier, MM. Marquet et Delbès et M. d'Ornant s'éclairent ainsi à la lumière de l'expérience personnelle qu'ils en ont, des stratégies qui les poussent à l'aborder et des influences qu'ils subissent à son endroit.

## Confrontations individuelles et relations internationales

Le terme de représentation repose sur le postulat discutable d'une autonomie des représentations collectives par rapport aux expériences individuelles. Il ne semble donc pas adapté pour caractériser la manière dont s'élaborent les appréhensions de la langue chinoise dans le Paris du XIX<sup>e</sup> siècle. Les individus sont en effet confrontés à la langue chinoise – ou à ce qu'ils identifient comme tel, par exemple l'annamite ou le japonais – dans leur expérience quotidienne. C'est également cette expérience qui détermine en grande partie le regard qu'ils portent sur cet idiome : confrontés à des discours dont ils subissent l'influence, ils sont amenés à adopter telle ou telle autre vision du chinois. La notion de confrontation nous semble donc plus adaptée pour désigner la manière dont la langue

---

<sup>37</sup> William Leonard Schwartz, *The Imaginative Interpretation...*, *op. cit.*

chinoise est appréhendée à Paris : cette notion restitue toute sa place à l'expérience individuelle, aux circonstances dans lesquelles l'individu se retrouve confronté au chinois et à leur poids sur la manière dont il conçoit cette langue.

Étudier les confrontations des individus à la langue chinoise à Paris au XIX<sup>e</sup> siècle permet ainsi de suivre au plus près la construction des catégories à partir desquelles la langue chinoise est pensée. Cette approche, appliquée à tout le XIX<sup>e</sup> siècle<sup>38</sup>, permet de nuancer plusieurs idées trop schématiques véhiculées par l'histoire de la sinologie : la langue chinoise n'a pas au XIX<sup>e</sup> siècle les mêmes frontières qu'aujourd'hui, sa définition varie même d'un auteur à l'autre et les ruptures trop franches dont l'historiographie s'est plu à scander l'histoire du rapport à la langue chinoise doivent être réévaluées. L'ouverture de la chaire de Jean-Pierre Abel-Rémusat au Collège de France<sup>39</sup> en 1814, par exemple, est souvent considérée comme une brutale rupture paradigmatique dans le rapport des Français au chinois. Or, malgré le caractère indéniablement novateur de l'œuvre du sinologue, cette thèse ne résiste pas à l'étude précise des confrontations individuelles à la langue chinoise. En ressort plutôt une lente évolution, tout au long du XIX<sup>e</sup> siècle, des conditions dans lesquelles les différents acteurs rencontrent le chinois et des cadres de pensée selon lesquels ils l'appréhendent. Cette langue devient ainsi de plus en plus accessible, sous des formes toujours plus diversifiées (on découvre à Paris de nouveaux dialectes), certains discours imposent progressivement leur légitimité (comme celui des professeurs du Collège de France, puis celui

---

<sup>38</sup> C'est cette étude que nous avons menée dans notre Mémoire de Master 2, à partir d'un vaste corpus de discours parisiens du XIX<sup>e</sup> siècle relatifs à la langue chinoise : ouvrages théoriques consacrés à cette langue, archives des sinisants et des diverses institutions sinologiques – Collège de France, École des Langues O', Société Asiatique et Bibliothèque nationale – ainsi qu'un certain nombre de revues de vulgarisation, de titres de la presse grand public, d'ouvrages littéraires et de revues spécialisées dans les objets d'art.

<sup>39</sup> La chaire de langues et littératures chinoises et tartares mandchoues, qui constitue le premier enseignement de la langue chinoise en Europe.

des diplomates en Chine), mais cela n'empêche jamais la coexistence, à Paris, de conceptions de la langue chinoise aussi distinctes que celles de Stanislas Julien et de Judith Gautier en 1867.

La notion de confrontation permet ainsi à l'histoire des relations internationales de prendre ses distances par rapport aux cadres trop généraux par lesquels elle pense souvent le rapport à l'Autre, en laissant une place aux catégories et aux expériences individuelles.



# Hanoi au cœur des mobilités étudiantes, 1880-1945

SARA LEGRANDJACQUES

---

## Résumé

Fondée pour la première fois en 1907 à Hanoi, l'Université indochinoise place définitivement la capitale de l'Indochine au cœur du système d'enseignement supérieur colonial. Dès le début du xx<sup>e</sup> siècle, les flux d'étudiants sont polarisés par Hanoi où sont créées de nouvelles écoles supérieures et professionnelles. Cet élan se poursuit tout au long de la période coloniale : les structures d'accueil se développent jusqu'en 1945 en favorisant d'abord les étudiants du Tonkin.

**Mots-clés** : Indochine – Hanoi – Université – Étudiants – Mobilités.

## Abstract

### **Hanoi at the Heart of Student Mobilities, 1880-1945**

*Founded for the first time in 1907 in Hanoi, the Indochinese University has definitely put the capital city of Indochina at the heart of the colonial higher education system. From the beginning of the 20<sup>th</sup> Century, flows of students have been polarized by Hanoi where new technical schools and colleges were created. This momentum will go on throughout the colonial period : accommodations have been developing until 1945, giving an advantage to students from Tonkin.*

**Keywords**: Indochina – Hanoi – University – Students – Mobilities.

Au cours de la deuxième moitié du xix<sup>e</sup> siècle, la conquête de l'Indochine par les Français, du sud vers le nord, a d'abord favorisé la mise en valeur de la partie la plus méridionale de la péninsule, la Cochinchine, autour de Saigon<sup>1</sup>. Cependant, la fin du siècle correspond à l'émergence, par le biais de l'action coloniale, d'une autre ville : Hanoi. Si un décalage a longtemps

---

<sup>1</sup> Le présent article est tiré d'un mémoire de Master 2 intitulé « Les mobilités étudiantes en Asie (1880-1945). L'Indochine entre logique impériale et situation régionale », réalisé sous la direction d'Hugues Tertrais et la co-direction de Pierre Singaravélou. Il a été soutenu à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne en juin 2015.

été visible concernant l'éducation<sup>2</sup>, il tend à s'atténuer alors que des mobilités d'études plus anciennes, antérieures à l'arrivée des colonisateurs, se maintiennent à l'échelle des provinces et vers Hué, capitale de l'empire d'Annam (actuel Vietnam), pour les concours mandarinaux.

Par conséquent, la donne change à l'aube du nouveau siècle alors que l'enseignement supérieur se développe et se réforme en Asie, les nouvelles universités japonaises attirant des étudiants de plus en plus nombreux, notamment d'origine chinoise<sup>3</sup>. Dès 1898, une école professionnelle est créée à Hanoi et connaît un succès certain. 270 candidats se présentent pour cent places, conduisant à un agrandissement de ses locaux dès l'année suivante. Elle est suivie d'une école d'art appliqué en 1899 puis d'une école commerciale en 1902, année même du changement de statut de la ville, qui devient la capitale de l'Union indochinoise. L'accent est d'abord mis sur un enseignement technique, fournissant une main-d'œuvre utile à la colonie.

L'historiographie française n'a, jusqu'à aujourd'hui, manifesté qu'un faible intérêt pour l'enseignement supérieur en Indochine, contrairement à l'historiographie anglo-saxonne qui a consacré plusieurs études aux universités de l'Empire britannique, principalement indiennes<sup>4</sup>. Les deux principaux travaux en français ont adopté une approche large des problématiques éducatives<sup>5</sup> et, à ce jour, une seule brève étude est

---

<sup>2</sup> Par exemple, un Collège des interprètes est fondé dès 1869 à Saigon alors qu'il faut attendre 1886 pour qu'apparaisse un établissement similaire à Hanoi.

<sup>3</sup> Eric W. Maeder, « Aux origines de la modernisation chinoise : les étudiants chinois au Japon », *Relations Internationales*, n° 26, été 1981.

<sup>4</sup> On peut notamment évoquer les travaux réalisés dans le cadre de la *New Cambridge History of India*.

<sup>5</sup> Trịnh Văn Thảo, *L'école française en Indochine*, Paris, Karthala, 1995 ; Pascale Bezançon, *Une colonisation éducatrice ? L'expérience indochinoise (1860-1945)*, Paris, L'Harmattan, 2002.

consacrée exclusivement à l'Université indochinoise<sup>6</sup>. Les circulations d'étudiants ont souvent été étudiées entre la colonie et la métropole alors que celles-ci existent à plusieurs échelles, notamment au sein de l'Union indochinoise. Les connexions sont multiples et les échelles s'imbriquent, même lorsqu'il s'agit d'étudier le cas d'une ville en particulier. Ainsi, les nouveaux questionnements de l'histoire impériale, laissant davantage de place aux peuples colonisés et à une approche sociale, mais également de l'histoire connectée, favorisent les réflexions sur l'éducation en contexte colonial. Cet article cherche donc à déterminer les caractéristiques de la valorisation française de Hanoi comme cité étudiante pour en mesurer les effets et les conséquences sur les mobilités d'études à plusieurs échelles.

## La lente gestation d'une université indochinoise jusqu'à la Première Guerre mondiale

L'année 1902 est celle de l'inauguration de nouveaux établissements supérieurs et techniques. Le principal est l'École de Médecine, les études médicales restant le cursus le plus valorisé et ayant le plus de succès jusqu'à la fin de la période. Elle est le fruit d'un arrêté du 8 janvier portant sur l'enseignement supérieur en Indochine alors que l'administration française s'était longtemps montrée réticente au développement d'un véritable enseignement supérieur dans la colonie. Le projet d'un établissement dédié à la médecine a vu le jour en 1898. Saïgon semblait d'abord toute désignée pour l'accueillir mais des arguments favorables à Hanoi ont rapidement été mobilisés : la possibilité d'observer certaines maladies très présentes dans le nord de la péninsule mais aussi la proximité de la Chine. Hanoi permet ainsi d'insérer les mobilités étudiantes dans une échelle asiatique : dès 1898, la possibilité d'accueillir « tout autre

---

<sup>6</sup> Sylvie Guillaume, « L'université d'Hanoï, premier pôle de la francophonie, 1880-1954 », in *L'Université et la Francophonie*, Ottawa, Centre de Recherche en Civilisation canadienne-française, 1999, p. 29-51.

Asiatique<sup>7</sup> » que des Indochinois est évoquée. Les représentants diplomatiques français en Chine sont sollicités afin de diffuser des informations sur la nouvelle école. La création de bourses est envisagée. Il s'agit principalement de fournir un personnel médical aux infrastructures françaises en Asie.

Pendant, le *numerus clausus* mis en place ne favorise pas des circulations à l'échelle régionale et continentale. Quinze places sur 30 sont réservées aux étudiants du Tonkin tandis que les sommes versées aux boursiers n'excèdent pas huit piastres, ce qui ne permet pas de financer un long et lointain voyage.

Les mobilités sont pourtant primordiales concernant le concours d'entrée. Des pré-sélections ont lieu dans chaque province avant la tenue du concours au sein de l'hôpital du Protectorat à Hanoi. En 1903, on compte 375 candidats dont 105 du Tonkin. Si ces derniers sont favorisés par le *numerus clausus*, ils ne représentent pas la majorité des candidats. Les étudiants ne craignent pas la distance. Ils sont mobiles et mobilisés face à la possibilité d'entreprendre des études de médecine, considérées comme élitistes.

Cette polarisation autour de Hanoi, favorisée par l'enthousiasme des étudiants indochinois, reste à nuancer au cours de la première décennie du xx<sup>e</sup> siècle : certains étudiants choisissent en effet d'étudier au Japon. Ces circulations s'insèrent dans un mouvement de résistance à la colonisation et sont principalement organisées par le biais d'un mouvement, le *Đông Du*, « Voyage vers l'Est » du lettré Phan Bội Châu<sup>8</sup>. Cela conduit à une répression de la part des autorités françaises qui souhaitent rediriger les flux étudiants vers Hanoi en dissuadant les Indochinois de partir à

---

<sup>7</sup> Archives nationales d'outre-mer (ANOM), Gouvernement général de l'Indochine (GGI), dossier 6779 : *Création de l'École de Médecine 1898-1913*.

<sup>8</sup> Pour plus d'informations sur Phan Bội Châu et son mouvement, on peut se référer à Yves Le Jariel, *Phan Bội Châu (1867-1940). Le nationalisme vietnamien avant Ho Chi Minh*, Paris, L'Harmattan, 2008.



l'étranger et, ainsi, renforcer le prestige et la puissance de la France en Indochine et en Asie.

La Chine est au cœur de cette propagande pro-française. Un projet d'école spéciale pour les jeunes Chinois des régions limitrophes voit le jour en 1904. Ces derniers viendraient y étudier le français et la culture européenne. Ce projet n'émane pas seulement des colonisateurs mais s'appuie également sur des demandes chinoises, à l'exemple d'un notable du Yunnan qui souhaite envoyer ses deux fils en Indochine<sup>9</sup>. Ainsi, 22 élèves yunnanais partent pour Hanoi en 1904. L'école Pavie ouvre ses portes le 16 janvier 1905 et cherche à concurrencer d'autres établissements asiatiques, principalement tokyoïtes.

Le succès de l'école Pavie participe à dynamiser le projet d'université. Celui-ci se concrétise par l'arrêté du 16 mai 1906 et l'Université indochinoise (UI) est inaugurée le 10 novembre 1907. Hanoi doit devenir un nœud de l'enseignement supérieur à l'échelle de l'Asie. Le rôle régional de l'établissement supérieur est souligné dans ses différents actes de création :

Il est institué en Indochine sous le nom d'Université, un ensemble de cours d'enseignement supérieur à l'usage des étudiants originaires de la Colonie et des pays voisins. Cette institution est destinée à répandre en Extrême-Orient, surtout par l'intermédiaire de la langue française, la connaissance des sciences et méthodes européennes<sup>10</sup>.

Cette dernière phrase est reprise dans les différents courriers du Gouverneur général de l'Indochine aux représentants diplomatiques d'Asie, de l'Inde au Japon en passant par la Chine et les Indes néerlandaises. L'accès à l'université est aisé, sans concours ni examen, avec une faible sélection.

---

<sup>9</sup> Tracy C. Barrett, *Chinese diaspora in South-East Asia: the overseas Chinese in Indochina*, Londres, IB Tauris, 2012.

<sup>10</sup> ANOM, GGI, dossier 2620 : *Université indochinoise*, « arrêté du 16 mai 1906 ».

Malgré tout, ces efforts de développement de l'enseignement supérieur colonial à Hanoi se soldent par un double échec : celui de l'école Pavie qui est devenue un foyer d'agitation nationaliste et celui de l'UI, faute de moyens financiers suffisants.

Les premières années du *xx<sup>e</sup>* siècle font de Hanoi un pôle fragile concernant les mobilités étudiantes asiatiques. Si une concurrence existe à l'échelle régionale, elle s'exerce au sein même de l'Empire colonial français. La métropole attire de nombreux jeunes Indochinois. Si des étudiants, tant vietnamiens que chinois<sup>11</sup>, continuent de fréquenter les établissements tonkinois au cours de la décennie 1910, il faut attendre 1917 pour voir renaître une véritable université en Indochine.

### Hanoi à l'apogée colonial (1917-1930)

La Première Guerre mondiale fournit à l'administration coloniale l'occasion de dresser le bilan du développement de l'Instruction publique en Indochine. Si la volonté de contrôler les flux vers la France est manifeste, la Grande Guerre est aussi la période au cours de laquelle l'Université d'Indochine renaît de ses cendres. Cette refondation repose sur une initiative du gouverneur général Albert Sarraut (1911-1914 ; 1917-1919). Entre le dernier trimestre 1917 et le premier trimestre 1918, il souhaite réformer l'ensemble de l'enseignement dans la colonie. Pour lui, les écoles supérieures doivent fournir « une instruction égale à celle que

---

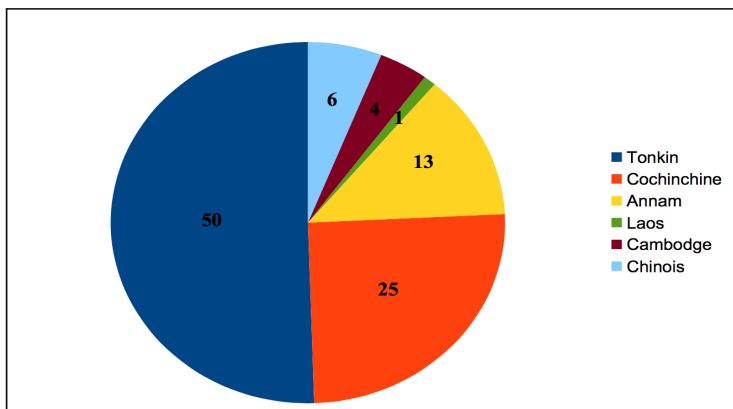
<sup>11</sup> Le nombre d'étudiants chinois est cependant limité à partir de juin 1910, notamment au sein de l'École de Médecine : au maximum dix étudiants chinois par an y sont admis et ils sont recrutés dans les écoles franco-chinoises et franco-annamites de Chine.

l'on peut recevoir dans certaines écoles de France »<sup>12</sup>. Après plusieurs mois de préparation, la nouvelle université est inaugurée le 28 avril 1918 et elle regroupe des écoles supérieures mêlant formation pratique et cours plus théoriques. Si Hanoi reste au cœur de ce processus, le doublon Tonkin-Cochinchine demeure visible. Par exemple, l'école de sylviculture est divisée en deux pôles, à Hanoi et à Saïgon. Si Albert Sarraut insiste principalement sur les bienfaits pour les étudiants de l'Indochine, « indigènes » ou européens, l'ouverture asiatique se maintient. Les élèves chinois bénéficient notamment d'un internat gratuit au sein de l'École de Médecine.

La deuxième Université indochinoise ne connaît pas les mêmes difficultés que sa prédécesseur : sa fréquentation a tendance à augmenter au fil des ans. De nouvelles écoles sont créées et Hanoi s'affirme donc comme un pôle structurant des mobilités étudiantes en Indochine. Cependant, des différences restent à souligner concernant les origines de ses étudiants : le Tonkin fournit 50% des effectifs et la Cochinchine, 25%. D'une part, la proximité des écoles semble déterminante et de l'autre, celle de l'ancienneté des infrastructures scolaires également. Les Français sont minoritaires.

---

<sup>12</sup> ANOM, GGI, dossier 26916 : *Création d'une direction de l'enseignement supérieur*, « minute du gouverneur général de l'Indochine, fin 1917 ».

**Tableau 1 – Origine des étudiants de l'UI au début de la décennie 1920, en pourcentage**

Par ailleurs, la fréquentation de l'université par les Asiatiques, principalement les Chinois, connaît une baisse au cours de l'entre-deux-guerres alors que certains Indochinois continuent de quitter la colonie pour étudier dans un autre territoire de la zone, à l'école nationaliste Whampoa de Canton par exemple.

Des critiques internes, émanant de personnalités françaises, existent. Membre de l'Académie des Sciences coloniales, Henri Délétie souligne, dans un rapport datant du milieu des années 1920, que la localisation de l'université n'est pas adaptée à l'« état social des différentes parties de l'Indochine » et que cette centralisation conditionne les mobilités de l'élite vietnamienne.

En 1924, l'accès à l'UI et aux différentes écoles supérieures est réorganisé. Les étudiants chinois ne peuvent plus obtenir de bourses d'internat. L'enseignement supérieur semble se recentrer sur une approche à l'échelle de la colonie plutôt qu'asiatique tandis que le contrôle des circulations et des admissions est renforcé. Il passe par une

décentralisation, s'appuyant sur le rôle des chefs de l'administration locale. Différents documents sont exigés comme un certificat de bonne vie et bonnes mœurs.

L'enseignement professionnel, qui s'est développé en parallèle, est également réformé dans les années 1920 mais souffre, quant à lui, d'une certaine « immobilité étudiante ». Les étudiants du Tonkin le délaissent tandis que ceux des provinces les plus éloignées, qui sont également les plus rurales, n'ont pas les moyens d'y accéder. Dans ce contexte, des étudiants de Tuyên Quang, dans le nord du Tonkin, s'adressent au gouverneur général afin de pouvoir intégrer, sans succès, l'École supérieure d'agriculture et de sylviculture à Hanoi.

Si Hanoi est au cœur des flux d'étudiants, davantage coloniaux qu'asiatiques au cours des années 1920, ceux-ci restent irréguliers. Les différentes écoles supérieures et professionnelles ne connaissent pas le même succès. Les mobilités vers la France restent une réalité difficile à contrôler. La crise des années 1930 puis la Seconde Guerre mondiale conduisent à une reconfiguration, au moins partielle, du rôle de Hanoi.

### La renaissance d'un pôle étudiant indochinois ? (1930-1945)

L'Université de Hanoi présente un bilan mitigé au début des années 1930. Elle accueille alors un peu plus de 500 étudiants. En 1937, on dénombre 631 étudiants, soit 10% des effectifs du secondaire qui rejoignent le supérieur.

Des mesures sont discutées et adoptées pour renforcer le rôle de Hanoi. Elles ne viennent pas seulement des autorités coloniales mais également des Indochinois eux-mêmes. Dès 1928, la Chambre des représentants du Tonkin demande la possibilité pour les étudiants « indigènes » d'obtenir le diplôme de licence au sein de l'université. Cela dispenserait les jeunes gens les plus ambitieux de quitter leur province d'origine pour la métropole afin de poursuivre leurs études.

Si la réponse de l'administration cherche à nuancer ce besoin de poursuivre ses études et une certaine « course aux diplômes » par les Vietnamiens, elle met également l'accent sur la variété des cursus proposés à Hanoi et sur les modalités d'accueil visant à en faire une véritable cité étudiante : « [les étudiants] sont pour la plupart (390) reçus dans la Cité universitaire de Hanoi qui depuis plus de dix ans groupe dans les meilleures conditions d'hygiène matérielle et morale la majorité des étudiants indochinois<sup>13</sup> ». Les informations restent très fragmentaires concernant cette Cité universitaire. Elle n'est pas mentionnée dans les textes fondateurs de l'UI alors qu'elle semble avoir été fondée au cours de la même période. Il semblerait qu'elle corresponde aux bâtiments d'internat des différentes écoles supérieures.

Ainsi, les années 1930 sont l'occasion de réformer l'enseignement supérieur au Tonkin. Les réformes se font école par école, soulignant l'absence d'une véritable université unifiée. Les plus importantes concernent l'école de droit. Elles entraînent une véritable réorganisation des flux vers Hanoi, qui concerne aussi bien les étudiants locaux que les Français. En décembre 1933, le père de l'étudiant André Le Guénéral demande le transfert du dossier universitaire de son fils depuis Bordeaux vers Hanoi. Des études plus longues peuvent être entreprises dans la colonie : en 1939, douze thèses de doctorat en médecine ont été soutenues avec succès à Hanoi, dix par des Vietnamiens, deux par des Chinois.

Ce nouvel élan de la capitale de l'Union indochinoise permet de dresser le tableau des origines des étudiants présents à Hanoi durant les années 1930. Cette population est principalement masculine, malgré quelques jeunes filles dans certaines sections, spécialisées (comme les classes de sages-femmes) ou non. La prédominance tonkinoise demeure une réalité,

---

<sup>13</sup> ANOM, GGI, dossier 51270 : *Vœux de la Chambre des représentants du peuple du Tonkin concernant l'enseignement secondaire et l'enseignement supérieur, 1928-1929* : « réponse au vœu 1D ».

à l'exemple des données disponibles pour les années 1934-1935, tandis que la présence cochinchinoise tend à s'essouffler, ne représentant plus que 20% des étudiants de l'université.

**Tabl. 2 – Origine des étudiants de l'UI en 1934-1935**

<b><u>Origine des étudiants</u></b>	<b><u>Nombre d'étudiants</u></b>
<b>Tonkin</b>	245
<b>Cochinchine</b>	95
<b>Annam</b>	62
<b>Cambodge</b>	1
<b>Laos</b>	2
<b>Chinois</b>	4
<b>Français</b>	55

L'ouest de la péninsule paraît à l'écart des flux vers Hanoi. Plusieurs éléments peuvent expliquer la sous-représentation des étudiants de l'ouest de la péninsule, elle-même moins peuplée : l'héritage bouddhique concernant l'éducation conduisant à regarder davantage vers d'autres pays, la ruralité de certains espaces, le manque de volonté de développement des infrastructures, notamment au Laos, de la part des colonisateurs, etc.

La Seconde Guerre mondiale participe elle aussi à renforcer le poids de Hanoi. La rupture des communications avec la métropole doit être compensée par la possibilité pour la population de la colonie de poursuivre des études sur place. Les tensions géopolitiques asiatiques influent également sur la structure et le rôle de l'enseignement supérieur : face à l'invasion japonaise et la cohabitation qui en découle ou à la défaite contre les Thaïlandais en 1941, il s'agit de préserver le prestige de l'oeuvre

coloniale française. De plus, l'administration coloniale cherche à maintenir la loyauté de la population indochinoise et pour cela, à la satisfaire : l'accès aux écoles supérieures est favorisé et l'on accepte l'idée de diplômes équivalents à ceux de la métropole. Ces facteurs conduisent à une hausse de la fréquentation des écoles de Hanoi tout au long de la période. Les effectifs sont multipliés par trois entre 1838 et 1941. Les étudiants français sont de plus en plus nombreux : ils sont quatre fois plus nombreux en 1944 qu'en 1939. Les écoles les plus fréquentées restent les mêmes qu'avant le conflit : l'École de Médecine mais également celles de Droit, de Sciences et de Pharmacie.

**Tabl. 3 – Fréquentation de l'Université de Hanoi entre 1938 et 1944**

Années	1938-1939	1941-1942	1942-1943	1943-1944
Nombre d'étudiants	457	834	1050	1575

**Tabl. 4 – Effectifs de l'Université de Hanoi selon l'origine des étudiants, 1939-1944**

Origine des étudiants	1939	1940	1941	1942	1943	1944
Français	88	89	138	206	313	371
Tonkin	394	428	419	476	556	681
Cochinchie	132	137	136	187	223	212
Annam	92	117	149	172	202	218
Cambodge	8	8	11	8	15	23
Laos	7	6	8	6	5	12
Chinois et divers	11	20	14	20	11	11
<b>TOTAL</b>	732	805	875	1085	1325	1528



Le gouverneur général et amiral Decoux est l'instigateur d'un large projet de Cité universitaire, dont la construction débute à la fin 1941. En 1945, quatre pavillons peuvent loger 80 étudiants chacun et des villas accueillent la direction de la jeune cité autour d'un pavillon général inachevé<sup>14</sup>.

En 1945, Hanoi est un pôle universitaire majeur en Indochine. Il a surpassé Saigon tout au long du xx<sup>e</sup> siècle, même si l'idée d'un enseignement supérieur monocéphale est à bannir. Des écoles se sont développées dans d'autres provinces que le Tonkin.

Si la Seconde Guerre mondiale a renforcé ce rôle de Hanoi, elle ne doit pas faire oublier que la capitale tonkinoise joue un rôle en parallèle des importantes mobilités existant entre l'Indochine et sa métropole. Malgré tout, l'influence de Hanoi est encore visible aujourd'hui. L'actuelle Université nationale du Viêt Nam a conservé cette localisation et se présente à la fois comme une héritière de l'UI fondée dès 1906, de l'Université nationale fondée en novembre 1945 et de l'Université fondée en 1956<sup>15</sup>.

---

<sup>14</sup> Jean Decoux, *À la barre de l'Indochine*, Paris, Soukha Éditions, 2013, p. 373-374.

<sup>15</sup> Cf. site officiel (en vietnamien et en anglais) de l'Université nationale du Viêt Nam de Hanoi : <http://vnu.edu.vn/eng/?C2231>.



# La France du Second Empire au Japon, 1858-1871

Un succès éphémère ?

JEAN CHARTON

---

## Résumé

Contrairement à ce qu'une historiographie ancienne a longtemps véhiculé, l'aventure de la France du Second Empire au Japon ne fut pas un complet échec. Si les circonstances dans lesquelles se déroula la restauration Meiji expliquent le sentiment de rupture éprouvé par la diplomatie française à la fin de la période, quelque dix années de relations diplomatiques – menées avec beaucoup d'ambition du temps de Léon Roches (1864-1868) – suffirent à faire du Second Empire un réel artisan de la modernisation du nouveau Japon.

**Mots-clés** : Second Empire – Japon – restauration Meiji – relations franco-japonaises – Léon Roches.

## Abstract

### *The Second French Empire in Japan, 1858-1871: an Ephemeral Success?*

*Contrary to a common idea defended by a certain historiography, the adventure of the Second French Empire in Japan was not a total failure. If the circumstances of the Meiji Restoration explain the rupture experienced by French diplomacy at the end of the period, some ten years of diplomatic relations – conducted with great ambition by the time of Léon Roches (1864-1868) – were enough to make Second French Empire a real architect of the modernization of the new Japan.*

**Keywords**: Second French Empire – Japan – Meiji Restoration – Franco-Japanese relations – Léon Roches.

L'année 1858 marqua la rupture de l'isolationnisme japonais qui avait cours depuis plus de deux siècles avec l'ouverture des premières relations diplomatiques officielles entre l'Occident et l'archipel encore dirigé par le système politique des shoguns Tokugawa. La France du Second Empire ne fut pas absente de cette ouverture : son parcours atypique lui offrit progressivement une place de premier plan dans les dernières années du

shogunat<sup>1</sup>. Pourtant, il n'existe que peu de synthèses sur la France au Japon en comparaison de la pluralité des études menées sur la Grande-Bretagne ou les États-Unis pour la même période. Ce manque historiographique est certainement dû à trois phénomènes distincts : un certain désintérêt à l'égard du Second Empire qui a longtemps imprégné l'historiographie française couplé à un phénomène analogue pour la fin de la période Edo (1603-1868) dans l'histoire japonaise ; la prétendue défaite de la politique française suite à la restauration Meiji de 1868 qui a souvent écarté la brève aventure française au Japon des préoccupations des chercheurs ; et enfin, la difficulté pour les historiens français de traiter de l'histoire japonaise<sup>2</sup>. En conséquence, les études les plus globalisantes sur le sujet ont été réalisées par des historiens anglo-saxons et souffrent ainsi d'un manque de visibilité auprès du lectorat français. Pour autant, une nouvelle vigueur semble animer la recherche en France depuis les années 2000<sup>3</sup>. Il apparaît ainsi nécessaire de réactualiser toutes ces découvertes dans une démarche de synthèse, en incluant d'importants travaux trop souvent ignorés, des sources peu consultées<sup>4</sup>, et en réalisant un bilan historiographique du sujet – étapes essentielles pour dresser l'« état de l'art » de la question et rendre plus visible la recherche.

---

<sup>1</sup> Le présent article est tiré d'un mémoire de Master 2, intitulé « La France du Second Empire au Japon (1858-1871) », soutenu, sous la direction d'Hugues Tertrais, en juin 2015 à l'Université Paris I Panthéon-Sorbonne.

<sup>2</sup> Le champ des relations bilatérales entre la France et le Japon dans la période qui nous intéresse ici a été principalement alimenté par les travaux des japonologues, qui cassent la barrière de la langue. Ils réalisent un travail de premier plan, mais leurs préoccupations sont par exemple plus spécifiquement culturelles, que diplomatiques ou politiques. On observe ainsi un déséquilibre dans l'historiographie.

<sup>3</sup> Des événements comme la célébration du 150<sup>e</sup> anniversaire des relations diplomatiques France-Japon en 2008 n'y sont évidemment pas étrangers.

<sup>4</sup> Comme les archives des missions étrangères de Paris, les cartons du Service historique de la défense relatifs aux stations navales au Japon et à la mission militaire française, et plusieurs documents présents aux Archives nationales que les outils de recherche modernes permettent d'identifier.

Dresser un bilan qui fait sens du parcours de la France du Second Empire au Japon n'est cependant pas chose aisée car elle pénétra le Japon dans un contexte doublement particulier. D'une part, l'expansion coloniale du Second Empire est un phénomène qui reste aujourd'hui difficile à interpréter<sup>5</sup>. Si le Japon était l'extension naturelle – au moins géographique – de la politique « asiatique »<sup>6</sup> de Napoléon III, consécutive à la course au monde amorcée par la Grande-Bretagne, la France n'avait initialement pas d'attentes bien définies à son égard. D'autre part, le Japon entrait dans une nouvelle ère de son histoire : une guerre civile éclata qui amena en une décennie à peine à l'avènement de la restauration impériale de 1868, bouleversant totalement les rapports politiques qui étaient restés à peu près stables pendant deux siècles. Des trois diplomates envoyés par le Quai d'Orsay du temps du Second Empire (Gustave Duchesne de Bellecourt 1858-1864, Léon Roches 1864-1868 et Maxime Outrey 1868-1871), ce fut le second qui sut le mieux se servir de l'attentisme qui caractérisait les bureaux décisionnels parisiens. Un heureux concours de circonstances, combiné au goût prononcé du diplomate pour l'aventure, permit à ce dernier de mettre en œuvre au Japon sa « politique personnelle ». En quelques années, la France devint le plus grand partenaire étranger du shogunat Tokugawa, pourtant menacé de l'intérieur par les factions rebelles de plus en plus nombreuses. Ce rapprochement, dont le Quai d'Orsay ne semblait pas avoir pris toute la teneur, permit progressivement à la France de nouer des coopérations de toutes sortes, lui attribuant dès lors une place de première importance dans les dernières années du shogunat. De ces coopérations lancées en cette période troublée, ni le volte-face du Quai d'Orsay à l'égard de Léon Roches en 1867, ni l'avènement de l'ère Meiji l'année suivante, ni même la fin du

---

<sup>5</sup> Michèle Battesti, *La marine de Napoléon III : une politique navale*, Vincennes, Service Historique de la Marine, 1997, p. 975-976.

<sup>6</sup> Rappelons qu'en 1858, au moment de l'ouverture japonaise, la France amorçait également sa pénétration en Indochine (prise de Tourane) et en Chine, aux côtés des Anglais (traité de Tianjin).

Second Empire quelque temps plus tard, n'y mirent un terme véritable : si la France s'est retrouvée dans une plus mauvaise posture que sa rivale anglaise à la fin de la période, les coopérations et les relations ne cessèrent pas irrémédiablement, contrairement à ce qu'une historiographie ancienne a souvent véhiculé. Cet article se propose de revenir, en trois axes, sur la spécificité du parcours français dans l'archipel et permettra de comprendre dans quelles mesures la France du Second Empire a pu tenir, malgré elle, un rôle de premier plan dans l'histoire du Japon de la fin de la période Edo.

## La crise de la soie et la naissance de relations économiques particulières

En matière de commerce, le Japon fut porté sur le devant de la scène par les soyeux français du Second Empire. Pour autant, si le bassin lyonnais en fit peu à peu son approvisionneur privilégié en « graines » de vers à soie – car elles avaient la capacité de sauver l'industrie séricicole française<sup>7</sup> – cela ne coulait initialement pas de source : la France peinait à définir sa politique commerciale lors du premier traité de 1858 et se contentait de se calquer sur le modèle britannique. Mais au début des années 1860 et grâce à certains négociants français, les réceptions de plusieurs cargaisons de « graines » en France connurent un grand succès, et les vers japonais furent jugés miraculeux par les experts qui les acclimatèrent. Avec ces nouveaux intérêts reposant sur la soie<sup>8</sup>, le Second

---

<sup>7</sup> L'Europe, et plus particulièrement la France, fut touchée à partir du milieu des années 1850 par une triple épidémie ravageuse provenant d'Espagne et atteignant le ver à soie : la pébrine, la muscardine, la flacherie.

<sup>8</sup> Jine-Mieung Li, « Les relations économiques et financières entre la France et le Japon de 1859 à 1914 », thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de

Empire se devait de s'émanciper. Sous l'impulsion du second diplomate – Léon Roches – se mirent alors en place plusieurs réalisations : le gouvernement japonais accepta de libéraliser le commerce des « graines » et envoya de nombreuses cargaisons en France, une ligne Yokohama-Marseille fut instituée de manière régulière en 1865 et le Comptoir National d'Escompte de Paris ouvrit ses portes à Yokohama à l'été 1866. Il est certain que ces réussites furent en partie motivées par la volonté de combattre la tutelle anglaise en matière commerciale – ambition partagée dans tout l'Extrême-Orient par les soyeux lyonnais<sup>9</sup>. Après le départ du diplomate en 1868, les milieux d'affaires lyonnais craignaient pour l'avenir de leur négoce : son successeur Maxime Outrey fut convoqué à la chambre de commerce de Lyon où on le somma de tout mettre en œuvre pour que continue et s'améliore le commerce du ver à soie avec le Japon<sup>10</sup>. Les échanges continuèrent durant la période Meiji, mais malgré tous ses efforts, Maxime Outrey n'obtint jamais les mêmes avantages que son prédécesseur.

Tout au long de la période, les commerçants français furent de plus en plus nombreux à s'installer dans les concessions de l'archipel pour y tenter leur chance, mais les résultats de ces entreprises restèrent négligeables. De manière générale, contrairement à la Grande-Bretagne qui faisait vivre son commerce par les commerçants privés, le commerce de la France au Japon était entretenu par les rapports d'États, qui ne furent pas toujours excellents. Ainsi, la France n'a jamais réussi à concurrencer

---

François Crouzet, Université Paris 1 Paris-Sorbonne, soutenue en 1977, p. 100.

<sup>9</sup> Jean-François Klein, « Soyeux en mer de Chine : stratégies des réseaux lyonnais en Extrême-Orient (1843-1906) », thèse de doctorat d'histoire, sous la direction de Claude Prudhomme, Université Lumière Lyon 2, soutenue en 2002, p. 178-186. Rappelons que Léon Roches était originaire de la Drôme (département séricicole français), il n'est donc pas étonnant qu'il ait été sensible à la cause des soyeux.

<sup>10</sup> Archives diplomatiques de la Courneuve – Négociations commerciales – Japon 26NCOM/1, copie du procès-verbal d'une séance à la chambre de commerce de Lyon adressé au ministre des Affaires étrangères, Lyon, le 14 avril 1868.

significativement la domination des Britanniques : ces derniers phagocytèrent la majorité du commerce extérieur japonais tout au long de la période<sup>11</sup>.

### Coopérations techniques, industrielles et militaires : la légation française de Léon Roches alliée du shogunat

Les chiffres concernant les échanges rendent peu compte du poids réel de la France au Japon et du degré de son influence. À cause d'une trop grande défiance envers les étrangers, du flamboiement des mouvements xénophobes et d'une réelle faiblesse du shogunat, aucune coopération ne fut possible entre le gouvernement japonais et les étrangers jusqu'à l'année 1864. Mais la conjoncture s'inversa dès lors, et par un heureux concours de circonstances<sup>12</sup>, ce fut en la figure du nouveau diplomate français que le shogunat trouva son médiateur privilégié. Léon Roches, dont l'ambition était grande, vit dans ce rapprochement inopiné l'occasion rêvée de donner à la France un nouveau poids dans l'archipel. On assista à la naissance d'une réelle coopération, favorisant des projets d'ampleur entre le Japon des Tokugawa et le Second Empire de Napoléon III : arsenal de Yokosuka<sup>13</sup>, fonderie et collège franco-japonais de Yokohama, atelier de frappe de monnaie, société d'import-export, vente d'armement, etc. Avec la

---

<sup>11</sup> Meron Medzini, *French policy in Japan during the closing years of the Tokugawa regime*, Cambridge, East Asian Research Center, 1971, p. 50-57.

<sup>12</sup> Le poste de chargé d'affaires anglais était vacant, le nouveau diplomate américain était antipathique, l'Allemagne et la Hollande ne pesaient pas grand-chose dans le consensus diplomatique. Le shogunat, qui désirait s'opposer à l'Angleterre, chercha alors en la France une sorte de contre-pouvoir diplomatique.

<sup>13</sup> Sur ce cas très particulier de coopération majeure, cf. Elisabeth Weinberg de Touchet, *Quand les français armaient le Japon : la création de l'arsenal de Yokosuka 1865-1882*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2003.



première mission militaire française de Jules Chanoine (qui contribua à former, à partir de 1867 au Japon, plus de dix mille soldats sur le modèle de l'armée française) et les conseils donnés lors de la réforme administrative menée par le dernier shogun, Léon Roches incitait le Japon à se moderniser sur le modèle de la France et à trouver en cette dernière une alliée fidèle. Ainsi, le diplomate devint peu à peu un farouche sympathisant du gouvernement Tokugawa.

Le grand intérêt porté par les Japonais à l'égard de l'Occident convenait parfaitement à la haute idée de la civilisation française partagée par les acteurs sur place. Bien qu'il en fût le principal artisan, Léon Roches ne fut donc pas le seul à voir dans le Japon une future « France de l'Asie »<sup>14</sup>. Aujourd'hui encore, les historiens ne peuvent clairement établir la profondeur des liens que le diplomate entretenait avec le dernier shogun Tokugawa Yoshinobu – les deux personnages s'étant liés d'amitié. Mais le rapprochement de la légation française avec le shogunat n'était pas sans adversaires : au premier rang desquels se trouvaient les Britanniques, mais aussi les fiefs du Sud-Ouest<sup>15</sup> et certains groupes du gouvernement d'Edo, peu acquis à la cause française. À l'approche de la restauration Meiji, la diplomatie française dictée par Paris prit peur et fit un volte-face : Léon Roches fut démis de ses fonctions en 1868, et bien que le « parti français » espérât encore une aide de Napoléon III, cette coopération ne put agir pour empêcher la chute des Tokugawa. Cependant, malgré le coup d'arrêt porté à la politique de Léon Roches par Paris, et malgré l'effondrement du shogunat, les impulsions données par la France pour une modernisation du Japon et les projets majeurs de coopération furent repris par le nouveau gouvernement : Maxime Outrey put assurer la continuité de l'arsenal de

---

<sup>14</sup> Discours de Léon Roches aux élèves du collège franco-japonais de Yokohama, novembre 1866, reproduit dans Sadao Tanaka, *Les débuts de l'étude du français au Japon*, Tokyo, Librairie-Éditions France Tosho, 1983, p. 118.

<sup>15</sup> Cf. William Beasley, *The Meiji restoration*, Stanford, Stanford University Press, 1973, p. 266. Les fiefs du Sud-Ouest du Japon furent les partisans de la restauration impériale ; ils s'allièrent pour faire tomber le shogunat en 1868.

Yokosuka ainsi que la mise en place d'une seconde mission militaire avec la France.

## Un important transfert de connaissances : le Second Empire comme modèle de modernité

Ces coopérations d'ampleur provoquèrent naturellement des transferts technologiques et culturels, avant que l'ère Meiji ne prenne le relais. Puisque le Japon des Tokugawa comptait beaucoup sur la France pour maintenir sa position, et comme Léon Roches orientait véritablement le shogunat à se moderniser sur le modèle du Second Empire napoléonien, ces échanges furent nombreux – sans demeurer unidirectionnels pour autant<sup>16</sup>. Si les premières années de la pénétration française ne furent guère propices aux relations, les rapports évoluèrent après le retour des premières ambassades et avec Léon Roches, pour qui propager la culture française était un véritable objectif. L'apprentissage de la langue prit un essor nouveau dans le cadre du centre de formation de Yokosuka, comme dans celui du collège de Yokohama. Dans les différents ports ouverts aux étrangers, ce furent les missionnaires qui jouèrent bien souvent le rôle de professeur, mandatés par les autorités locales. Enfin, consécration parmi toutes : le jeune frère du shogun, Tokugawa Akitake, fut accueilli par Napoléon III à Paris pour y faire ses études. Un nombre important de savoirs et de technologies françaises se transmet également dans le cadre des entreprises techniques : aux fonderies, à l'arsenal, avec la mission militaire – qui avait pour objectif de former les Japonais dans les trois corps d'armée –, entre autres. À partir de l'époque Meiji, ce furent les *oyatoi*

---

<sup>16</sup> Les années 1860 furent la décennie de la découverte du Japon en France : missions et ambassades reçues officiellement, foisonnement d'études au sein des sociétés savantes, cours de langue japonaise à l'école des Langues orientales vivantes, et pavillon japonais à l'exposition universelle de 1867 à Paris.

*gaikokujin* (« conseillers étrangers ») engagés par le gouvernement qui devinrent les passeurs de savoirs et malgré la domination des Anglo-Saxons en la matière, nombre d'entre eux étaient des Français<sup>17</sup>. Mais à côté des coopérations d'États engagées par la diplomatie, d'autres champs d'action tinrent un rôle dans ces développements, dont les effets étaient plus subtils : la demande accrue en soie et « graines » de ver à soie agit comme un moteur de la production manufacturière japonaise – les acteurs privés dans les concessions transmirent des savoirs divers – les Japonais ayant voyagé en France partagèrent leur expérience à leur retour, etc.

Un dernier élément qui reste particulièrement difficile à définir est sans aucun doute le rôle tenu par Léon Roches dans la réforme administrative des tout derniers temps du régime shogunal (réforme dite « Keyo ») : si l'on ne sait pas à quel degré il prit part au processus, il est certain cependant que le modèle français n'y fut pas tout à fait étranger. Certains historiens japonais, comme Ishii Takashi<sup>18</sup>, voient dans l'organisation administrative du nouveau gouvernement de Meiji un héritage de cette dernière réforme amorcée par le shogunat déclinant. Il n'est donc pas étonnant de voir le Japon de Meiji se tourner à son tour vers la France pour moderniser ses institutions et sa législation, comme l'illustra parfaitement le recours à Gustave Emile Boissonade de Fontarabie, le plus éminent des conseillers étrangers<sup>19</sup>.

---

<sup>17</sup> Jean Esmein, « Cent vingt ans d'échanges économiques et industriels entre la France et la Japon », *Japon in extenso*, n°17, septembre 1990, p. 6. L'auteur explique que la moitié des *oyatoi gaikokujin* français engagés par le Japon (de 1870 à 1878) l'ont été entre 1870 et 1872, ce qui témoigne au contraire d'une flambée des recrutements de Français juste après la restauration Meiji.

<sup>18</sup> Son analyse est détaillée dans Richard Sims, *French policy towards the Bakufu and Meiji Japan, 1854-95*, Richmond, Surrey, Japan Librairy, 1998, p. 55.

<sup>19</sup> Arrivé au Japon en 1873 avec pour tâche de perfectionner le système juridique, il y demeura finalement plus de vingt ans et ses travaux considérables sur le Code civil et le Code pénal auxquels il s'était attelé marquèrent profondément les institutions japonaises.

Ni l'époque Meiji ni les conséquences de la guerre franco-prussienne de 1870 ne constituèrent une rupture complète par rapport aux coopérations brièvement énoncées ici. Au-delà du coup d'arrêt porté, en raison des circonstances, à la collaboration entre le Second Empire de Napoléon III et le shogunat Tokugawa, la France ne fut certainement pas rejetée de l'archipel et le gouvernement Meiji reprit ou fit perdurer toutes les coopérations majeures pour la modernisation du Japon. S'il est évident que cette double rupture marqua la fin d'une aventure française dans l'archipel (jamais une autre période de l'histoire n'aura autant lié le destin des deux pays), l'élan de modernisation qui persévéra durant tout le XIX<sup>e</sup> siècle au Japon permit un grand nombre de continuités. Il n'y eut donc pas une véritable chute de la position française dans le pays à la fin du Second Empire. Le seul véritable basculement eut lieu pendant la période, et précisément avant la chute du shogunat Tokugawa. Aussi lorsque le marquis de Moustier – arrivé récemment à la tête du Quai d'Orsay – répudia et mit un terme à la politique de Léon Roches en 1867, il est peu probable qu'il était conscient des occasions qui se présentaient pour son pays dans cette région lointaine de l'Extrême-Orient. Richard Sims, qui analyse les relations politiques franco-japonaises de 1858 à 1895, voit donc dans Léon Roches le seul diplomate occidental qui n'avait pas ce « manque d'imagination »<sup>20</sup> qui empêchait tous les autres d'engager une diplomatie audacieuse. En dehors de ce riche épisode de 1864-1867 cependant, la France se caractérise par son attitude attentiste, négative et relativement peu ambitieuse. Il n'en reste pas moins que par l'importance de son parcours pour le Japon pré-moderne, et sans qu'il s'en soit toujours rendu compte, le Second Empire ne peut et ne doit être détaché de l'histoire de l'ouverture et de la modernisation du Japon.

---

<sup>20</sup> Richard Sims, *French policy towards the Bakufu and Meiji Japan...*, *op. cit.*, p. 303.

# Les origines du Conseil de coopération du Golfe, 1979-1981

OLIVIER MARTZ

---

## Résumé

Fondé le 25 mai 1981, le Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG), encore appelé Conseil de coopération du Golfe (CCG), rassemble les six pétromonarchies de la péninsule Arabique : Oman, le Qatar, l'Arabie saoudite, le Koweït, Bahreïn ainsi que les Émirats arabes unis.

**Mots-clés** : Conseil de coopération du Golfe – Guerre froide – Iran-Arabie saoudite – Organisations régionales – Dialogue Euro-Golfe.

## Abstract

### *The origins of the Gulf Cooperation Council, 1979-1981*

*Founded on May 25<sup>th</sup>, 1981, the Cooperation Council for the Arab States of the Gulf (GCC), also known as Gulf Cooperation Council (GCC), brings together the six oil monarchies of the Arabian Peninsula, Oman, Qatar, Saudi Arabia, Kuwait, Bahrain and the United Arab Emirates.*

**Keywords:** *Gulf Cooperation Council – Cold War – Iran-Saudi Arabia – Regional Organizations – EU-Gulf Dialogue.*

Similaire à d'autres organisations régionales<sup>1</sup>, l'activité du Conseil de coopération des États arabes du Golfe (CCEAG) se structure, comme le stipule sa charte, autour de différents organes<sup>2</sup>. Deux fois par an, le conseil

---

<sup>1</sup> Le présent article est le compte rendu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2, sous la direction de Laurence Badel, « La genèse du Conseil de coopération du Golfe », soutenu en 2014 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<sup>2</sup> Olivia Blachez, « Conseil de coopération du Golfe », *Les clés du Moyen-Orient*, 2011 [Mis en ligne le 17 janvier 2011 ; consulté le 1<sup>er</sup> juin 2015] : <http://www.lesclesdumoyenorient.com/Conseil-de-cooperation-du-Golfe.html>.

suprême rassemble ainsi les chefs d'État des six monarchies. Ces derniers doivent notamment y fixer les grandes lignes de la politique que doit suivre le Conseil de coopération du Golfe. Les ministres des Affaires étrangères se réunissent, pour leur part, tous les deux mois afin d'élaborer des projets communs et préparer les travaux du conseil suprême. Basé à Riyad, le secrétariat général s'assure quant à lui du bon fonctionnement du CCEAG. Il joue également un rôle d'expertise par la réalisation d'études sur de très nombreux sujets.

### Le conseil de coopération du Golfe : évolutions depuis 1981

Depuis sa création, les efforts de coopération et de coordination du Conseil de coopération du Golfe (CCG), s'ils ont concerné de multiples domaines, ont surtout porté sur des aspects économiques<sup>3</sup>. Dès novembre 1981, soit quelques mois seulement après l'établissement du CCG, est ainsi ratifié l'*Accord économique unifié*. Actualisé en 1993, ce dernier vise à la mise en place d'une zone de libre-échange entre les six monarchies. Au cours des années 1980 et 1990, d'autres textes importants sont adoptés, que ce soit celui instaurant une *Politique agricole commune* en 1985 ou une *Stratégie industrielle* la même année. La coopération entre les États membres du CCG prend également place au niveau militaire, afin de faire face aux menaces qui touchent alors la région. L'année 1984 voit ainsi l'établissement du fameux *Bouclier de la Péninsule*. Constitué par les armées nationales des différentes monarchies, ce dernier s'apparente alors

---

<sup>3</sup> Pour tout ce qui touche aux différents domaines de coopération au sein du Conseil de coopération, voir par exemple Reyadh Alasfoor, « The Gulf Cooperation Council: Its Nature and Achievements. A political analysis of regional integration of the GCC States (1979-2004) » thèse soutenue sous la direction de M. Lars-Göran Stenelo, Université de Lund (Suède), 2007.

beaucoup à une force de déploiement rapide dont la mission principale est de venir en aide à un État membre menacé. Les six monarchies entendent également s'associer pour assurer leur sécurité intérieure. De nombreuses mesures sont ainsi décidées pour permettre une plus grande coordination de leurs services de renseignement. Cette coopération entre les États membres dans le domaine de la sécurité intérieure semble d'ailleurs effective : en 2011, confronté à d'importantes manifestations chiites, le gouvernement bahreïni demande l'aide du CCG. Des troupes saoudiennes et émiriennes sont alors rapidement déployées à Manama afin d'aider à la stabilisation du pays<sup>4</sup>.

Mais l'établissement du *Bouclier de la Péninsule* ou d'un *Accord économique unifié* ne doit pas tromper : la coopération et la coordination promues par le CCG, outre de rencontrer de nombreuses difficultés, restent encore aujourd'hui particulièrement fragiles. Exemple parmi d'autres, les querelles entre monarchies sont nombreuses : en mars 2014, l'Arabie saoudite, les Émirats Arabes Unis et Bahreïn décident ainsi de rappeler leurs ambassadeurs installés au Qatar, ce dernier pays étant alors accusé de soutenir les Frères musulmans<sup>5</sup>.

## Une organisation méconnue

Bien que cette organisation régionale ait été ces derniers mois largement médiatisée, particulièrement au moment de la visite du président François

---

<sup>4</sup> « Les pays du Golfe envoient des soldats à Bahreïn pour soutenir le régime », *Le Monde*, 2011 [Mis en ligne le 14 mars 2011 ; consulté le 10 juin 2015] : [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/03/14/le-pouvoir-accepte-de-discuter-mais-maintient-la-pression-au-bahreïn\\_1492592\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2011/03/14/le-pouvoir-accepte-de-discuter-mais-maintient-la-pression-au-bahreïn_1492592_3218.html).

<sup>5</sup> « L'Arabie saoudite, Bahreïn et les Émirats rappellent leur ambassadeur au Qatar », *Le Monde*, 2014 [Mis en ligne le 6 mars 2014 ; consulté le 10 juin 2015] : [http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/03/06/l-arabie-saoudite-bahreïn-et-les-emirats-rappellent-leur-ambassadeur-au-qatar\\_4378515\\_3218.html](http://www.lemonde.fr/proche-orient/article/2014/03/06/l-arabie-saoudite-bahreïn-et-les-emirats-rappellent-leur-ambassadeur-au-qatar_4378515_3218.html)>.

Hollande à Riyad en mai 2015 ou de celle du secrétaire d'État américain John Kerry à Doha peu après la signature de l'accord sur le nucléaire iranien en juillet de la même année, ses origines restent néanmoins méconnues.

Hormis quelques études universitaires, la bibliographie sur le CCG en langue française est presque inexistante<sup>6</sup>. À l'inverse, si elle est pléthorique en langue anglaise, celle-ci est loin d'être parfaite. Nombre d'auteurs américains ou britanniques présentent en effet la fondation du Conseil de coopération du Golfe comme le seul résultat de causes externes graves touchant directement la stabilité des monarchies du Golfe, que ce soit la révolution iranienne de 1979, le déclenchement de la guerre entre l'Iran et l'Irak en 1980 ou encore la politique agressive de l'URSS ou des États-Unis dans la région<sup>7</sup>. Ce raisonnement intellectuel, s'il n'est pas entièrement faux, peine cependant à expliquer la naissance du CCEAG.

Il n'existe que très peu d'archives françaises sur la genèse du Conseil de coopération du Golfe<sup>8</sup>. À n'en pas douter, cela traduit le peu d'intérêt et,

---

<sup>6</sup> On peut citer un exemple caractéristique : Maïdi Hmida, « Le Conseil de coopération du Golfe », mémoire de maîtrise soutenu à l'université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 1984.

<sup>7</sup> On retiendra notamment : Charles Tripp, « Regional Organizations in the Arab Middle East », in Louise Fawcett, Andrew Hurrell (dir.), *Regionalism in World Politics. Regional Organization and International Order*, Oxford, Oxford University Press, 1995 ainsi que Matteo Legrenzi, « Did the GCC make a difference? Institutional realities and (un)intended consequences » in Cilja Harders et Matteo Legrenzi (dir.), *Beyond Regionalism? Regional cooperation, Regionalism and Regionalization in the Middle East*, London, Ashgate Publishing Company, 2008.

<sup>8</sup> Pour la réalisation de ce mémoire, j'ai consulté les fonds du Centre des archives diplomatique de Nantes (CADN) des ambassades de Bahreïn (403/PO/1/46, 47, 68, 69, 70, 72, 73, 74), d'Arabie saoudite (200/PO/1/25, 27, 28, 29) et des Émirats Arabes Unis (4/PO/1/25). Les archives de l'ambassade de France à Koweït City, dans la mesure où ces dernières ont été détruites lors de l'invasion irakienne du Koweït en 1990, n'y sont pour leur part pas conservées. Je me suis également rendu aux archives du ministère des Affaires étrangères de la



dans une certaine mesure, le mépris des diplomates de l'époque pour cette nouvelle entreprise régionale<sup>9</sup>. Le plus souvent produits par le secrétariat général du CCG, de rares documents soutiennent cependant l'idée que cette dernière structure trouve ses origines dans « une longue tradition de contacts et de coopération des peuples du Golfe remontant au début de l'Islam<sup>10</sup> ». Il s'agit là d'une tentative de légitimation de cette organisation par l'histoire, d'une rhétorique destinée à justifier l'apparition de ce conseil. Cette rhétorique offre malgré tout de nouvelles pistes de réflexion et pose la question des réelles causes expliquant la naissance de cette structure régionale. En effet, peut-être que le Conseil de coopération des États arabes du Golfe ne s'explique pas seulement par les dangers externes de la politique des grandes puissances dans la région, comme le théorisent trop souvent les politologues américains, mais également en raison de facteurs internes auxquels sont confrontées les monarchies depuis le début des années 1970.

## Le régionalisme comme réponse aux déstabilisations intérieure et extérieure

À partir de 1979, les monarchies doivent faire face à de multiples dangers, que ce soit dans leur environnement régional, international mais également interne.

---

Courneuve (AMAE) où j'ai principalement consulté les séries « Généralités MO » (En cours de construction, carton n°402, 403, 404, 405), « Arabie saoudite » (1428/INVA/1, 9, 12, 22, 23, 27, 34, 42), « Koweït » (1675/INVA/361, 363, 364, 368, 373, 375)).

<sup>9</sup> Ce fut le sentiment exprimé par M. Pierre Morizot en novembre 2013, ambassadeur de France dans le sultanat d'Oman entre 1979 et 1981.

<sup>10</sup> Centre des archives diplomatiques de Nantes [ci-après CADN], Bahreïn, carton n°46, *Second GCC Summit*, novembre 1982.

### *La révolution islamique et l'invasion de l'Afghanistan*

Le début de l'année 1979 voit l'éclatement de la Révolution iranienne puis, quelques jours plus tard, l'établissement d'une République islamique. Si les monarchies du Golfe souhaitent dans un premier temps entretenir de bonnes relations avec cette dernière, celle-ci apparaît cependant rapidement comme une véritable menace. Le nouveau pouvoir iranien et certains ayatollahs multiplient en effet leurs accusations et condamnations à l'égard des monarques de la péninsule. Par différents moyens, ils s'efforcent également d'exporter leur révolution sur l'autre rive du Golfe, poussant parallèlement les importantes minorités chiites présentes dans les monarchies à renverser les familles au pouvoir. Quelques mois seulement après la révolution iranienne, les monarques de la région assistent, impuissants, à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS. Cet événement est alors une réelle source d'inquiétudes : il place en effet l'armée rouge à quelques centaines de kilomètres seulement des États de la péninsule, les bombardiers soviétiques menaçant maintenant directement les puits de pétrole du Golfe. Au cours de la même période, d'autres événements viennent renforcer l'instabilité de la zone, que ce soit la signature des accords de Camp David en 1979 mais surtout l'éclatement de la guerre entre l'Iran et l'Irak à l'automne 1980.

### *La politique des grandes puissances*

La volonté déclarée de certaines puissances de s'imposer dans la péninsule Arabique constitue une seconde menace pour les États de la rive occidentale du Golfe. Les monarques s'inquiètent ainsi du dynamisme de l'Amérique qui, pour protéger ses approvisionnements en pétrole et lutter contre l'URSS, se montre décidée à établir une Force de déploiement rapide (FDR). Cette politique agressive de Washington provoque évidemment une réponse de l'Union soviétique : en décembre 1980, Leonid Brejnev n'hésite pas à proposer un plan en cinq points pour assurer la paix et la sécurité dans le Golfe. Cette proposition, si elle ne recueille

aucunement l'adhésion des monarchies, fait cependant courir le risque d'une escalade pouvant déboucher, à terme, sur un conflit entre les deux grands au Moyen-Orient. Dans le même temps, la Grande-Bretagne apparaît désireuse de revenir en force dans une région qu'elle a pourtant abandonnée en 1971. Enfin, la Communauté économique européenne entend aussi profiter des événements violents qui inquiètent les monarchies pour se rapprocher de ces dernières. Le 15 janvier 1980, Hans-Dietrich Genscher, alors ministre ouest-allemand des Affaires étrangères, suggère ainsi l'établissement d'accords de coopération avec les six monarchies et l'Irak, c'est-à-dire l'instauration d'un dialogue Euro-Golfe<sup>11</sup>. Devant participer à la stabilisation de la région allant de la Turquie au Golfe d'Oman, notamment suite à l'invasion de l'Afghanistan par l'URSS, ces accords visent à la mise en place d'une coopération économique la plus large possible entre les États arabes du Golfe et les Neuf. La collaboration dans le domaine commercial, la coopération industrielle et technique en vue du développement et de la diversification des économies de la région ainsi que des dispositions relatives au placement des capitaux des États de la péninsule sont autant d'éléments qui, pour Hans-Dietrich Genscher, doivent se trouver à la base d'un dialogue Euro-Golfe<sup>12</sup>. Les questions énergétiques tiennent également une place importante dans ces accords. Le ministre ouest-allemand des Affaires étrangères prévoit ainsi la mise en place d'une commission mixte devant assurer une consultation régulière entre la CEE et les États du Golfe pour tout ce qui touche au pétrole<sup>13</sup>. Enfin, ces accords doivent aussi comprendre des clauses évolutives, afin de permettre des développements

---

<sup>11</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères [ci-après AMAE], Service de coopération économique, 446INVA/1356, *Note relative aux relations CEE/Pays du Golfe*, 27 février 1980.

<sup>12</sup> AMAE, Direction ANMO, Généralités MO (1980-1982), 402, *Rapports avec les pays du Golfe*, 17 janvier 1980.

<sup>13</sup> *Id.*

ultérieurs<sup>14</sup>. La proposition d'Hans-Dietrich Genscher d'établir un dialogue Euro-Golfe provoque immédiatement l'enthousiasme de la plupart des États membres de la CEE même si certains pays, à l'exemple de la France, entendent limiter l'emballement de Bruxelles sur cette question, surtout lorsque la Grande-Bretagne envisage l'adjonction d'un volet politique. De plus, les États de la région se montrent rapidement hostiles à cette proposition : pour Saddam Hussein en effet, celle-ci n'est qu'une manœuvre de la CEE destinée à « affaiblir et diviser encore davantage la nation arabe<sup>15</sup> ». Plutôt que l'établissement d'un nouveau dialogue, Bagdad préfère la poursuite des contacts entre la CEE et les États du Golfe dans le cadre du dialogue Euro-Arabe<sup>16</sup>. Cette opposition de l'Irak influence directement l'attitude des monarchies du Golfe à l'égard de la proposition Genscher : Bahreïn, dont la position avait été dans un premier temps encourageante, décide de se rétracter<sup>17</sup>. Quant à l'Arabie saoudite, elle préfère se taire<sup>18</sup>. De fait, la proposition d'Hans-Dietrich Genscher est un échec.

### *Une fragilité à l'intérieur*

Enfin, dans leur environnement intérieur, les monarches se sentent également menacés. En ce début des années 1980, les conséquences pernicieuses d'un développement économique toujours plus effréné, rendu possible grâce à la formidable augmentation des revenus pétroliers depuis l'embargo de 1973, se font toujours plus sentir. Les migrants, arrivés dans les États du Golfe pour participer aux chantiers qui fleurissent chaque jour

---

<sup>14</sup> *Id.*

<sup>15</sup> AMAE, Direction ANMO, Généralités (1980-1982), 402, *Proposition Genscher de coopération Euro-Golfe*, 31 janvier 1980.

<sup>16</sup> AMAE, Direction ANMO, Généralités (1980-1982), 402, *Relations CEE-Pays du Golfe*, 18 février 1980.

<sup>17</sup> AMAE, Direction ANMO, Généralités (1980-1982), 402, *Relations CEE-Pays du Golfe*, 27 février 1980.

<sup>18</sup> *Id.*

dans les monarchies, sont d'abord toujours plus nombreux. Les quelques données chiffrées relatives à la composition de la population des États de la rive occidentale du Golfe en ce début des années 1980 soulignent en effet la faiblesse de la population nationale en comparaison des allogènes<sup>19</sup>. En 1979, en Arabie saoudite, sur une population totale de cinq millions d'individus, les étrangers représentent ainsi presque 2 500 000 personnes, dont une forte proportion de Yéménites (1 500 000), d'Égyptiens (200 000), de Jordaniens (100 000) ou encore d'Indiens et de Pakistanais<sup>20</sup> (200 000). Cette population étrangère semble d'ailleurs rapidement augmenter : en 1981, elle représente ainsi plus de trois millions d'individus<sup>21</sup>. Situation tout aussi préoccupante au Qatar où la population totale, s'élevant à environ 190 000 personnes, ne rassemble pour sa part que 60 000 nationaux<sup>22</sup>. Cette masse d'étrangers inquiète toujours plus les monarches : outre de constituer un potentiel facteur de contestation et de subversion, ils mettent de plus en plus en danger l'identité arabe et islamique des États de la rive occidentale du Golfe<sup>23</sup>. Au sein des populations nationales, les divisions sont aussi considérables, qu'elles soient économiques ou idéologiques. En Arabie saoudite, la plus importante est sûrement celle opposant les modernistes et les traditionnalistes sur la nature et les finalités du développement économique. C'est aussi, sans aucun doute, la plus dangereuse : à l'hiver 1979, ce sont bien des traditionnalistes qui prennent la Grande Mosquée

---

<sup>19</sup> Voir à ce sujet l'article de Serge de Klebnikoff, « Les travailleurs immigrés de la péninsule », in Pierre Bonnenfant (dir.), *La péninsule Arabique d'aujourd'hui*, Paris, Éditions du Centre national de la recherche scientifique, 1982, p. 158-159.

<sup>20</sup> AMAE, Direction ANMO, Arabie saoudite, carton n°1, *Arabie saoudite : situation intérieure*, 10 mai 1979.

<sup>21</sup> AMAE, Direction ANMO, Arabie saoudite, carton n°1, *Dossier du voyage présidentiel. Situation intérieure de l'Arabie saoudite*, 13 septembre 1981.

<sup>22</sup> CADN, Bahreïn, carton n°74, *Fiche composée sur le Qatar*, s.d.

<sup>23</sup> AMAE, Direction ANMO, Arabie saoudite, carton n°1, *Du recensement et des problèmes démographiques en Arabie saoudite*, 6 juillet 1976.

de La Mecque pour faire entendre leurs revendications. Les critiques, innombrables, sont également toujours plus dures vis-à-vis des familles au pouvoir. Ces dernières sont notamment accusées de se réserver les principaux emplois au sein de l'administration ou de ne pas respecter les obligations d'un islam rigoriste.

Confrontées à de multiples dangers, les monarchies du Golfe, loin de faire preuve de passivité, décident, en ce début des années 1980, d'un certain nombre de mesures pour se protéger.

Afin d'assurer leur sécurité et celle de leur région, les pétromonarchies décident d'abord d'équilibrer leurs relations avec les deux Grands en prenant également leurs distances avec Londres et Bruxelles. Elles entendent aussi renforcer l'efficacité de leurs services de renseignement tout en adoptant des mesures toujours plus sévères pour limiter le nombre d'étrangers présents sur leur territoire. Afin de faire taire les contestations, certains gouvernements, particulièrement celui d'Arabie saoudite, se montrent toujours plus généreux à l'égard des nationaux. Enfin, les monarchies décident également d'assurer une plus grande coordination entre elles. Le 25 mai 1981 est ainsi fondé le Conseil de coopération du Golfe. Dès sa naissance, le CCG apparaît ainsi comme une solution parmi d'autres pour faire face aux dangers qui menacent alors les États de la rive occidentale du Golfe, au même titre que le renforcement de la sécurité intérieure ou la lutte contre les communautés étrangères. Cela explique sûrement pourquoi cette structure régionale fonctionne aujourd'hui particulièrement mal.

# Les consuls issus de la France d'outre-mer face à la décolonisation de Madagascar, 1958-1961

IVAN RAKOTOVAO

---

## Résumé

L'indépendance de Madagascar fut proclamée le 26 juin 1960. Six hommes issus de l'administration coloniale française furent désignés pour devenir les premiers consuls de France sur l'Île rouge. L'installation des postes consulaires fut laborieuse. L'expérience et les connaissances du territoire de ces consuls furent déterminantes pour la réussite de cette entreprise. En effet, l'enjeu était de taille : il fallait protéger plus de 67 000 Français et éviter un potentiel exode vers la métropole.

**Mots-clés :** Consul de France – France d'outre-mer – Décolonisation – Madagascar – Relations internationales.

## Abstract

### ***The French Consuls Facing Decolonisation in Madagascar, 1958-1961***

*On the 26<sup>th</sup> of June 1960, Madagascar's independance was proclaimed. Six French former colonial officials were chosen to become the first consuls of France on the Red Island. The establishment of the consulates was rough but successful thanks to the experience and the local knowledge of the consuls. Indeed, the protection of more than 67 000 French nationals in Madagascar and the risk of numerous repatriations were at stake.*

**Keywords:** *French consul – French colonial officials – Decolonization – Madagascar – International relations.*

L'indépendance de Madagascar fut proclamée le 26 juin 1960. Le risque d'une importante vague de retours en France pointait à l'horizon si rien n'était fait<sup>1</sup>. Il fallait alors protéger 67 000 Français, propriétaires de

---

<sup>1</sup> Le présent article est issu du mémoire réalisé dans le cadre d'un Master 2 Histoire des relations internationales et des mondes étrangers, sous la direction de Mme Laurence Badel, intitulé « La mise en place du réseau consulaire

maisons, de terres, d'entreprises potentiellement menacées par des revendications et des convoitises<sup>2</sup>. Six hommes, jadis chargés d'administrer les colonies françaises au sein de l'administration de la France d'outre-mer (ci-après FOM), furent déployés dans chaque chef-lieu de Madagascar et devinrent ainsi les premiers consuls de France dans le pays devenu indépendant. La création d'un réseau de consulats aussi étendu par des hommes extérieurs à la carrière consulaire, administrateurs de formation, a attiré notre attention. Nous nous sommes alors intéressés à ces consuls originaux, à leur expérience personnelle, à la vie quotidienne de leur chancellerie et aux rapports qu'ils entretenaient avec leurs compatriotes et les autochtones afin de déterminer leur importance dans la décolonisation à Madagascar.

Nos recherches s'inscrivent dans le champ de l'histoire consulaire. Notre étude de la vie quotidienne des postes et du microcosme du corps diplomatique et consulaire à Madagascar vient s'ajouter à plusieurs travaux récents sur l'institution consulaire à travers l'histoire et dans différentes régions du monde<sup>3</sup>. Par ailleurs, la reconversion des administrateurs de la FOM en agents consulaires nous place à la jonction de l'histoire impériale et de l'histoire des relations internationales<sup>4</sup>. L'étude des interactions entre

---

français à Madagascar au moment de l'Indépendance : "les consuls de la FOM" face à l'urgence de la décolonisation (1958-1961) », soutenu en juin 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<sup>2</sup> Ce chiffre de 67 000 individus avancé par les autorités françaises est très approximatif. Il omet notamment l'important contingent des Comoriens. Notons qu'à cette époque où les Comores n'étaient pas encore indépendantes, les Comoriens étaient des citoyens à statut particulier, ressortissants de la République française.

<sup>3</sup> Cf. notamment Mathieu Jestin, « Le consulat de France à Salonique 1781-1913 », thèse soutenue sous la direction de M. Robert Frank, Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne, 2014 ; Jörg Ulbert, Gérard Le Bouëdec (dir.), *La fonction consulaire à l'époque moderne. L'affirmation d'une institution économique et politique (1500-1800)*, Rennes, Presses universitaires de Rennes, 2006.

<sup>4</sup> Cf. notamment sur les agents coloniaux, Véronique Dimier, *The Invention of a European Development Aid Bureaucy. Recycling Empire*, Basingstoke, Palgrave Macmillan, 2014.



les consuls et leurs administrés nous apporte surtout un nouveau regard sur la communauté française de Madagascar : la vision des consuls eux-mêmes.

Les archives des consuls conservés au Centre des Archives diplomatiques de Nantes constituent la base de cette étude. La richesse des fonds qu'ils ont laissés – correspondances, télégrammes, rapports d'activités et notes diverses – nous a permis de retracer avec une grande précision leurs premières années d'activité. En revanche, le point de vue unilatéral de ces sources constitue la principale limite de nos recherches car il ne nous a pas été possible de traiter la réception par les Malgaches de l'activité consulaire.

## Des administrateurs de la FOM expérimentés

Les premiers consuls avaient l'avantage de connaître le terrain et d'être acclimatés aux conditions de vie rigoureuses imposées par l'Île rouge. Tous avaient déjà fait leurs armes dans l'administration de la FOM et la plupart avaient auparavant occupé une fonction administrative sur la Grande Île. Ces hommes avaient des parcours différents. Certains avaient servi au Haut-Commissariat général (ci-après HCG) comme Roland Veyrent, Fernand Merle et Gilbert Saron qui avaient occupé des postes divers allant du service de l'information au cabinet du Haut-Commissaire général<sup>5</sup>. Après l'indépendance, ces derniers furent désignés consuls de France respectivement à Majunga, Tulear et Fianarantsoa. D'autres avaient exercé en tant que chefs de circonscription comme Alfred Frémolle qui dirigea la province de Fianarantsoa avant d'être nommé consul général de France à

---

<sup>5</sup> Situé à Tananarive, le HCG était l'organe administratif central à la tête du territoire malgache. André Soucadaux fut le dernier Haut-Commissaire général à sa direction. Après l'indépendance, le HCG devint l'ambassade de France.

Tananarive et Joseph Léo Nativel qui remplissait la fonction de chef du district de Nosy-Be avant d'être envoyé à Tamatave.

Ces consuls de la FOM durent apprendre le métier sur le tas. La spécificité de la fonction de consul imposait à ces administrateurs de faire preuve de sérieuses capacités d'adaptation et d'une grande polyvalence. Les consuls étaient amenés à s'occuper de nombreuses tâches administratives telles que l'instruction des demandes de passeports, visas, rapatriements et naturalisations. De plus, ils devaient remplir les fonctions d'officiers d'état-civil. Il fallait aussi garder le contact avec le terrain en effectuant des tournées régulières en brousse, ce qui n'est jamais évident dans ce vaste pays aux voies de communication insuffisantes et dégradées par le climat tropical. Les chefs de poste s'appuyaient sur une équipe réduite pouvant varier, selon l'importance de la communauté française de leur circonscription, de deux secrétaires à une petite dizaine de collaborateurs. Également novice dans la gestion d'un poste consulaire, ce personnel de bureau était malgré tout imprégné des réalités locales, plusieurs agents ayant exercé auparavant dans l'administration du territoire. L'ambassade de France à Tananarive et les autorités parisiennes accompagnèrent les équipes consulaires dans l'installation de leur poste. Ils leur prodiguaient conseils et instructions et mettaient à leur disposition des notices et documents techniques expliquant le fonctionnement d'un consulat. Les inspecteurs envoyés par le Quai d'Orsay apportèrent des conseils et correctifs bienvenus, et les réunions périodiques des consuls à l'ambassade de France renforcèrent la cohésion du réseau.

Ainsi, les autorités françaises avaient confié à ces hommes de la FOM un projet ambitieux : celui de mettre en place un réseau consulaire ayant vocation à couvrir l'ensemble du territoire en un minimum de temps. L'installation fut laborieuse ; toutefois, l'expérience et la disponibilité de ces hommes permirent d'ouvrir les chancelleries dans les mois qui suivirent l'indépendance. De leur côté, les consuls à Diego-Suarez, Tamatave, et Fianarantsoa étaient entrés en fonction dès le 26 juin 1960. Dans ces trois villes-clés, ceux-ci avaient littéralement anticipé la proclamation

d'indépendance en s'établissant quelques mois à l'avance en tant que délégués du HCG.

### Les délégués du HCG : anticiper l'indépendance ?

Le projet de détacher des délégués permanents du HCG en province avait été lancé au milieu de l'année 1959 et après plusieurs mois de tractations avec le gouvernement malgache, trois délégués entrèrent effectivement en fonction au début de l'année 1960 : Jacques Chenet à Diego-Suarez, Joseph Nativel à Tamatave et Gilbert Saron à Fianarantsoa<sup>6</sup>. Officiellement, ces hommes de terrain devaient représenter le HCG auprès des autorités locales et de la population dans les provinces, tout en se gardant d'interférer dans les affaires malgaches. De manière officieuse, ils servaient d'agents de renseignements si l'on en croit les rapports qu'ils ont laissés. Ils observaient la vie publique locale et surveillaient les partis et hommes politiques jugés extrémistes. À Tamatave par exemple, Joseph Nativel observait avec attention le Rassemblement national malgache (RNM) d'Alexis Bezaka et ses saillies nationalistes, tandis qu'à Tulear, Gilbert Saron s'inquiétait de la montée en puissance du leader nationaliste Monja Jaona qu'il qualifiait de « farouche raciste xénophobe et foncièrement francophobe<sup>7</sup> ». Les délégués portaient par ailleurs une attention particulière au moral de leurs compatriotes qui oscillait au rythme d'une vie politique malgache en ébullition.

Il n'est pas sûr que la mise en place des délégués ait eu pour but de poser les bases du réseau consulaire français. La conversion des délégués en consuls fut décidée quelques jours avant l'indépendance, à l'initiative du

---

<sup>6</sup> Notons que la République malgache fut proclamée le 14 octobre 1958. Les Malgaches purent ainsi disposer d'une administration malgache autonome pour les affaires internes.

<sup>7</sup> CADN, Tananarive, 1897-1985, carton 451, rapport politique du délégué Gilbert Saron pour le Haut-Commissaire général à Tananarive, n° 5, 11 avril 1960.

Haut-Commissaire général André Soucadaux qui proposa aux autorités parisiennes de « transformer, au moins de nom » les services des trois délégués en consulats<sup>8</sup>. En réalité, le détachement des délégués sur le terrain répondait à une peur du vide laissé par le démantèlement de l'administration française. Laisser les Français sans aucun moyen de protection n'était pas acceptable pour le HCG. André Soucadaux avait pressé l'installation de ses délégués qui étaient censés pallier le remplacement des chefs de provinces français par des Malgaches au milieu de l'année 1959 et ceci afin de « ne pas laisser périmer des positions indispensables au maintien d'un minimum de présence et d'influence française<sup>9</sup> ». Placer des délégués dans des régions à forte concentration française avait donc pour objectif principal de calmer les anxiétés et de désamorcer les éventuelles tensions intercommunautaires. Les bonnes relations que les délégués nouèrent avec les autorités malgaches locales participaient à la construction d'un avenir serein. L'institution de ces trois délégués du HCG pouvait pourtant apparaître comme réactionnaire au moment où le processus de décolonisation était lancé. Des réserves à leur encontre avaient pu être exprimées côté malgache, mais côté français, cette protection de type consulaire apporta un certain réconfort à toute une partie de la population en proie aux doutes et aux questionnements à quelques mois de l'indépendance.

### Faire face à des Français inquiets et tentés de quitter l'île

Dans les premières années d'indépendance, le contexte politique et le marasme économique dans lequel était plongé le pays n'encourageaient guère les Français à poursuivre leur vie à Madagascar. Les exploitations

---

<sup>8</sup> *Ibid.*, carton 447, télégramme du Haut-Commissaire général André Soucadaux à Tananarive adressé aux services de la Communauté à Paris, nomination des consuls de France, n° 374/375, 21 juin 1960.

<sup>9</sup> *Ibid.*, carton 57, télégramme du Haut-Commissaire général André Soucadaux au secrétariat général de la Communauté, n° 299/300, 20 juin 1959.

agricoles françaises recouvraient une bonne partie des terres arables de l'île. Les cultivateurs de café, poivre, vanille, raphia, ou encore de girofle, qui dépendaient grandement des exportations, souffraient de la chute des prix. La situation était critique pour de nombreux petits propriétaires fonciers. Accablés de dettes, ils peinaient à mettre en valeur leurs terres et ne pouvaient envisager un retour en France faute de moyens. Plusieurs entreprises en difficulté disparurent. D'autres comme la Compagnie Lyonnaise et la Société industrielle de l'Emyrne se résignèrent à réduire leur personnel. Ceci entraîna inévitablement une hausse du chômage auquel vinrent s'ajouter les licenciés victimes de mesures de malgachisation du personnel. Le repli des capitaux et le départ des étrangers à fort pouvoir d'achat n'incitaient pas à l'optimisme et l'idée de quitter Madagascar était devenu un « leitmotiv » parmi les Français<sup>10</sup>, d'autant plus que, dans certaines provinces, des familles rencontraient des difficultés à scolariser leurs plus jeunes enfants dans des établissements dispensant un enseignement français de qualité, du fait de la malgachisation de l'enseignement. De plus, les classes de l'enseignement public devenaient surchargées, se révélant incapables d'absorber le flux de nouveaux élèves malgaches, conséquence de la politique de scolarisation du gouvernement. Les établissements privés rencontraient le même problème. Le manque de perspectives d'avenir pour les jeunes et la dégradation de la qualité de vie étaient autant de raisons qui encourageaient les familles à quitter Madagascar. En outre, les déclarations nationalistes des partis d'opposition malgaches et les rumeurs de spoliations finissaient de saper le moral des Français.

Afin de prévenir tout mouvement de panique, les consuls s'efforçaient d'entretenir un contact étroit avec leurs ressortissants. Pour cela, ils pouvaient compter sur leurs consuls honoraires. Ces derniers, membres de la communauté française installés dans d'importants foyers de peuplement,

---

<sup>10</sup> *Ibid.*, carton 451, rapport sur l'état d'esprit des collectivités françaises dans la province par le consul Gilbert Saron pour l'ambassadeur de France à Madagascar, n° 160/S, 21 décembre 1961.

souvent influents et respectés, assuraient la liaison entre leurs compatriotes et les postes, et gardaient un œil sur les affaires locales au profit des consuls de France<sup>11</sup>. Pour renforcer le poids de la communauté française dans la vie locale, les Français étaient incités à se rassembler au sein d'associations. Quelques comités de réflexion et associations françaises d'entraide, officieusement chapeautés par les consuls avec la bénédiction de l'ambassade, virent le jour. Toutefois, le contexte politique et le sentiment nouveau d'être étranger dans une ancienne colonie incitaient à la prudence et n'encourageaient pas la forte minorité française à se singulariser davantage. Les Français étaient pourtant de moins en moins représentés dans les institutions locales – Conseil municipal, chambres de commerce, etc. – et nombreux furent ceux qui se tournèrent vers les consulats qui paraissaient les plus à même de défendre leurs intérêts. Les postes consulaires furent d'ailleurs très sollicités aux débuts des années 1960 et il pouvait devenir difficile pour les consuls de maintenir un contact régulier avec le terrain. Les hommes et les femmes qui servaient sous leurs ordres ne suffisaient plus pour répondre aux nombreuses demandes de documents de voyage, de transcriptions d'actes d'état-civil, et d'attestations en tous genres. À Tananarive notamment, le consul général Alfred Frémolle affirmait se démener avec ses deux assistants et une poignée de secrétaires pour répondre aux demandes croissantes de leurs administrés à l'été 1961 :

J'ai cependant usé de divers expédients pour faire flèche de tout bois, employant le concierge à tenir le bureau de renseignements, le cuisinier et le boy serveur du consul général à faire office de plantons pendant les heures de bureau. [...] Pour soulager mes collaborateurs, je m'astreins moi-même à des travaux de bureau qui devraient normalement leur revenir, et cette obligation de parer au plus pressé, à laquelle nous sommes constamment confrontés, m'empêche d'avoir tous les contacts personnels qui seraient souhaitables avec l'ensemble de la colonie française<sup>12</sup>.

---

<sup>11</sup> Neuf consuls honoraires étaient répartis sur le territoire à la fin de l'année 1961.

<sup>12</sup> *Ibid.*, carton 458, lettre du consul général de France Alfred Fémolle à l'ambassadeur de France à Tananarive, n° 882/CGF, 3 juillet 1961.

## Limiter les départs et œuvrer pour l'amitié franco-malgache

En dépit des craintes d'un flux incontrôlé de départs, les consuls ne furent pas dépassés par une quelconque fuite des Français de Madagascar. Les autorités françaises exclurent d'ailleurs toute idée d'un rapatriement massif. Selon leurs chiffres, les premières vagues de départs furent composées principalement d'agents de l'assistance technique au service de l'État malgache, touchés par les mesures de malgachisation et qui pouvaient bénéficier d'un rapatriement par l'État français. Envisager un départ s'avéra plus compliqué pour ceux qui avaient investi tous leurs biens sur l'île. La question de l'hébergement et du reclassement professionnel en métropole n'était pas chose évidente et un rapatriement aux frais de l'État n'était accordé que sous certaines conditions. Par conséquent, beaucoup de Français ne purent quitter la Grande Île faute de moyens, et les plus modestes sombrèrent dans la précarité. Les chancelleries ne disposaient pas encore de services d'assistance sociale à la fin de l'année 1961 et, souvent, les consuls ne pouvaient que constater la détresse des plus miséreux.

L'horizon n'était pourtant pas totalement sombre. Les rapports entre Français et Malgaches étaient restés corrects dans l'ensemble de l'île. Le président de la République malgache Philibert Tsiranana, qui avait engagé son pays sur la voie de la coopération avec la France, encourageait les Français à rester. La province de Majunga, dont était originaire le président, donnait d'ailleurs au consul Roland Veyrent toutes les raisons de croire en l'avenir de l'amitié franco-malgache. En effet, la province resta un havre de paix où les Français vivaient avec les autochtones dans un climat apaisé à l'abri des mesures de malgachisation, ne se sentant pas étrangers eux-mêmes<sup>13</sup>. Des incidents sporadiques venaient cependant rappeler aux

---

<sup>13</sup> Les Français demeurèrent très présents notamment dans l'administration et la vie économique de la province. Ils devaient pallier le manque de cadres

consuls que cette symbiose demeurerait fragile. Piliers de l'amitié franco-malgache, les consuls surent mettre à profit les fêtes et cérémonies officielles pour rapprocher les communautés, et n'hésitèrent pas à intervenir auprès de leurs compatriotes lors d'écarts de conduite, prévenant ainsi tout accrochage. Les plus téméraires se rendaient directement sur le terrain et multipliaient les actions culturelles pour promouvoir l'amitié franco-malgache. Ce fut le cas de Gilbert Saron qui ne comptait pas ses efforts dans la province de Fianarantsoa. Lui qui érigea son consulat en Centre culturel franco-malgache et qui monta un « spectacle de conférence dialoguée » à Fianarantsoa et à Manakara en 1961, se faisait une haute idée de l'outil culturel :

Dans cette région, où préoccupations politiques priment malheureusement sur tous autres sujets d'intérêt, d'une façon directe chez les Malgaches, et diffuse chez les Français, j'ai acquis la certitude que le seul dérivatif pour les uns et les autres, c'est l'action culturelle neutre et gratuite (à tous points de vue). C'est également le seul terrain où l'on peut faire se rencontrer, en toute amitié, les deux collectivités, sans arrière-pensée<sup>14</sup>.

En choyant l'amitié franco-malgache, le consul Saron contribua à la réussite de la décolonisation en douceur voulue par la France, quand bien même lui et ses compagnons de la FOM purent paradoxalement représenter la persistance d'un ordre ancien : en effet, les fonctions nouvelles de consul furent exercées par les mêmes personnes en place sous la colonisation. La seconde génération de consuls issue du Quai d'Orsay qui arriva sur l'île après 1963 allait s'efforcer d'éliminer les reliquats de l'époque coloniale<sup>15</sup>. L'esprit aventurier de la FOM qui avait fondé le

---

malgaches ; cf. *op. cit.*, carton 454, monographie sur la circonscription consulaire de Majunga, rapport annuel 1961.

<sup>14</sup> *Ibid.*, carton 451, lettre du consul de France Gilbert Saron à l'ambassade de France à Tananarive, programme culturel, n° 98/C, 16 avril 1962.

<sup>15</sup> Certains consuls issus de la FOM ont pu profiter de cette expérience pour poursuivre leur carrière au sein du corps des Affaires étrangères. Ainsi, Gilbert



réseau consulaire allait-il disparaître ? On pouvait s'attendre à un changement de style avec l'arrivée des hommes issus de l'ENA, de l'École libre des sciences politiques et des diplomates en provenance des chancelleries du nord. Eux aussi allaient devoir faire preuve de sérieuses capacités d'adaptation pour prendre en mains des postes aussi exigeants dans le contexte instable d'un processus de décolonisation qui se poursuivrait encore pendant de longues années.

---

Saron et Fernand Merle ont intégré l'administration centrale du ministère des Affaires étrangères dans les années qui suivirent leur mission à Madagascar.



# Des livres nazis ?

## Les romans de guerre recommandés par l'*Amt Rosenberg*

SYLVAIN DELPEUT

---

### Résumé

Que nous disent les recommandations bibliographiques de l'*Amt Rosenberg*, officine nazie active dans les années 1930, de la mémoire de la Grande Guerre portée par le mouvement hitlérien ? L'étude des textes, mais aussi des paratextes (préfaces, illustrations, postfaces, etc.) de ce corpus endogène montre le peu de coloration nationale-socialiste de ces livres. Même prise en charge par les nationaux-socialistes, la mémoire de la Première Guerre mondiale demeure strictement nationaliste.

**Mots-clés** : Mémoire – Première Guerre mondiale – Paratexte – national-socialisme – Romans de guerre.

### Abstract

#### *Nazi books?*

#### *Amt Rosenberg's war novels*

*Did the Nazis presented a special message concerning the memory of the Great War ? Studying Amt Rosenberg's bibliographical recommendations, WWI appears as the place of a strictly nationalistic message : Nazi discourses are not to be found, neither in the text, nor in the paratexts.*

**Keywords**: Memory – WWI – Paratexte – National Socialism – War Novels.

En 1938<sup>1</sup>, les services d'Alfred Rosenberg, l'« idéologue en chef d'Hitler<sup>2</sup> » à l'influence néanmoins toute relative<sup>3</sup>, publient une

---

<sup>1</sup> Le présent article est issu du dernier chapitre du mémoire de Master 2 intitulé « Les livres d'une mémoire : la littérature de guerre du nazisme », réalisé sous la direction d'Alya Aglan et Nicolas Offenstadt, et soutenu en juin 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

<sup>2</sup> Ernst Piper, *Alfred Rosenberg, Hitlers Chefideologe*, Munich, Pantheon Verlag, 2007.

bibliographie intitulée *400 Livres pour librairies nationales-socialistes (Vierhundert Bücher für nationalsozialistische Büchereien)*. Divisée thématiquement en treize grands chapitres, elle recense des œuvres dont elle recommande la lecture et la vente. À chaque fois, titre, auteur(s), année, lieu et maison d'édition, prix et nombre de pages sont indiqués. L'une des parties les plus importantes est celle consacrée au « temps de la Guerre mondiale et de l'après-guerre ». Elle répertorie 66 ouvrages, dont une majorité de « narrations romancées » : romans, nouvelles, mais aussi journaux romancés, comme les œuvres d'Ernst Jünger. Cette catégorie se distingue des véritables journaux, qui retranscrivent jour par jour des événements de façon beaucoup plus directe, ainsi que des mémoires, chroniques et ouvrages scientifiques. Au total, près de la moitié des œuvres appartient à l'ensemble des « narrations romancées » (27 sur 66). Parmi elles, neuf traitent de l'après-guerre, 17 autres du conflit proprement dit<sup>4</sup>. Ce sont ces dernières que nous avons choisi d'étudier.

Elles sont le fruit du travail de seize « écrivains »<sup>5</sup>, parmi lesquels on retrouve des noms connus tels que Walter Flex, Werner Beumelburg, Ernst Jünger, Hans Zöberlein mais aussi des auteurs oubliés tels qu'Hermann Thimmermann et Hans H. Grote. L'examen approfondi de leurs textes a permis de tirer une première série de constats, au fondement de cet article. Tout d'abord, ces ouvrages proposent une mémoire essentiellement tournée vers le front de l'ouest et l'infanterie, autrement dit vers les tranchées. C'est une orientation qui se retrouve à l'échelle de l'ensemble des 66 œuvres consacrées au « temps de la Guerre mondiale

---

<sup>3</sup> Reinhard Bollmus, *Das Amt Rosenberg und seine Gegner. Studie zum Machtkampf im nationalsozialistischen Herrschaftssystem*, Stuttgart, Deutsche Verlag-Anstalt, 1970, p. 9.

<sup>4</sup> L'unité manquante est le roman d'Edwin E. Dwinger, *Zwischen Weiss und Rot*, Léna, Diederichs Verlag, 1930. De fait, son intrigue se déroule pendant la guerre civile russe, qui n'entre pas dans notre propos.

<sup>5</sup> Cf. Roland Barthes, « Écrivains et Écrivants », in *Essais Critiques*, Paris, Seuil, 1964, p. 147-148. Pour l'écrivain, la parole n'est qu'un moyen au service d'une fin : témoigner, expliquer, enseigner.

et de l'après-guerre ». Ensuite, les auteurs de ces narrations romancées appartiennent à une même génération : ils sont nés entre 1891 et 1899, à l'exception de W. Flex et d'Anton Bossi-Fredigotti. Ce dernier, né en 1901, est le seul à ne pas avoir participé aux combats. Par ailleurs, la grande majorité d'entre eux s'est engagée volontairement dans l'armée. Cela témoigne d'une position particulière vis-à-vis du conflit et achève de faire l'unité de ce groupe. Or, leurs œuvres, pourtant recommandées par l'*Amt Rosenberg*, ne se distinguent pas par un contenu particulièrement national-socialiste. À cet égard, on ne peut pas parler de littérature nazie. Même dans les textes – nombreux – écrits dans les années 1930, on ne trouve à aucun moment de rhétorique nazie. De façon assez analogue à ce qu'observent Rainer Rother et Florian Kotscha au sujet des films de guerre du III<sup>e</sup> Reich<sup>6</sup>, les *topoi* du mouvement, tels la hantise du judéo-bolchevisme, sont absents.

Cela dit, cette observation ne concerne que les contenus littéraires. Qu'en est-il de leurs contenants : les objets matériels que sont les livres sont-ils davantage marqués par l'idéologie ? On se dirige ainsi vers une étude de ce que Gérard Genette a nommé le *paratexte*<sup>7</sup>. Il s'agit, de tout ce qui, dans le livre, fait sens et est susceptible d'orienter la lecture : préfaces, postfaces, mais aussi illustrations et peut-être aussi les caractères. Or, ces éléments évoluent dans le temps : chaque réédition est l'occasion d'un nouvel encadrement du texte par le paratexte. Dans le cas de nos narrations, observe-t-on un uniforme paratextuel destiné à encadrer idéologiquement ces œuvres ? On se propose d'étudier successivement les différents lieux du paratexte : les caractères, les illustrations et

---

<sup>6</sup> Cf. Rainer Rother, « Gesäuberte Perspektiven : die filmische Weltkriegs-Inszenierung im Nationalsozialismus » et Florian Kotscha, « Der Erste Weltkrieg im nationalsozialistischen Spielfilm : Karl Ritters 'Unternehmen Michael' (1937) », in Gerd Krumeich (éd.), *Nationalsozialismus und Erster Weltkrieg*, Essen, Klartext Verlag, 2010.

<sup>7</sup> Gérard Genette, *Seuils*, Paris, Seuil, 1987.

couverture, et enfin le texte sur le texte, *id est* les postfaces, préfaces et jaquettes.

### L'impasse de la *Fraktur*

G. Genette range les choix typographiques parmi les éléments ayant une « valeur paratextuelle<sup>8</sup> ». Ainsi, pour bon nombre de lecteurs d'aujourd'hui, découvrir des pages en écritures gothiques évoque l'époque où la croix gammée flottait au-dessus de l'Allemagne. Pourtant, il n'est pas du tout certain que les écritures gothiques soient nazies.

Silvia Hartmann s'est intéressée au débat qui s'est tenu en Allemagne autour du choix des caractères entre 1881 et 1941<sup>9</sup>. Elle note que l'accession des nationaux-socialistes au pouvoir entraîne une forte augmentation de l'utilisation des écritures gothiques et en particulier de la *Fraktur* : entre 1932 et 1936, la part des livres qui optent pour celle-ci passe de 44% à 60%<sup>10</sup>. Son utilisation par les éditeurs juifs est même interdite par le ministère de la Propagande en 1937<sup>11</sup>. Aussi la *Fraktur* apparaît-elle comme l'écriture du *Reich*, par opposition aux caractères latins. Mais dès le début de la guerre, cette tendance commence à changer. En mars 1940, J. Goebbels demande que tous les matériaux de propagande destinés à l'étranger soient présentés en *Antiqua* (c'est-à-dire dans les caractères latins en cours aujourd'hui) dans un souci de lisibilité.

---

<sup>8</sup> Gérard Genette, *op. cit.*, p. 12.

<sup>9</sup> Silvia Hartmann, *Fraktur oder Antiqua. Der Schriftstreit von 1881 bis 1941*, Francfort-sur-le-Main, Berlin, Peter Lang, Europäischer Verlag der Wissenschaften, 1998.

<sup>10</sup> *Ibid.*, p. 137.

<sup>11</sup> Friedrich Beck, « Schwabacher Judenlettern », in Botho Brachmann (*et al.*), *Die Kunst des Vernetzens*, Berlin, Verlag für Berlin Brandenburg, 2006, p. 258.

Un an plus tard, le 3 janvier 1941, une circulaire secrète émanant de l'*Obersalzberg* fait de l'*Antiqua* la nouvelle écriture du *Reich*. Elle indique que l'écriture gothique se compose en réalité de « lettres de juifs de Schwabach » (*Schwabacher Judenletter*), du nom de la localité dont sont originaires ces caractères<sup>12</sup>.

Dans ces conditions, quelle signification donner à l'utilisation de la *Fraktur* ? Il est impensable de cataloguer tout texte en gothique dans une mouvance nationaliste – *völkisch* – nazie. Un texte réédité en 1942 en *Antiqua* est-il plus nazi parce qu'il suit à la lettre les recommandations du *Führer*, alors que jusqu'alors faire le choix de l'*Antiqua* peut précisément être interprété comme une prise de distance vis-à-vis de l'idéologie du régime ? En somme, il semble hasardeux de tenter de tirer de solides conclusions des caractères utilisés, d'autant que de nombreux livres cumulent les deux : titre en *Antiqua* puis texte en *Fraktur*. En revanche, les couvertures, elles, sont le lieu d'énoncés picturaux plus immédiats.

## Couvertures et illustrations : aux premières impressions du lecteur

Disons-le d'emblée, les couvertures illustrées conservées jusqu'à aujourd'hui ne sont pas la règle. En fait, il semble que, souvent, une jaquette en papier ait été le support d'illustrations. Malheureusement, la fragilité du matériau et son caractère amovible en font un objet rare, « comme constitutivement éphémère<sup>13</sup> ».

Néanmoins, parmi les quelques livres à couverture illustrée retrouvés, un cas retient particulièrement l'attention : le roman de W. Beumelburg, *Gruppe Bosemüller*. L'édition de 1938 par le Gerhard Stalling Verlag est

---

<sup>12</sup> *Ibid.*, p. 252.

<sup>13</sup> Gérard Genette, *Seuils...*, *op. cit.*, p. 16.

illustrée d'un dessin représentant la section du sous-officier Bosemüller dans un cratère d'obus. On compte six *Feldgrau*e dont les visages ne peuvent être distingués. Autour d'eux, la guerre fait rage mais aucun soldat ennemi n'est visible. Au fond c'est une illustration fidèle du contenu du roman. Les soldats ne sont pas dans les tranchées, ils sont véritablement au milieu du champ de bataille, tout à fait isolés et ne peuvent donc compter que sur eux-mêmes en s'entraïdant : c'est un livre de camaraderie. Leur isolement total de leurs lignes, et notamment de l'*Etappe* [le poste de commandement] rappelle la façon singulière dont est présentée la camaraderie Outre-Rhin : rassemblant les soldats du front, elle exclut catégoriquement les occupants de l'*Etappe* et les Allemands de l'arrière<sup>14</sup>.

Toutefois, la couverture originale, celle des dix premiers milliers d'exemplaires, est illustrée tout à fait différemment : on y voit la silhouette d'un soldat se dresser à côté d'un obstacle de barbelés. Les bras levés vers le ciel, il semble tomber en arrière ; il est seul. Le message dégagé par cette illustration de 1930 est radicalement différent de celui de 1938 : le soldat est toujours anonyme mais il est esseulé, frappé par un ennemi invisible. Ce n'est donc pas sur la camaraderie, aspect social de l'expérience du combat, que la couverture insiste, mais sur la violence du front et la mort. On a ici un cas très intéressant d'évolution du contenu signifiant de la couverture en l'espace de huit ans – huit années marquées par l'arrivée au pouvoir des nationaux-socialistes. Mais si ce que suggère la couverture évolue vers une image positive de la guerre et vers une représentation particulière de la camaraderie, le contenu nazi de cette évolution ne saute pas aux yeux.

Les autres couvertures illustrées que nous avons pu observer contiennent généralement des indications assez neutres sur le roman. Sur l'exemplaire

---

<sup>14</sup> Alexandre Lafon, *La camaraderie au front. 1914-1918*. Paris, Armand Colin / Ministère de la Défense, 2014, p. 61.



de *Der Sturm auf Langemarck* que nous avons étudié<sup>15</sup>, on peut voir un jeune soldat allemand montant à l'assaut de Langemarck : il porte son paquetage, son casque et tient son fusil devant lui, prêt à faire feu. Penché en avant, la bouche entrouverte, il semble progresser difficilement. En arrière-plan, on aperçoit les tombes d'un cimetière qui annonce le sort des jeunes soldats. C'est là une indication sur le contenu, qui ne dit pas grand-chose de la *manière* dont il faut lire le livre.

Les autres couvertures présentent des dessins beaucoup plus simples et aux dimensions restreintes. Ainsi, un casque d'acier troué traversé d'une jeune pousse de chêne est visible sur la couverture de *Der Glaube an Deutschland*, d'Hans Zöberlein<sup>16</sup>. Rappelons que le chêne fut longtemps considéré par les Allemands comme leur arbre national. Pour une fois, il y a donc un contenu idéologique clair, quoique simplement nationaliste : à travers la défaite et l'épreuve violente du feu, le peuple allemand renaît.

En somme, la couverture illustrée est un objet rare, mais précieux : elle recèle des indices sur le sens voulu par l'éditeur et/ou l'auteur. Susceptible d'évoluer dans le temps, elle renseigne sur l'utilité d'une œuvre à un moment donné. Ce faisant, elle participe de son historicisation : elle contribue à écrire l'histoire du texte. C'est parce que le titre ne possède pas ce caractère changeant qu'on a choisi de ne pas s'y intéresser ici, bien qu'il appartienne lui aussi au paratexte installé sur la couverture : donné une fois pour toutes, il n'évolue pas. Quoi qu'il en soit, on n'a pas affaire ici à des énoncés picturaux particulièrement nazis ; ils sont au mieux nationalistes. Mais une fois passée la page de couverture, s'ouvrent les pré- et postfaces, elles aussi chargées d'informations. On y ajoute ici les éléments textuels présents sur les jaquettes.

---

<sup>15</sup> Hermann Thimmermann, *Der Sturm auf Langemarck*, Munich, Knorr und Hirth, 1942.

<sup>16</sup> Hans Zöberlein, *Der Glaube an Deutschland. Kriegserleben von Verdun bis zum Umsturz*, Munich, Zentralverlag der NSDAP, 1942.

## Préfaces, postfaces et jaquette : le texte sur le texte

La préface est un texte placé en tête du livre, avec pour vocation de le présenter. L'auteur y indique les raisons pour lesquelles il a écrit son œuvre, les positions qu'il a suivies. Or, on retrouve parfois ici des motivations politiques et/ou idéologiques. Il en est de même dans la postface, ultime texte du livre et lieu d'une mise en perspective : on y tisse des liens avec le présent. Enfin, on trouve sur la jaquette des éléments signifiants issus de l'*épitexte* : s'agissant essentiellement de coupures de presse, ils se situent initialement à « l'extérieur du livre »<sup>17</sup>. Ici, on se propose de faire une typologie des contenus de ces « textes sur le texte ».

Tout d'abord, neuf volumes sont parfaitement exempts de ces éléments. Si une éventuelle jaquette a pu être égarée au fil des années, les préfaces et postfaces, elles, sont absentes depuis toujours.

La première véritable catégorie est celle des paratextes au discours nationaliste. Le cas de *Der Sturm auf Langemarck*, de H. Thimmermann est à cet égard très intéressant. Le début de sa préface est assez neutre, et date de la première édition. Mais une deuxième partie s'ouvre ensuite, séparée visuellement du reste du texte par une étoile. Il s'agit d'un ajout daté de juillet 1940. Thimmermann y célèbre la victoire sur la France, reprenant sans le nommer le slogan de l'époque : *und ihr habt doch gesiegt!* (« et finalement, vous avez gagné »). L'ancien combattant dresse une continuité : « Ce qu'autrefois nous n'avions pas réussi, en dépit de notre dévouement amer : les héritiers l'ont fait<sup>18</sup> ». Il complète ceci avec la dernière phrase de son texte : « ceux qui reposent dans le cimetière de

---

<sup>17</sup> Gérard Genette, *Seuils...*, *op. cit.*, p. 12.

<sup>18</sup> Hermann Thimmermann, *Der Sturm...*, *op. cit.*, p. 4 : « Was wir damals nicht schaffen konnten : die Erben haben es geschafft ».

Langemarck ne sont pas morts pour rien<sup>19</sup> ». Juste avant, il n'a pas manqué de rendre hommage à la jeune armée et à son « *Führer* réellement [*wahrhaft*] grand ». On voit ici tout l'intérêt historique de l'étude des paratextes, qui adaptent les œuvres aux circonstances. Mais en dépit d'une référence appuyée à Adolf Hitler, le contenu idéologique est uniquement nationaliste. Il en est de même chez W. Flex<sup>20</sup>, H.H. Grote, J.M. Wehner.

En revanche, H. Stellrecht<sup>21</sup>, H. Zöberlein et E. Wittek<sup>22</sup>, eux, ont inséré dans leurs volumes des textes au contenu idéologique beaucoup plus orienté vers le nazisme. Le cas le plus intéressant est peut-être celui du livre d'Hans Zöberlein, *Der Glaube an Deutschland*. Rappelons que cet auteur compte parmi les premiers soutiens du mouvement et a participé au *putsch* de 1923. Son roman se voit honoré d'un mot d'introduction d'Hitler lui-même, daté de 1931. D'après lui, dans l'œuvre de Zöberlein la *Kameradschaft*, on « entend battre le cœur du front ». L'auteur de *Mein Kampf* y parle d'« immortelles victoires », utilisant le pluriel à défaut de pouvoir célébrer *la* victoire. Il reprend ici le slogan « vaincu sur le champ de bataille », qui va de pair avec la thèse du coup de poignard dans le dos : les troupes ont vaillamment combattu et tenu le front jusqu'au bout, jusqu'à la trahison d'un arrière bolchevisé et enjuivé. Hitler note dans une phrase assez obscure que la « question sociale » émerge elle aussi dans le récit. Il fait vraisemblablement référence aux débats entre le narrateur-héros et des individus pacifistes, qu'Hitler nomme les « compagnons sans patrie ». Enfin, le souci de continuité, de pont de génération apparaît ici aussi : Hitler parle d'abord d'un « héritage spirituel » [*Vermächtnis*] puis d'un « legs »

---

<sup>19</sup> *Ibid*, p. 4 : « Die auf dem Friedhof zu Langemarck liegen, sind nicht umsonst gestorben ».

<sup>20</sup> C'est son frère, Martin, qui rédige cette postface du *Wanderer zwischen beiden Welten*.

<sup>21</sup> Helmut Stellrecht, *Trotz allem! Ein Buch der Front*, Munich, Lehmann, 1931.

<sup>22</sup> Erhard Wittek, *Durchbruch anno 18. Ein Fronterlebnis*, Stuttgart, Franckh'sche Verlagsbuchhandlung, 1933.

[*Erbe*]. En définitive, on observe ici la reprise des grands thèmes du souvenir nazi. Mais cette préface est vierge de conceptions raciales et idéologiques. La *Weltanschauung* nazie n'y transparait pas complètement.

Il en est de même chez E. Wittek. La postface et les avis lisibles sur la jaquette de *Durchbruch anno 18* justifient néanmoins sa place dans cette catégorie. La première est un modèle du genre. Datée du 2 septembre 1933, elle crée une impression de continuité directe en s'ouvrant sur le souvenir du *Führer* du 1<sup>er</sup> bataillon Steinmetz, dont il est question dans le roman, pour se fermer sur l'expression de la reconnaissance vis-à-vis du *Führer* du *Reich*. Ne craignant pas de passer pour opportuniste, l'auteur y dit tout son « regret » [*Reue*] et sa « faute » [*Schuld*] de n'avoir pas saisi dès le départ la portée du message hitlérien et de s'en être tenu à l'écart. Or, d'après lui, l'Allemagne doit à cet « unique homme » d'être « brusquement redevenue pure » [*rein*]. Cela dit, le contenu des lignes suivantes est essentiellement nationaliste : le *Reich* a retrouvé sa place. Ici, les concepts qui manquaient au roman sont présents, en particulier celui de *Führertum* [fait de commander], qui d'après l'auteur définit le livre. Il est rejoint en ceci par le quotidien du parti, la *Völkischer Beobachter*, et par le *Deutscher Wille*<sup>23</sup> dont des avis sont imprimés sur la jaquette. Ils louent la *Führertum* mais aussi le « socialisme du front » [*Sozialismus der Front*], au fondement de la nouvelle « communauté du peuple » [*Volksgemeinschaft*]. Ce livre donne l'exemple, bien qu'esseulé, d'un uniforme paratextuel venant donner un sens national-socialiste à un récit qui ne se distinguait pas par sa teneur idéologique.

En d'autres termes, on est ici face à une littérature et à des livres qui ne se caractérisent pas par un ancrage explicite dans la pensée nazie. On

---

<sup>23</sup> Il s'agit d'une revue littéraire berlinoise créée en 1922, à parution annuelle au moment de l'élaboration de cette jaquette. Voir Thomas Dietzel et Hans-Otto Hügel, *Deutsche literarische Zeitschriften 1880-1945: Ein Repertorium*, Berlin, Walter de Gruyter, p. 325.

pourrait en conclure que le degré de pénétration du champ littéraire par le nazisme est très superficiel : les mots d'ordres du mouvement restent à la lisière des romans, ne s'exprimant que partiellement dans les paratextes. On est ainsi tenté de penser que la mémoire de la Première Guerre mondiale est, dans le discours national-socialiste, le lieu d'un message nationaliste, et uniquement nationaliste. Du reste, certains auteurs de ce corpus ont ensuite écrit des romans sur l'immédiat après-guerre et sur l'entre-deux-guerres nettement plus marqués idéologiquement : le souvenir de la lutte des corps francs contre *Spartakus* et du combat politique vers l'accession au pouvoir permettent, eux, un discours binaire articulé contre le judéo-bolchevisme<sup>24</sup>. En fait, cette brochure de l'*Amt Rosenberg* est l'expression d'une *Aneignung* ou appropriation : les nazis se saisissent du nationalisme traditionnel, socle culturel assez largement consensuel. Quant au paratexte, c'est un objet d'étude très riche : évoluant au fil des rééditions, il est susceptible de changer radicalement et de suggérer des sens très différents pour une même œuvre.

---

<sup>24</sup> Cf. Hans Zöberlein, *Der Befehl des Gewissens. Ein Roman von der Wirren der Nachkriegszeit und der ersten Erhebung*, Munich, Zentralverlag der NSDAP, 1937 et Otto Paust, *Nation in Not* et *Land im Licht*, Berlin, Wilhelm Limpert, 1941.



# La guerre civile libanaise : conflit civil ou guerre par procuration ? 1970-1982

**MARWA EL BOJEMI**

---

## **Résumé**

Cet article apporte quelques éléments de réponse quant à la définition de la guerre libanaise de 1975 à 1990. Celle-ci est sans aucun doute une guerre civile, car elle oppose des civils ayant pris les armes, mais en prenant du recul, il s'avère que ce conflit ne s'y résume pas car les grandes nations avoisinantes comme la Syrie ou Israël, ont manipulé les différents acteurs du conflit libanais au profit de leurs intérêts personnels.

**Mots-clés** : Liban – Guerre civile – Guerre par procuration – Conflit israélo-arabe – Proche-Orient.

## **Abstract**

### ***The Lebanese War: Civil Conflict or Proxy War? 1970-1982***

This article provides some answers regarding to the definition of the Lebanese war of 1975 to 1990. This is without a doubt a civil war because it opposes civilians who took up arms, but taking a step back, it turns out that this conflict does not resume into a « simple » civil war since large surrounding nations such as Syria or Israel have handled the various actors of the Lebanese conflict in favour of their personal interests.

**Keywords**: Lebanon – Civil war – Proxy war – Arab-Israeli conflict – Middle East.

Le 12 novembre 2015, Beyrouth connaît son attentat le plus meurtrier depuis 1990<sup>1</sup>. Ce dernier, revendiqué par l'État Islamique (E.I.) et perpétré par des Libanais, laisse à nouveau planer la menace d'un déchirement civil

---

<sup>1</sup> Le présent article est le prolongement du mémoire « La guerre civile libanaise 1970-1982 », rédigé dans le cadre d'un Master 2 sous la direction du professeur Alya Aglan, soutenu en septembre 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne.

au pays du Cèdre. En effet, avec la guerre civile syrienne, la faillite de l'Irak, l'« Intifada des couteaux » en Israël, et les attaques djihadistes aux frontières nord du Liban, tous les ingrédients sont réunis pour que le Liban s'engouffre dans une nouvelle spirale de violence.

Le Liban, pays d'un impensé quant à la définition des frontières, doit ses délimitations actuelles aux accords Sykes-Picot signés pendant la Première Guerre mondiale. On peut considérer que c'est une « création française » puisque c'est la France qui a doté le Liban de sa constitution, de son armée, de ses institutions démocratiques et de ses frontières pendant la période mandataire<sup>2</sup>. C'est donc sous l'administration du général Gouraud en 1921 que le Liban se met en marche vers la modernité occidentale. Puis sous l'égide du diplomate Henry de Jouvenel en 1925, le Liban se dote d'une constitution, largement inspirée de la Constitution française de la III<sup>e</sup> République, instaurant le confessionnalisme. Ce système distribue proportionnellement le pouvoir politique aux différentes communautés religieuses du pays, 17 au total. Par conséquent, en 1926, les chrétiens — majoritaires — dirigent le pays selon l'article 8 et 9 de la Constitution libanaise. Par ailleurs, le confessionnalisme reconnaît institutionnellement toutes les communautés religieuses du pays et abandonne le droit privé au profit du statut personnel des religions<sup>3</sup>. Nous pouvons parler ici d'une forme de laïcité inclusive. Ainsi, la France a réussi à installer en Orient un État majoritairement chrétien et donc, par la même occasion, à empêcher la création d'une Grande Syrie majoritairement musulmane<sup>4</sup>. Le 22 novembre 1943 le Liban accède à l'indépendance et devient la République libanaise. Mais l'après-guerre voit aussi la création d'un nouvel État dans la région en 1948 : Israël. La plupart des pays arabes de la

---

<sup>2</sup> Le mandat français au Liban commence le 28 avril 1920 et se termine avec l'indépendance du Liban le 22 novembre 1943.

<sup>3</sup> Articles 8 et 9 de la Constitution Libanaise.

<sup>4</sup> Service Historique de la Défense, Série Q<sup>5</sup> 15, Secrétariat Général de la Défense Nationale, division du Renseignement, dossier n°4 : Notes et fiches d'information du Centre d'Exploitation du Renseignement 1956-1978.



région le considèrent comme un État illégitime et lui déclarent la guerre. C'est le début officiel du conflit israélo-arabe qui va continuellement déstabiliser la région en général et le Liban en particulier. En plus des difficultés extérieures liées au conflit israélo-arabe, le Liban connaît dès son indépendance son lot d'épreuves qui font chanceler l'unité et l'identité libanaises. Le Pacte National, qui prend forme lors du discours d'investiture du président Béchara El-Khoury, réaffirme l'arabité du Liban tout en assumant le caractère particulier du pays résidant dans sa population multiconfessionnelle. Ce *modus vivendi* s'illustre dans la répartition des plus hautes fonctions de l'État entre les différentes confessions religieuses : le président doit être chrétien maronite et le Premier ministre musulman sunnite. Le confessionnalisme est bien ancré dans la vie institutionnelle et démocratique libanaise mais le Pacte National est fragile et chancelle tout au long de l'histoire du Liban moderne, comme par exemple en 1958 lorsque le pays fut au bord d'un conflit.

Avant toute chose, il nous faut définir ce qu'est la guerre mais il apparaît compliqué d'en donner une définition universelle. Ninon Grangé dans son ouvrage *De la guerre civile*<sup>5</sup> explique qu'il n'est pas possible de ranger une guerre dans une seule catégorie. Selon elle, la guerre se définit avant tout par le rapport de force entre deux unités politiques. Ce concept d'unité politique est une notion philosophique qui définit une organisation politique plus ou moins élaborée. Elle se caractérise par une organisation interne homogène et par une activité externe à destination des autres unités politiques. Cette dernière correspond à l'aménagement des relations avec les différentes entités politiques, celles-ci allant de l'alliance à l'hostilité en passant par la neutralité. La prise de risque quant à la participation à un conflit met en danger la constitution même de l'unité politique, soit dans son unité, soit dans son existence. En effet, en cas de défaite à l'extérieur, l'unité politique n'est pas niée en tant que telle mais peut se disloquer sous le statut de vaincu. En cas de guerre interne, elle met en péril l'unité

---

<sup>5</sup> Ninon Grangé, *De la guerre civile*, Paris, Armand Colin, 2009.

politique qui se retrouve niée dans son unité. Toujours selon l'auteur, la guerre interne, la guerre civile est suicidaire car justement elle provoque la mort de l'unité politique.

Le paroxysme des tensions internes et externes est atteint le 13 avril 1975 lorsqu'éclate la guerre libanaise. Mais peut-on parler aujourd'hui d'une « réelle » guerre civile ? Nous nous sommes intéressés à des sources provenant du ministère des Affaires étrangères ainsi que du Service Historique de la Défense pour lesquelles nous avons eu la chance de bénéficier de la déclassification de deux cartons d'archives. Ces cartons nous ont permis de comprendre le conflit libanais à travers le prisme du Secrétariat Général de la Défense Nationale notamment sur l'importance du Liban pour la diplomatie française dans la région. Il s'agissait de tenter de définir le conflit libanais de 1975 à l'heure où l'historiographie libanaise elle-même n'a pas commencé à traiter cet événement. La preuve en est que 40 ans après le déclenchement des hostilités, il n'y a eu au Liban aucune commémoration officielle nationale et collective autour de ce moment charnière de l'histoire du pays. En revanche, il existe une historiographie française sur la guerre civile comme en attestent l'ouvrage de Nadine Picaudou, *La déchirure libanaise*<sup>6</sup> ou bien encore celui d'Ahmad Beydoun, *Itinéraires dans une guerre incivile*<sup>7</sup>. Il s'agira de voir au cours de l'article si la guerre libanaise correspond à la définition d'une guerre civile, c'est-à-dire une guerre interne à l'unité politique. Nous verrons aussi qu'elle est intrinsèquement liée aux ambitions de son voisin syrien. Enfin, nous nous demanderons si la guerre libanaise n'est pas, simplement, le prolongement d'un conflit israélo-arabe, c'est-à-dire une guerre par procuration – se définissant comme un conflit où deux pouvoirs s'affrontent, mais indirectement, en soutenant financièrement ou matériellement

---

<sup>6</sup> Nadine Picaudou, *La déchirure libanaise*, Bruxelles, Éditions Complexe, 1992.

<sup>7</sup> Ahmad Beydoun, *Le Liban, Itinéraire dans une guerre incivile*, Paris, Khartala, 1993.

d'autres puissances ou groupes militaires qui sont eux en conflit direct sur le terrain.

## La guerre civile : 1975-1976

En droit international humanitaire et selon la Croix-Rouge, les guerres se divisent en deux catégories. D'abord le conflit armé international, qui se définit par des opérations de guerre entre deux ou plusieurs États souverains. Le conflit armé non international, lui, survient quand des groupes opposés s'affrontent à l'intérieur du territoire d'un même pays. Ninon Grangé<sup>8</sup> parle de « ce mal absolu » comme du déchirement violent d'une cité, d'une société. Où se trouve la frontière entre un conflit international, qui peut avoir des conséquences internes et un conflit non-international ? C'est exactement à cette frontière poreuse que la guerre libanaise se situe.

Dès le début des années 1970, la classe politique libanaise se divise autour de la question de la présence palestinienne actée par les accords du Caire signés en 1969. Cette division se forme entre le Mouvement National<sup>9</sup>, coalition de gauche menée par Kamal Joumblatt, et les Phalanges, parti de droite nationaliste dirigé par Pierre Gemayel. À première vue politique et symbolique, la division va permettre aux deux partis de porter sur la scène publique leurs revendications politiques.

Ainsi le Mouvement National s'appuie sur le soutien à la cause palestinienne pour revendiquer l'unité arabe du Liban, la fin du confessionnalisme politique et l'égalité politique entre chrétiens et musulmans, c'est-à-dire la possibilité pour un Libanais musulman

---

<sup>8</sup> Ninon Grangé, *De la guerre civile, op. cit.*

<sup>9</sup> Coalition de partis et mouvement de gauche fondée en 1969.

d'accéder à la présidence de la République. À l'opposé, les Phalanges libanaises veulent protéger les intérêts des chrétiens au Liban en conservant le confessionnalisme ainsi que l'indépendance du pays face à l'impérialisme arabe, en particulier celui de la Syrie. La particularité de ces partis politiques réside dans le fait qu'ils entretiennent généralement des milices armées et entraînées. Cette division politique en apparence normale au sein d'une démocratie va être la cause du déchirement de la société libanaise à partir du 13 avril 1975. Il n'est pas question ici de faire une chronologie des événements marquant le début de la guerre, mais plutôt de voir comment se caractérisent les affrontements<sup>10</sup>.

L'attaque du bus du 13 avril 1975 est une attaque des Phalanges chrétiennes contre des réfugiés palestiniens, en réponse à une supposée provocation de la part des *fedayins*. Ce genre d'affrontement est courant dans les années 1970 au Liban mais celui du 13 avril dégénère en une bataille rangée. Des barricades se dressent dans les quartiers chrétiens de Beyrouth. Les combats opposent initialement les phalangistes aux *fedayins* qui seront rejoints par les progressistes libanais. Ces affrontements conduisent à la division de Beyrouth entre Beyrouth-Est et Beyrouth-Ouest, scission qui symbolise le déchirement politique des Libanais. La participation du Mouvement National aux combats montre clairement que les affrontements sont intrinsèquement libanais. De plus, bien qu'elle ne participe pas en tant que telle aux combats, l'armée éclate et les soldats rejoignent les rangs des milices armées.

Le morcellement de l'armée et de la capitale illustrent le déchirement de la société libanaise. L'armée n'assume plus son rôle de protection de la population, la division politique s'exprime par les armes, et les partis politiques utilisent la cause palestinienne pour la défense et la revendication de leurs propres intérêts politiques. Du jour au lendemain, des quartiers de Beyrouth qui étaient voisins se retrouvent séparés par une

---

<sup>10</sup> Denise Ammoun, *Histoire du Liban contemporain tome II 1943-1990*, Paris, Fayard, 1997.

ligne de démarcation imaginaire : la « rue de Damas ». Nous comprenons bien que, par ces affrontements, les partis politiques tentent soit de préserver leur pouvoir — c'est le cas des phalangistes — soit de le conquérir — c'est le cas du Mouvement National. C'est l'objectif même d'une guerre civile selon Ninon Grangé : « Dans une guerre civile, affirmer sa puissance consiste aussi bien en la conquête du pouvoir pour une faction qu'en la reconnaissance du simple droit à l'existence pour un groupe minoritaire<sup>11</sup> ».

Au printemps 1975, les deux grandes milices libanaises profitent de la déstabilisation politique créée par les combattants palestiniens pour se battre pour leurs intérêts et pour la conquête du pouvoir. En partant de la définition de Ninon Grangé, les événements se déroulant du 13 avril 1975 au 1<sup>er</sup> juin 1976 peuvent donc être définis comme une guerre civile.

## La guerre libanaise, une guerre impérialiste syrienne ?

La première année de la guerre libanaise correspond aux caractéristiques de la guerre civile. Toutefois, à l'été 1976, un nouvel acteur entre en jeu sur le champ de bataille : la Syrie. Dirigée par Hafez El Assad, voisine du Liban, elle fait partie des grandes puissances arabes. Et ses ambitions sont connues de tous.

En effet, aux yeux de son dirigeant et du parti Baas, le Liban est une construction territoriale et étatique totalement artificielle dont le territoire doit appartenir à la Grande Syrie, « Bilad al Sham ». Faute de pouvoir annexer le Liban, Hafez El Assad va exercer une certaine influence sur la vie politique libanaise et y intervenir régulièrement jusqu'à l'éclatement de la guerre. Lorsque celle-ci débute en avril 1975, la Syrie se range aux côtés

---

<sup>11</sup> Ninon Grangé, *De la guerre civile, op. cit.*, p. 33.

des progressistes libanais et de la résistance palestinienne, au nom du nationalisme arabe. Au niveau diplomatique, Hafez El Assad tente pourtant d'éteindre l'incendie en envoyant son ministre des Affaires étrangères, Abdel Halim Khaddam, afin d'apaiser les différents partis et acteurs en jeu ; il organise également des rencontres tripartites à Damas. Mais ces tentatives diplomatiques se soldent par des échecs. Sur le plan des affrontements, le parti des palestino-progressistes gagne largement du terrain sur celui des conservateurs-nationalistes. Cet ascendant militaire des palestino-progressistes inquiète les autorités syriennes. En effet, pour Hafez El Assad, la victoire trop nette d'un parti donnerait la possibilité à celui-ci de s'émanciper du joug syrien. La domination impérialiste syrienne sur le Liban en serait donc grandement diminuée, voire anéantie. C'est pour cette raison que la Syrie décide en juin 1976 de soutenir militairement les conservateurs-nationalistes dirigés par Pierre Gemayel. Le 1<sup>er</sup> juin, l'armée syrienne franchit la frontière syro-libanaise pour combattre aux côtés des milices chrétiennes<sup>12</sup>. Cette volte-face syrienne porte un coup dur aux palestino-progressistes. L'intervention militaire syrienne au Liban démontre la volonté du président syrien de satelliser le Liban pour en faire un « État vassal ».

L'expansion territoriale syrienne ne pouvant être acceptée par l'opinion internationale, la Syrie utilise les voies diplomatiques puis militaires pour maintenir le Liban sous domination. L'intervention militaire en faveur des conservateurs a porté ses fruits. De plus, cette intervention syrienne a été admise par tous les pays membres de la Ligue Arabe. En effet, avec la création de la Force Arabe de Dissuasion à l'automne 1976, la Ligue Arabe avalise le principe d'une intervention « arabe » au Liban. Au départ cette force, composée de soldats qualifiés de « casques verts », était constituée de contingents issus essentiellement de Syrie et des Émirats Arabes Unis ;

---

<sup>12</sup> Archives diplomatiques de Nantes, Ambassade de France à Beyrouth, carton 91/PO/C/1, les faits, les déclarations, les réactions Liban 1975-1976.

elle devient très vite presque exclusivement syrienne<sup>13</sup>. Enfin, la Syrie se sert du Liban comme d'une épée et d'un bouclier face à la menace israélienne : grâce à la présence sur place de la milice (la « Saïka »), la Syrie déstabilise officiellement le Liban et en particulier la frontière libano-israélienne<sup>14</sup>.

Pendant la guerre libanaise, la Syrie a usé de tous les outils à sa disposition pour établir sa domination sur le Liban. Elle est reconnue internationalement comme compétente, notamment par la Ligue Arabe, pour agir au Liban à travers la Force Arabe de Dissuasion. En ce sens, la guerre libanaise peut être considérée comme une guerre impérialiste dans le pays mais plus largement dans le Proche-Orient tout entier, notamment dans le cadre du conflit israélo-arabe.

La guerre libanaise par procuration : le prolongement du conflit israélo-arabe ?

L'une des causes de la guerre civile libanaise est la présence de la résistance palestinienne au Liban et son action contre l'État hébreu : la résistance palestinienne est présente au Liban et continue le combat contre l'État hébreu comme prévu par les accords secrets du Caire<sup>15</sup>. Après la défaite de la guerre des Six Jours, les actions palestiniennes contre Israël se sont multipliées, si bien que Tsahal a de nombreuses fois envoyé des

---

<sup>13</sup> Archives diplomatiques de Nantes, Ambassade de France à Beyrouth, carton 91/PO/C/37, Beyrouth le 10 novembre 1978, Note n°11/15, Note sur la sécurité intérieure et de la force arabe de dissuasion.

<sup>14</sup> Milice de résistance palestinienne composée de membres syriens.

<sup>15</sup> Accords secrets signés en 1970 entre le chef de l'armée libanaise Émile Boustany et Yasser Arafat sur la liberté d'action des *fedayins* palestiniens au Liban au Caire.

commandos à Beyrouth pour neutraliser les dirigeants palestiniens<sup>16</sup>. Les Libanais sont les victimes collatérales de ces combats palestino-israéliens, notamment les habitants du Sud-Liban, qui voient régulièrement leurs maisons détruites par les représailles israéliennes ou occupées par les *fedayins* palestiniens. Ces représailles provoquent un très fort ressentiment des populations locales envers les Palestiniens. C'est sur cette situation que repose le discours du parti des conservateurs-nationalistes emmené par les Phalanges, et c'est également elle qui va mener à la guerre.

Yasser Arafat et l'Organisation de Libération de la Palestine (OLP) prônent la reproduction du modèle sur lequel s'est construit le Liban pour un potentiel État en Palestine. En effet, ce multiculturalisme et la coexistence des religions au Liban sont les preuves de la possibilité d'un État où cohabiteraient des populations israéliennes et palestiniennes, juives, chrétiennes ou musulmanes<sup>17</sup>. C'est pourquoi la déstabilisation du Liban est vue par les Israéliens comme le moyen de développer un discours sécuritaire tout en affaiblissant la puissance militaire de l'OLP et en détruisant leur discours en faveur d'un État unique.

En analysant ces données, n'avons-nous pas affaire à une guerre *proxy*, une guerre par procuration ? La formule « war by proxy » a été utilisée pour la première fois par Zibnigniew Brzezinski, conseiller du président Jimmy Carter<sup>18</sup>. Elle désigne une guerre où deux pouvoirs s'affrontent, mais

---

<sup>16</sup> Service Historique de la Défense, Série S, Carton 13 S 40 : Le Liban et le conflit israélo-arabe, Secrétariat Général de la Défense Nationale, Ambassade de France au Liban, attachés de forces armées au ministre de la Défense française fait à Beyrouth le 19 Avril 1973 sur le raid israélien sur Beyrouth et Saïda.

<sup>17</sup> Service Historique de la Défense, Série S, Carton 13 S 40 : Le Liban et le conflit Israélo-Arabe, Secrétariat Général de la Défense Nationale, Ambassade de France à Tel-Aviv, aide-mémoire militaire israélien sur l'intervention en Syrie et au Liban.

<sup>18</sup> Zibnigniew Brzezinski, *Power and Principle: Memoirs of the National Security Adviser, 1977-1981*, New York, Farrar, Straus, Giroux, 1983. Voir également l'excellente synthèse de Maurice Vaïsse, *Les relations internationales depuis 1945*, Paris, Armand Colin, 2015.



indirectement, en soutenant financièrement ou matériellement d'autres puissances ou groupes militaires qui sont eux en conflit direct sur le terrain. Dans notre cas, nous savons qu'Israël a aussi bien soutenu militairement les partis nationalistes-conservateurs que les Phalanges ou l'Armée du Liban Sud (ALS), milice de Saad Haddad, ancien général chrétien de l'armée libanaise<sup>19</sup>. Ce soutien prend la forme de fournitures d'armes ou bien de formation militaire (notamment pour la milice Haddad). En soutenant les partis conservateurs, Israël entend bien neutraliser la résistance palestinienne au Liban tandis que les États arabes, Syrie en tête, utilisent les milices progressistes de gauche pour contrarier la stratégie israélienne. Bien évidemment, il est en pratique impossible d'obtenir une guerre par procuration pure car chaque groupe se bat pour ses propres intérêts, même s'ils sont soutenus par une puissance tierce.

Finalement, la guerre par procuration n'a pas duré longtemps. Israël décide d'entrer très concrètement dans le conflit libanais le 15 mars 1978 avec l'opération Litani. Celle-ci a pour objectif de protéger sa frontière nord en faisant reculer la résistance palestinienne au nord du fleuve Litani. Avec l'aide de l'ALS, Tsahal contrôle en six jours le Sud-Liban sans pour autant parvenir à faire cesser les attaques palestiniennes. Cette intervention, condamnée par la communauté internationale, provoque l'envoi d'une force d'interposition : la Force Intérimaire des Nations Unies pour le Liban (FINUL<sup>20</sup>). Forte d'un très important contingent français, sa mission est de remplacer les forces israéliennes stationnées au Sud-Liban afin de séparer les belligérants et rétablir la sécurité dans la région. La volonté israélienne d'annihiler la résistance palestinienne au Liban est la preuve que la guerre libanaise est également un prolongement du conflit israélo-arabe.

---

<sup>19</sup> Archives du ministère des Affaires étrangères, série Afrique du Nord et Moyen-Orient, sous-série Levant-Liban 1973-1982, 1835 INVA, carton 391, Dossier LA I 2-2, Beyrouth le 10 novembre 1978, note confidentielle n°2/15.

Il est extrêmement difficile de définir la guerre libanaise. C'est une guerre civile, car les combats se déroulent au sein de la société libanaise, entre différentes factions politiques. Toutefois, le facteur déclencheur de la guerre civile est la présence armée des Palestiniens au Liban. C'est aussi une guerre impérialiste syrienne, car l'influence de ce pays et la volonté d'Hafez El Assad d'étendre sa domination et de satelliser le pays du Cèdre ne fait aucun doute lorsqu'on analyse les raisons de son entrée en guerre au Liban. C'est enfin une guerre par procuration, car les deux puissances de la région s'affrontent au Liban en utilisant les partis en guerre. La Syrie essaye d'atteindre Israël à travers les Palestiniens et leurs alliés palestino-progressistes tandis que l'État hébreu tente de neutraliser la résistance palestinienne, que ce soit militairement ou politiquement. Finalement, donner une définition de ce conflit ne signifie pas de parvenir à une définition simple. La guerre libanaise est un phénomène guerrier complexe où s'imbriquent et s'articulent plusieurs combats, plusieurs conflits et de nombreux intérêts qui convergent et divergent. C'est peut-être là que réside la difficulté pour l'historiographie libanaise qui a bien du mal à écrire son histoire, au risque d'empêcher toute réconciliation nationale à l'avenir.

**« Voir en plus clair notre avenir radieux »**  
La Nouvelle Pensée gorbatchévienne, origines et influences,  
hommes et réseaux, 1956-1992

**SOPHIE MOMZIKOFF**

---

### **Résumé**

En février 1986, Mikhaïl Gorbatchev annonce son projet de Nouvelle Pensée. De 1986 à 1991, cette approche originale remet en question la ligne traditionnelle de la politique extérieure soviétique. Au plan théorique, la Nouvelle Pensée met fin au dogmatisme idéologique et signe l'adaptation des principes fondateurs du marxisme-léninisme au monde qui l'entoure. Au plan pratique, les actions politiques qui lui furent associées dans la seconde moitié des années 1980 bouleversèrent l'ordre mondial et remirent en question la stratégie globale de Moscou. Ce tournant gorbatchévien ne peut être compris sans le replacer dans un temps plus long et sans étudier les influences l'ayant rendu possible : celles des hommes et des réseaux, situés à la charnière des mondes politiques et scientifiques soviétiques, proposant depuis le milieu des années 1950 de nouvelles approches pour conduire les relations internationales.

**Mots-clés** : Gorbatchev – Nouvelle Pensée – Influence – Réseaux – Guerre froide.

### **Abstract**

**« See Brighter our Beaming Future »**

***Gorbachev's New Thinking, Origins and Influences, Men and Networks, 1956-1992***

*In February, the CPUS leader Mikhail Gorbachev announces his project of New Thinking. Between 1986 and 1991, this innovative approach challenges the old way to think international relations. In theory, the New Thinking overthrows the ideological dogmatism and adapts the founding principles of Marxism-Leninism to the present. On the practical side, the political actions undertaken on the behalf of « New Thinking » in the second half of the eighties turned the world order upside down and challenged Moscow's global strategy. Only a long term approach enables to understand the « Gorbachev turning point », as well as it reveals the influence of men and networks belonging to both scientific and political elite, who since the second half of the 1950's generated alternative approaches to guide international relations.*

**Keywords**: Gorbachev – New Thinking – Influence – Networks – Cold War.

En février 1986, Mikhaïl Gorbatchev qui occupe depuis une année le poste de Secrétaire général du parti communiste de l'Union soviétique (PCUS) énonce le nouveau programme du Parti pour l'URSS et pour le monde<sup>1</sup>. Le volet international de son rapport représente alors une vraie rupture avec le discours officiel du Kremlin. Gorbatchev propose en effet une « Nouvelle Pensée », censée servir de feuille de route idéologique pour les relations extérieures. Face aux métamorphoses d'un monde de plus en plus interdépendant et interconnecté, il devient urgent pour les États de s'entendre pour régler les questions brûlantes communes à l'humanité (les risques environnementaux, la menace nucléaire<sup>2</sup>). À la tribune de la grande salle du Palais des congrès du PCUS, Gorbatchev souligne l'urgence d'abaisser les arsenaux militaires des deux superpuissances à un niveau de « suffisance raisonnable ». En considérant le monde comme un espace auquel il fallait s'intégrer et non s'exclure, l'URSS repensait donc sa mission. Mais surtout, c'était le sens donné au discours qui était profondément modifié par Gorbatchev. L'idéologie n'était plus un corpus de dogmes fixes et immuables : elle devenait à l'inverse dynamique et ouverte, ses principes devant s'adapter aux réalités contemporaines.

Ce discours politique très novateur et les actions politiques qui lui furent associées bouleversèrent les relations internationales. La Nouvelle Pensée, cet objet idéologique non identifié qui paraissait si étranger à la planète soviétique, fut à l'époque scruté à la loupe par les observateurs

---

<sup>1</sup> Le présent article est tiré d'une thèse d'histoire contemporaine intitulée « Voir en plus clair notre avenir radieux. La Nouvelle Pensée gorbatchévienne, origines et influences, hommes et réseaux, 1956-1992 » soutenue le 4 décembre 2015 à l'Université Paris 1 Panthéon-Sorbonne et menée sous la direction de Mme Marie-Pierre Rey.

<sup>2</sup> Gorbatchev Fond (dir.), *Otvetchaya na vyzov vremeni, vnechniaia politika Perestroika : dokoumental'nyie svidietel'stva*, Moscou, Ves' Mir, 2010, p. 155.

occidentaux. Alors que certains la considéraient comme une version plus subtile et dangereuse de la propagande soviétique<sup>3</sup>, destinée à dire aux Occidentaux ce qu'ils souhaitaient entendre, d'autres louaient l'idéalisme de Gorbatchev et lui décernaient le prix Nobel de la Paix en 1990. Cependant, la Nouvelle Pensée doit aujourd'hui être réinterrogée à la lumière de sources inédites apportées par la « révolution documentaire »<sup>4</sup> induite par l'ouverture partielle des archives russes, qui redéfinit et élargit considérablement les spectres d'analyse.

## Les origines de la Nouvelle Pensée : les hommes et les réseaux

Pour comprendre l'apparition de la Nouvelle Pensée, j'ai choisi de la réinsérer dans un temps long et je suis partie d'un constat, déjà mis en lumière par d'autres travaux menés dans le champ des sciences politiques. Ceux-ci avaient en effet relevé des similitudes entre les concepts de la Nouvelle Pensée et des idées et slogans défendus en URSS dès la seconde moitié des années 1950 et tout au long des années 1970 par des hommes issus de milieux bien spécifiques. Il s'agissait de scientifiques, à l'instar d'Evgueni Velikhov, engagés dans une réflexion sur les usages politiques du nucléaire, de philosophes étudiant les questions globales auxquelles le monde était alors confronté et dont le pionnier dans ce secteur de la recherche était Ivan Frolov, de chercheurs issus d'instituts académiques (Gueorgui Arbatov, Nikolaï Inozemtsev), de consultants du Département international du Comité central (Vadim Zagladine, Anatoli Tcherniaïev). Dans le discours public de ces acteurs, on retrouvait, à l'état fragmentaire, les principes contenus dans la Nouvelle Pensée des années

---

<sup>3</sup> Françoise Thom, *Le moment Gorbatchev*, Paris, Hachette Pluriel, 1991.

<sup>4</sup> Nicolas Werth, « L'historiographie de l'URSS dans la période post-communiste », *Revue d'études comparatives Est-Ouest*, vol. 30, n° 1, 1999.

1980 : « problèmes globaux », « humanisme marxiste », « maison commune européenne », « suffisance raisonnable ». Ayant constaté que nombre de ces hommes gravitaient dans l'entourage de Gorbatchev, beaucoup de politologues<sup>5</sup> au premier rang desquels Robert D. English, estimèrent que leur influence dans la construction de la Nouvelle Pensée aurait donc été décisive.

Ces pistes de recherche, proposant une approche sociale et donc incarnée des idées politiques en URSS me semblaient stimulantes à deux égards. Tout d'abord parce qu'elles participaient d'un champ de recherche déjà riche, visant à remettre en question la vision d'un appareil politique soviétique monolithique et figé, et à insister sur la multiplicité des courants de pensée derrière une apparente unicité de façade<sup>6</sup>. Ensuite, parce qu'une fois approfondies, ces pistes pourraient permettre de jeter plus de lumière sur les jeux d'influence à l'œuvre dans les processus de prise de décision et de conception du discours politique en URSS. Mais elles devaient surtout être approfondies par un travail d'archives. Ma démarche visait tout d'abord à comprendre qui étaient ces hommes gravitant dans les hautes sphères politiques, en choisissant un angle d'analyse nouveau. Je me suis intéressée à la fonction qui était celle des structures auxquelles ils appartenaient dans le système soviétique et aux connexions qui pouvaient exister entre ces dernières. Qu'y avait-il de commun entre une revue de philosophie (*Voprossy Filosofii*, « Questions de Philosophie »), un institut académique (l'IMEMO, « Institut d'économie mondiale et des relations

---

<sup>5</sup> Matthew Evangelitsa, *Unarmed forces, the Transnational Movement to end the Cold War*, Londres, Cornell University Press, 2002 ; Jeffrey S. Checkel, *Ideas and International Political Change, Soviet/Russian Behavior and the End of the Cold War*, New Haven, Yale University Press, 1997.

<sup>5</sup> Robert D. English, *Russia and the Idea of the West, Gorbachev, Intellectuals and the End of the Cold War*, New York, Columbia University Press, 2000.

<sup>6</sup> Sabine Dullin, *Des hommes d'influence. Les ambassadeurs de Staline en Europe, 1930-1939*, Paris, Payot, 2001 ; Oleg Khlevniuk, *Kholodnyi Mir. Stalin i zaverchenie stalinskoï diktatoury*, Moscou, Rosspen, 2011.

internationales »), des milieux scientifiques et des consultants du Département international ?

### Des « mondes intermédiaires » entre science et politique

Ma recherche prend pour point de départ la seconde moitié des années 1950 qui voit la mise en place ou la renaissance de ces agences. La consultation des archives du Parti (en particulier du fonds 5 du RGANI<sup>7</sup>, conservant les archives du Département des sciences du Comité central) permet de montrer que ces structures sont alors chargées de soutenir la politique extérieure du Parti et surtout, sa ligne de coexistence pacifique. Cette nouvelle orientation du Kremlin, bien qu'affirmant rejeter la confrontation militaire directe avec l'Occident à l'ère nucléaire, propose alors pourtant d'intensifier la compétition dans d'autres domaines. Il faut donc à la fois mieux connaître l'adversaire capitaliste, se mettre d'accord avec l'Ouest sur le fait qu'aucun des deux camps n'emploiera l'arme nucléaire, et enfin, justifier auprès des partis frères l'abandon du dogme d'« inévitabilité de la guerre avec l'Ouest »<sup>8</sup>. Cette triple mission est confiée à des structures situées à la charnière des sphères académiques et politiques que j'ai appelées « mondes intermédiaires » et qui sont ainsi incluses dans le réseau de la politique extérieure du Parti. On trouve parmi eux des instituts académiques, en particulier l'IMEMO, un *think thank* chargé de fournir une expertise secrète et désidéologisée des relations économiques et internationales<sup>9</sup> et qui travaille en synergie avec un nouveau groupe, celui des consultants des départements du PCUS tournés vers l'extérieur. Au sein de ces mondes intermédiaires un autre groupe est

---

<sup>7</sup> Archives russes pour l'histoire contemporaine.

<sup>8</sup> Jean-Christophe Romer, *La guerre nucléaire de Staline à Khrouchtchev. Essai sur la constitution d'une culture stratégique en URSS, 1945-1965*, Paris, Publications de la Sorbonne, 1995.

<sup>9</sup> ARAN (archives russes de l'Académie des sciences), Fonds 1556, opis 1, delo 116, « Discours inaugural d'Anushavan Arzumanyan devant les chercheurs de l'IMEMO », 1956.

chargé de légitimer publiquement la nouvelle ligne extérieure du Parti : c'est la mission confiée aux journalistes collaborant à une nouvelle revue dépendant du Département international<sup>10</sup> (*Problemy Mira i Sotsialisma*), aux philosophes de *Voprossy Filosofii*, ainsi qu'à des savants en vue, affectés à des missions de diplomatie parallèle.

Les hommes qui peuplent ce réseau sont donc tous affiliés à des degrés de proximité plus ou moins étroits au Comité central du PCUS, et plus précisément à son Département international, soit en y étant consultants, soit en y étant mandatés, associés ou sollicités pour des missions ponctuelles. Ce réseau, dont les ramifications s'étendent jusqu'aux mondes académiques, constitue un support précieux pour la politique extérieure du Kremlin. Il est toutefois tenu à l'écart du processus de prise de décision. Mes recherches montrent que l'appréhension souple du discours idéologique, les nouvelles approches pour gérer les défis internationaux proposées par ses membres, étaient en réalité autorisées et encouragées par les instances de contrôle du Parti. Elles devaient néanmoins être strictement encadrées, circonscrites à des canaux restreints et assumer une mission bien précise : offrir une image plus séduisante de l'URSS dans des mouvements transnationaux, où les émissaires soviétiques endossaient le rôle d'agents d'influence ou de source d'information ; légitimer des décisions politiques, lutter plus efficacement contre les déviations idéologiques des PC, ou encore, fournir un réservoir d'idées nouvelles pour débloquer des situations de crise.

### Une intelligentsia internationale du PCUS à l'identité spécifique

Un axe important de ma recherche visait à rendre compte de l'impact qu'eut l'ouverture vers le monde (expertise internationale, contacts avec l'étranger, participation à des mouvements transnationaux) sur l'identité de

---

<sup>10</sup> RGANI, Fonds 5, opis 33, delo 84, « Sur les mesures de propagande du journal et l'utilisation de ses matériaux dans la lutte idéologique », 1958.



cette intelligentsia du PCUS. Les résultats récoltés révèlent l'ampleur de ces circulations, matérielles ou immatérielles, leur fréquence soutenue dès l'ouverture khrouchtchévienne pour les membres de ce réseau. Mais par-dessus tout, elles montrent que les instances de contrôle du Parti avaient laissé se développer des « zones grises » au sein de ce réseau, où les barrières de l'orthodoxie officielle avaient été considérablement assouplies, dès lors qu'il s'agissait de mieux connaître l'Occident ou de l'influencer. En ce sens, ces résultats viennent alimenter des pistes déjà ouvertes, entre autres, par les études d'Alexeï Kojevnikov et de David Holloway<sup>11</sup> sur l'élite scientifique soviétique, qui montrent un desserrement du contrôle idéologique dans les zones privilégiées proches des hautes sphères.

Je me suis aussi intéressée à la formation universitaire et à l'appartenance générationnelle de cette élite de l'appareil, aussi susceptibles d'expliquer son adhésion à des représentations communes. En m'appuyant sur les travaux de Robert English<sup>12</sup>, Jeffrey Checkel<sup>13</sup> et Matthew Evangelista<sup>14</sup>, j'ai suivi la trajectoire d'une cohorte de quatorze des membres de l'intelligentsia internationale du Parti, identifiés par ces chercheurs comme les principaux représentants de cette élite. Cette approche prosopographique a montré que la plupart d'entre eux avaient été formés dans les meilleurs centres du système éducatif stalinien (Université d'État de Moscou – MGU, Institut d'État de Moscou pour les relations internationales – MGIMO), où ils avaient eu une formation davantage uniformisée que celle de la génération précédente, aux parcours diversifiés et moins poussés. L'examen du contenu et de la

---

<sup>11</sup> Alexey Kojevnikov, *Stalin's Great Science: The Times and Adventures of Soviet Physicists*, Londres, Imperial College Press, 2004 ; David Holloway, *Stalin and the Bomb, The Soviet Union and Atomic Energy, 1939-1956*, New Haven, Yale University Press, 1994.

<sup>12</sup> Robert D. English, *Russia and the Idea...*, *op. cit.*

<sup>13</sup> Jeffrey Checkel, *Ideas and International...*, *op. cit.*

<sup>14</sup> Matthew Evangelista, *Unarmed Forces : the Transnational Movement to End the Cold War*, Ithaca, Cornell University Press, 2002.

réception de cet enseignement (élaboré grâce à la riche collection d'histoire orale<sup>15</sup> aujourd'hui disponible concernant les *chestidesiatniki*, cette génération des années 1960 à laquelle ils appartiennent) a mis en évidence une formation de qualité, reposant sur une meilleure connaissance des textes fondateurs du marxisme-léninisme, une fréquentation plus étroite des mondes étrangers, et l'obtention de diplômes de troisième cycle. L'appréhension commune qu'avait cette nouvelle intelligentsia du Parti d'« événements traumatiques » (les révélations du XX<sup>e</sup> Congrès et la répression du Printemps de Prague) était également un point marquant dans leur identité. Mais mon travail a révélé que c'était surtout leur appartenance au réseau international du Parti qui en était finalement le ferment majeur, ce qui permet de réévaluer le poids de « l'esprit de corps » dans le système soviétique, un aspect déjà mis en évidence dans des recherches récentes<sup>16</sup>.

Plus généralement, si l'intelligentsia internationale du Parti « pensait autrement le monde » et avait une culture politique particulière, c'était précisément en raison des spécificités du réseau dans lequel elle gravitait : une double appartenance aux mondes politique et académique, une très bonne connaissance de l'étranger, autant de facteurs qui lui apportaient de nouveaux schémas structurant sa perception de la réalité. Cette élite avait une conception globale des relations internationales, où le facteur économique devait être réévalué ; une vision qui inscrivait les actions politiques dans le long terme et donnait la priorité aux moyens politiques, au rayonnement idéologique, plutôt qu'à la force.

---

<sup>15</sup> Voir en particulier le fonds « histoire orale » de la bibliothèque du MGU : <http://oralhistory.ru/>.

<sup>16</sup> Voir à ce sujet Sylvain Dufraisse, « Champion et politique, la fonction de *komsorg* dans les équipes nationales en URSS (1964-1982) », *Histoire@Politique. Politique, culture, société*, n° 23, mai-août 2014 ou Alain Blum, Martine Mespoulet, *L'anarchie bureaucratique : pouvoir et statistique sous Staline*, Paris, La Découverte, 2003.

## L'intelligentsia internationale du PCUS et la formation de la Nouvelle Pensée

L'autre questionnement majeur de ma thèse concernait le rôle des conseillers de Gorbatchev issus de cette élite internationale du Parti, dans la formation et la mise en pratique de la Nouvelle pensée. Si ces hommes avaient été les inspireurs du discours, cela signifiait-il pour autant qu'ils avaient été à l'origine de l'ensemble des décisions politiques prises par Gorbatchev pour les affaires internationales ? L'influence de ces conseillers n'avait-elle pas été surestimée, avait-elle été constante ? Et surtout, ne fallait-il pas réévaluer le rôle de Gorbatchev lui-même ou d'autres institutions dans le tournant international pris par l'URSS ?

En raison de la richesse de la période, de l'amplitude de mon sujet, j'ai voulu appliquer à l'étude sur l'influence une méthodologie précise. Pour mesurer l'influence trois critères, inspirés des travaux d'Andrew Rich<sup>17</sup> et Michel Offerlé<sup>18</sup>, ont été retenus. Premièrement, l'accessibilité vis-à-vis du décideur, deuxièmement, le rôle dans la conception du discours officiel, et troisièmement, l'inspiration de décisions politiques qui marquèrent un point d'inflexion dans les relations internationales. Le principal écueil pour mener ce travail à bien était celui du corpus d'archives, dans la mesure où les archives du MID (Ministère des Affaires étrangères), de l'Armée ou du KGB sont fermées aux chercheurs pour la période concernée. À l'inverse, les archives aujourd'hui disponibles sont surtout celles de la Fondation Gorbatchev qui conserve, entre autres, les notes envoyées à Gorbatchev par ses conseillers. Du fait de la structure de ce corpus, on serait donc tenté de surestimer le rôle de ces conseillers et de sous-estimer celui

---

<sup>17</sup> Andrew Rich, *Think-thanks, Public Policy and the Politics of Expertise*, Cambridge, Cambridge University Press, 2004.

<sup>18</sup> Michel Offerlé, *Sociologie des organisations patronales*, Paris, La Découverte, 2009.

d'autres institutions ou réseaux. Or, depuis ces dernières années, de nouveaux corpus pouvaient permettre d'en reconstituer l'état d'esprit, certes de manière fragmentaire, mais leur consultation pouvait s'avérer bien précieuse. Parmi ces sources, les archives du Pacte de Varsovie, les archives Volkogonov et une nouvelle génération de mémoire. C'est pourquoi j'ai centré mon analyse sur les points d'inflexions de la politique extérieure de Gorbatchev, pour lesquels ces différents corpus pouvaient être croisés.

Le fruit de mes recherches montre que le Politburo remet en question sa gestion de la politique extérieure dès la fin des années 1970. L'examen des archives du Pacte de Varsovie et des archives Volkogonov met à jour non pas tant un sentiment de crise généralisé du système soviétique, mais plutôt une prise de conscience de ses faiblesses, dans un monde qui connaît des mutations inédites<sup>19</sup>. Ainsi, l'urgence de relancer l'innovation technologique en URSS pour moderniser son économie, de développer l'intégration socialiste, et de diversifier les exportations soviétiques pour rendre le pays moins dépendant de la manne pétrolière est bel est bien mesurée<sup>20</sup>. C'est parce qu'il existait une convergence, une alliance ponctuelle des différentes institutions du Parti et de l'État autour d'un besoin de réforme que le changement fut possible. Quant à la Nouvelle Pensée telle qu'elle fut énoncée en 1986, elle était en grande partie explicable par les deux décisions-clé prises par Gorbatchev : redonner au Parti un rôle de centre d'impulsion de la politique intérieure et extérieure et rendre au projet socialiste le souffle révolutionnaire qu'il avait perdu.

C'est précisément en raison de son appartenance au réseau du Parti que l'intelligentsia internationale vit son rôle réévalué et fut sollicitée pour créer un nouveau programme politique. La Nouvelle Pensée de 1986 provenait de la transposition d'un système de référence idéologique, qui avait

---

<sup>19</sup> Archives Volkogonov, Reel 17, « Session du Politburo », 9 septembre 1982, p. 348-349.

<sup>20</sup> SAPMO, DC/20/1/3/1908, « Discours de Iouri Andropov à Prague », 4 janvier 1983.

longtemps été tenu en périphérie mais qui répondait à présent aux nouveaux besoins du temps, vers le cœur du pouvoir politique. L'influence de l'intelligentsia internationale du Parti fut essentielle dans ce transfert, ce qu'indiquent les archives de la Fondation Gorbatchev qui rassemblent les comptes rendus des principales sessions de préparation des textes programmatiques du Parti ou des discours du Secrétaire général. Néanmoins, les résultats de mes recherches montrent qu'il faut aussi réévaluer le rôle d'autres réseaux, en particulier de l'Armée, de l'élite des Premiers secrétaires du Comité central, qui furent étroitement impliqués et associés par Gorbatchev dans l'ensemble des choix ponctuels qui donnèrent vie à la Nouvelle Pensée. Soit dans des décisions qui ouvrirent une nouvelle page pour les relations Est-Ouest (c'est le cas du retrait des troupes soviétiques d'Afghanistan, de la résolution de la crise des euromissiles) ou dans des décisions qui furent à l'origine de choix plus profonds (par exemple, réformer l'économie). On doit donc nuancer la représentation d'un Gorbatchev totalement opposé aux « conservateurs » de l'Armée et du KGB et tout entier soumis à l'influence des « réformateurs », deux termes dont ma thèse remet en question l'emploi, tant les lignes de clivages au Politburo sont multiples. Enfin, ma recherche témoigne du fait que l'étude de la gestation et de la réception de la parole politique constitue un objet d'étude précieux qui a toute sa place dans l'histoire des relations internationales : par l'examen des influences à l'œuvre dans sa conception, aussi bien dans sa forme que dans son contenu programmatique, du sens qui lui est donné et des différentes interprétations dont il peut être l'objet.



Entrer en paix ?  
Dynamiques internationales et phase préparatoire  
de la Conférence de la Paix : opinions, images de l'ennemi et dissensions  
interalliées,  
4 octobre 1918 -18 janvier 1919

VINCENT LANIOL

---

## Résumé

Cette recherche entend interroger l'impact des dynamiques internationales, qu'elles concernent les opinions publiques ou les forces économiques, sur la période préparatoire de la Conférence de la Paix de 1919, de la demande d'armistice des Empires Centraux jusqu'à l'ouverture officielle des négociations de paix. Reposant sur l'analyse d'archives de différents pays, elle éclaire les représentations et le jeu des acteurs de la période, des diplomates aux journalistes en passant par les experts ou les représentants des nombreux groupes de pression souhaitant obtenir une reconnaissance internationale.

Cette thèse démontre la confusion entretenue volontairement par les belligérants entre le contenu de l'armistice et la préparation de la paix et interroge les profondes divisions au sein de la coalition alliée au seuil des pourparlers. Elle confirme la prégnance de la haine de l'ennemi dans les opinions publiques alliées en particulier au moment de débattre du ravitaillement du vaincu allemand, rendant très délicate sa réintégration dans la communauté internationale. Cette recherche démontre ainsi les difficultés créées par ces dynamiques sur le processus de « l'entrée en paix » et éclaire d'un nouveau jour les discussions qui eurent lieu, par la suite, lors de la Conférence de la Paix.

**Mots-clés** : Conférence de la Paix – Sortie de guerre – Première Guerre mondiale – Histoire sociale et culturelle – Armistice.

## Abstract

***Peace Entering? International Dynamics and Preparatory Phase of the Peace Conference: Opinions, Enemy's Images and Inter-Allied Dissentions, 4<sup>th</sup> October, 1918-18<sup>th</sup> January, 1919***

*This research aims at questioning the influence of the international dynamics shall they concern public opinions or economic forces on the preparatory phase of the Peace Conference of 1919, from the request of an armistice by the Central Empires to the official opening of the peace negotiations. Based on the analysis of archives from different countries, it highlights the representations and the role played by the protagonists, such as diplomats, journalists, experts or representatives from numerous lobbies wishing to obtain an international recognition.*

*This PhD demonstrates the confusion maintained on purpose by the belligerents between the content of the armistice and the preparation of the Peace and examines the deep divisions among the allied coalition on the threshold of the negotiations. It attests the weight of the hatred of the enemy in the public opinions of the Allied countries, particularly while debating the supply of the defeated Germany. It handicaped its reintegration in the International community. This research demonstrates the difficulties created by these dynamics upon the process of « peace entering » and offers a fresh perspective on the debates which took place later on during the Peace Conference.*

**Keywords:** *Peace Conference – War ending – First World War – Social and cultural history – Armistice.*

**Keywords:** *Gorbachev – New Thinking – Influence – Networks – Cold War.*

Le sujet de cette thèse de doctorat soutenue à l'université Paris 1 en décembre 2015<sup>1</sup> a germé il y a quelques années lors d'une vacation aux archives du ministère des Affaires étrangères et plus particulièrement dans le service de la Conservation des traités. L'histoire rocambolesque de l'original du traité de Versailles volé pendant la dernière guerre, les vicissitudes des archives du règlement de la paix de 1919-1920 suscitèrent en moi de l'intérêt sans pour autant encore aboutir à la formulation d'un sujet précis. L'entrée dans la thèse se fit donc par les sources, en particulier par celles du secrétariat général de la Conférence de la Paix jusqu'alors peu utilisées. Or, ces archives précieuses et méconnues pouvaient se révéler particulièrement utiles pour évoquer l'action des

---

<sup>1</sup> « Entrer en paix ?... » est la thèse soutenue par Vincent Laniol le 5 décembre 2015 devant un jury composé de Laurence Badel, professeur à l'Université Paris 1, Robert Frank, professeur à l'Université Paris 1 (directeur de recherche), Peter Jackson, professeur à l'Université de Glasgow, Stanislas Jeannesson, professeur à l'Université de Nantes, Gerd Krumeich, professeur à l'Université de Düsseldorf et Sylvain Schirmann, professeur à l'Institut d'études politiques de Strasbourg. Cette thèse a reçu la mention très honorable avec les félicitations du jury à l'unanimité.



groupes de pression qui tentaient d'accéder aux dirigeants des grandes puissances réunies à Paris.

Après discussions avec Robert Frank, le directeur de cette thèse, un travail sur les dynamiques internationales et leurs liens avec la sortie de guerre s'est rapidement imposé comme la piste la plus prometteuse. Un sujet plus large englobant l'ensemble des négociations de paix, de l'armistice à la signature du traité de paix, imaginé initialement, se serait révélé trop étendu, mobilisant trop de sources et dépassant le cadre d'une thèse de doctorat. Il a donc été décidé de se concentrer sur la phase préparatoire si centrale de la Conférence de la Paix.

L'objectif de cette thèse était d'analyser l'impact des dynamiques internationales – opinions, représentations ou dynamiques économiques – sur le jeu des acteurs aussi divers que les chefs d'État ou de gouvernement, les diplomates, les journalistes, les groupes de pression et même les particuliers ou citoyens intéressés au nouvel ordre international. L'action des acteurs sur ces dynamiques internationales a été également étudiée.

### Sources de la thèse

Les sources utilisées provenaient à la fois des archives diplomatiques françaises, américaines ou britanniques conservées respectivement à la Courneuve, *Kew Gardens* et *College Park*. Priorité a été donnée aux archives privées, et en particulier aux journaux intimes qui permettaient de comprendre le ressenti des contemporains au jour le jour. Ainsi, le fonds André Tardieu conservé à la Courneuve constitue un ensemble inestimable pour analyser l'action de la diplomatie française dans ces mois décisifs. Les archives privées de la Bibliothèque du Congrès américain ont été également utiles ainsi que celles conservées à la *British Library*, aux archives parlementaires britanniques ou encore au *Churchill College* de Cambridge. À ces sources se sont ajoutés le fonds Clemenceau, des

archives militaires de Vincennes, quelques fonds des archives nationales (en particulier la série F 12), les archives de la préfecture de police de Paris (et notamment les rapports des commissaires de police sur l'état de l'opinion) ainsi que les archives allemandes reproduites dans les archives britanniques. J'ai également fait le choix de travailler sur la presse de ces pays, médias de masse par excellence de l'époque, pour mieux tenter d'appréhender les différents secteurs de l'opinion. Les bulletins de presse rédigés par le Quai d'Orsay, le *War Office* britannique ou la délégation américaine à Paris m'ont été extrêmement utiles car ils ont permis d'opérer un tri dans les informations selon les critères des contemporains et non en fonction de choix plus arbitraires.

Pour des soucis de clarté d'analyse, l'étude s'est limitée aux principaux États belligérants : la France, le Royaume-Uni, les États-Unis et l'Allemagne avec quelques incursions concernant les problématiques italiennes. Lorsque de besoin les questions coloniales ont été évoquées, en particulier la question primordiale des Dominions britanniques. Pour témoigner de l'élargissement du monde, de l'ouverture de la scène internationale à de nouvelles nations, le cas des nations sud-américaines a aussi été mis en valeur.

## Approches historiographiques

Cette thèse s'inscrit dans la problématique de la « sortie de guerre » qui se développe dans l'historiographie depuis plusieurs années<sup>2</sup>, une période qui n'est plus vraiment la guerre puisque les hostilités ont cessé, la violence décline progressivement, et qui n'est pas encore la paix car les

---

<sup>2</sup> Voir Bruno Cabanes et Guillaume Piketty, « Sortir de la guerre : jalons pour une histoire en chantier », *Histoire@politique*, n°3, novembre-décembre 2007, <http://www.histoire-politique.fr> ; Stéphane Audoin-Rouzeau et Christophe Prochasson (dir.), *Sortir de la Grande Guerre. Le monde et l'après 1918*, Paris, Tallandier, 2008.

représentations haineuses dominent encore dans les opinions. Les dates extrêmes de l'étude se sont également rapidement imposées : le 4 octobre 1918, date des demandes officielles d'armistice des Empires centraux, lançait un « calendrier de paix » tant aux opinions publiques qu'aux dirigeants des États belligérants ; le 18 janvier 1919, séance inaugurale de la Conférence de la Paix ouverte par le président Poincaré au Quai d'Orsay, devait clôturer sa phase préparatoire. Depuis les travaux pionniers d'Arno Mayer<sup>3</sup>, qui avaient été très marqués par les questionnements des années 1960, il devenait urgent de revenir à l'étude de cette phase préparatoire de la Conférence.

Cette recherche doit aussi beaucoup à l'héritage de trois traditions historiographiques : la première visait à analyser sous une forme apaisée Versailles, à comprendre ce règlement de paix et à jauger les contraintes pesant sur les acteurs. Elle s'est incarnée dans les actes du colloque de 1994, *The Treaty of Versailles. A reassessment after 75 years*<sup>4</sup>. La seconde est l'histoire culturelle de la Grande Guerre avec, en son cœur, la notion de « cultures de guerre », qui influença grandement les premiers mois suivant la fin des hostilités. L'ouvrage dirigé par Gerd Krumeich, *Versailles 1919. Ziele, Wirkung, Wahrnehmung*<sup>5</sup> en porte témoignage. Enfin, cette étude tint compte des acquis de l'école française d'histoire des relations internationales et en particulier des travaux sur les pratiques diplomatiques en plein renouveau<sup>6</sup>.

---

<sup>3</sup> Arno J. Mayer, *Politics and Diplomacy of peacemaking. Containment and counter-revolution at Versailles, 1918-1919*, New York, Weidenfeld and Nicolson, 1968.

<sup>4</sup> Manfred F. Boemeke, Gerald D. Feldman, Elisabeth Glaser (dir.), *The Treaty of Versailles. A reassessment after 75 years*, Cambridge, Cambridge University Press, 1998.

<sup>5</sup> Gerd Krumeich (dir.), *Versailles 1919, Ziele, Wirkung, Wahrnehmung*, Essen, Klartext Verlag, 2001.

<sup>6</sup> En particulier Laurence Badel, Stanislas Jeannesson, Gilles Ferragu, Renaud Meltz (dir.), *Écrivains et diplomates : l'invention d'une tradition, XIX<sup>e</sup>-XXI<sup>e</sup> siècle*, Paris, Armand Colin, 2012.

## Armistices, préparations de la paix et représentations

Au cœur de notre étude se trouve la notion « d'entrée en paix », corollaire de la sortie de guerre. Le processus d'entrée en paix est marqué par différentes étapes qui ont constitué les principaux axes de ma recherche.

La première fut la négociation de l'armistice et la préparation de la paix dans chaque nation puis entre Alliés. J'ai tout d'abord insisté sur l'importance des échanges de notes entre le gouvernement allemand de Max de Bade et le président américain Wilson ainsi que les réactions qu'ils ont suscitées au sein des opinions alliées et européennes. J'ai pu en conclure que l'opinion publique française avait été plus longuement attachée à la capitulation allemande qu'on ne l'a écrit. J'ai surtout insisté sur la confusion entretenue tant à Berlin que dans les capitales alliées entre la paix et l'armistice : l'Allemagne souhaitait conclure après l'armistice une paix rapide (et Ludendorff de conclure un armistice pour obtenir un répit) ; les Français visaient à obtenir des « gages » dans l'armistice pour les clauses de la future paix. C'est ce que j'ai appelé la « politique des gages » acceptée alors tant par Clemenceau que par Foch.

La négociation de l'accord pré-armistice a aussi été développée, c'est-à-dire l'acceptation par les Alliés des quatorze points et des autres discours de Wilson comme bases de la future paix. Elle fut si importante qu'elle faillit mener à la dissolution de la coalition interalliée. Chacun avait une conception toute particulière des quatorze points. Rapidement mis de côté par la France dont les diplomates pensaient qu'ils étaient une gêne, ils ont été transformés à Berlin pour servir les intérêts allemands. Cet accord pré-armistice, à vocation contractuelle, aurait dû être la base d'une culture de paix entre les nations européennes, en particulier entre vainqueurs et vaincus. Tel ne fut pas le cas tant les intérêts étaient contradictoires.

On ne peut plus dire que Versailles fut une « paix bâclée », en témoigne par exemple la préparation scientifique et documentaire lancée dans tous les pays, en particulier en France, en prévision de la future Conférence. Elle eut autour de son berceau les meilleurs esprits de la Sorbonne, de

Yale, ou d'Oxford qui, comme tous les experts, ont vu leurs travaux tirillés entre le souci de scientificité, de neutralité de leur savoir et les implications diplomatiques, l'intérêt national de leur État, leurs sentiments propres. À bien des égards, le souci de la défense de l'intérêt national l'a emporté au sein du comité d'études présidé par Ernest Lavisse en France ainsi que dans les organes de préparation britanniques, en particulier en matière coloniale. La préparation américaine incarnée par l'*Inquiry* du colonel House a plutôt fait preuve de neutralité dans ses propositions. Lorsqu'il a fallu confronter les points de vue lors de la très européenne conférence interalliée de Londres de décembre 1918, les dissensions apparurent très crûment et ne firent ensuite que s'aggraver.

## Dynamiques internationales et dissensions interalliées

Les premiers échanges de vues entre Alliés concernant la future paix constituèrent un deuxième élément clé de l'entrée en paix. Les divisions entre Alliés apparurent très tôt après l'armistice malgré la mise en scène de l'unité interalliée lors des visites d'État. La venue du président Wilson en Europe représenta indéniablement une rupture. À la suite de Pierre Miquel<sup>7</sup>, j'ai tenté de démontrer l'aspect ambigu de la réception de Wilson en Europe, acclamé par des forces aussi diverses que l'*Action française*, les nationalistes italiens, ou encore le SPD allemand et la SFIO. J'ai insisté sur les programmes de paix des forces socialistes et libérales (soutenant activement Wilson) qui ont indéniablement pesé en faveur du développement d'une culture de paix en Europe. Cependant, ces représentations pacifiques ont été plutôt minoritaires face aux forces de haine qui sont restées importantes tout au long de la période dans tous les camps. Ces deux attitudes dans les pays alliés n'étaient d'ailleurs pas contradictoires : l'aspiration à la paix n'empêchait pas le souhait d'une

---

<sup>7</sup> Pierre Miquel, *La Paix de Versailles et l'opinion publique française*, Paris, Flammarion, 1972.

sanction de l'Allemagne. À cet égard, l'opinion française était surtout avide de justice (et donc de sanctions contre une Allemagne jugée agressive) alors même qu'à Berlin, on souhaitait que Wilson fît justice à la place à donner à l'Allemagne dans le nouveau système international. Il faudrait peut-être plutôt parler de « cultures de justice » pour évoquer le sentiment des Français ou des Allemands de l'époque. J'ai mis en exergue l'affaiblissement du président américain qui n'a pas profité des dynamiques économiques en faveur de son pays pour imposer ses vues sur la future paix. Les élections britanniques ont d'ailleurs achevé de réduire l'influence wilsonienne et ont donné une autorité importante à Lloyd George dans l'application d'un programme de paix dure qu'on assimile à tort au seul Clemenceau. L'entrée en paix a été fortement perturbée par les dissensions interalliées qui ont mené parfois d'anciens alliés, en l'occurrence les Français et les Italiens, au bord de l'affrontement militaire dans l'Adriatique à Fiume.

### Dynamiques internationales, représentations du vaincu et procédure de la paix

Enfin, l'entrée en paix devait passer inmanquablement par un changement de statut du vaincu dans les représentations des vainqueurs et inversement. Le débat autour du ravitaillement des Allemands a mis en jeu ces représentations négatives du vaincu et a empêché la mise en place de solutions rapides prônées par Herbert Hoover et les Américains. Les enjeux de puissance *entre alliés* n'ont pas été absents des discussions autour du paiement de ce ravitaillement et des moyens de transport à utiliser. La question du ravitaillement des vaincus met en jeu non seulement l'image de l'ennemi mais également les questions sociales (l'impact du blocus sur les populations civiles, perçu dans les deux camps) et le problème de la stabilité politique (puisque les dirigeants pensaient que la faim était créatrice de désordre et donc favorisait la révolution et le bolchevisme). L'état des dissensions interalliées et le statut accordé au

vaincu expliquèrent l'exclusion de l'Allemagne des grands débats. Une même exclusion fut appliquée à la Russie bolchevique considérée comme un paria de la scène internationale.

### L'impact de la phase préparatoire sur la paix

Cette phase préparatoire fut donc cardinale pour comprendre l'évolution de la Conférence elle-même après janvier 1919 : les négociations furent indéniablement teintées d'une certaine « culture de guerre », que l'on songe à la manière dont les Français ont reçu la délégation allemande à Versailles, privée d'une vraie liberté de mouvement en violation de tous les usages diplomatiques. Cette phase préparatoire a également eu une importance cruciale au moment de la crise survenue entre Alliés au début avril 1919 autour de la question sarroise et du statut de la rive gauche du Rhin. Tenus par leurs promesses faites à leurs opinions, Clemenceau et Lloyd George ont à plusieurs reprises forcé Wilson à négocier. L'extraordinaire désunion entre Alliés, observée dès novembre 1918, expliquera les difficiles compromis élaborés à Versailles.

La phase préparatoire et les difficultés de l'entrée en paix influencèrent grandement la paix élaborée à Versailles qui ne fut ni la paix de réconciliation à laquelle aspiraient certains secteurs de l'opinion des États belligérants ni la paix carthaginoise dénoncée par Keynes. La phase préparatoire est pour beaucoup dans la paix de Versailles qui aurait pu difficilement être autre chose que ce qu'elle fut, une paix dure après quatre années d'une guerre totale.





